



2022

➔ **Rapport Régional sur la Sécurité
Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel
et en Afrique de l'Ouest**

Equipe du Rapport Régional sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2022

Coordinateur : Dr Issoufou Baoua, Coordonnateur Programme Régional d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRA/SAN)

Liste des rédacteurs : Dr Issoufou Baoua, Sy Martial Traoré, Dr Issa Garba, Dr Idrissa Halidou Maiga, Dr Seydou Tinni Halidou, Dr Agali Alhassane, Dr Issoufou Maigary, Hamatan Mohamed, Williams Massaoud, Ector Sédar Houssou, Abdoul Karim Keita, Mawuli Amewuame, Alio Agoumou, Boubacar Mainassara Abdoul Aziz.

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE.....	9
2	APPROCHE ET MÉTHODE.....	10
3	ANALYSE DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	11
3.1.	Situation météorologique.....	11
3.2.	Situation hydrologique.....	11
3.3	Situation agricole.....	13
3.4.	Situation phytosanitaire.....	13
3.5	Situation pastorale.....	17
3.6	Situation des marchés.....	21
4.	SITUATION L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE.....	25
4.1	Facteurs de vulnérabilité courante.....	25
4.1.1	Facteurs de risques et vulnérabilité.....	25
4.1.2	Facteurs limitants.....	27
4.1.2.1	Disponibilité.....	27
4.1.2.2	Accès.....	28
4.1.2.3	Utilisation.....	28
4.1.2.4	Stabilité.....	29
4.2	Les résultats de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.....	31
4.2.1.	Consommation alimentaire.....	31
4.2.2.	Evolution des moyens d'existence.....	31
4.2.3.	Etat nutritionnelle.....	32
4.3	Zones en insécurité alimentaire et nutritionnelle.....	33
4.4	Population en insécurité alimentaire et nutritionnelle.....	36
5	ACTIONS RÉALISÉES – PNR 2021.....	38
6	SYNTHÈSE PAYS.....	39
	Bénin.....	40
	Burkina Faso.....	41
	Cabo Verde.....	42
	Cote d'Ivoire.....	43
	Gambie.....	44
	Ghana.....	45
	Guinée.....	46
	Guinée Bissau.....	47
	Mauritanie.....	48
	Niger.....	49
	Nigéria.....	50
	Sénégal.....	51
	Sierra Leone.....	52
	Tchad.....	53
	Togo.....	54
7	PERSPECTIVES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES 2022/2023.....	56
8	CONCLUSION.....	63
9	RECOMMANDATIONS -RPCA.....	64

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ACF	Action Contre la Faim
AT PAGR-SANAD	Assistant Technique du Projet d'Appui à la Gouvernance Régionale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et l'Agriculture Durable
BN	Bénin
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CH	Cadre Harmonisé
CILSS	Comité permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CRA	Centre Régional AGRHYMET
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
EC-JRC	European Commission Joint Research Center
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FED	Fonds Européen de Développement
FEWS NET	Famine Early Warning Systems Network
FICR	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge
IPC/GSU	Integrated Food Security Phase Classification/ Global Support Unit
LGA	Local Government Area
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
ODD	Objectifs de Développement Durable
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIG	Organisation Inter Gouvernementale
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNR	Plan National de Reponse
PRH (HRP)	Plan de Réponse Humanitaire
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RIM	République Islamique de Mauritanie
RR-SAN	Rapport Régional sur la Situation Alimentaire et Nutritionnelle
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SC	Save the Children
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

TABLEAUX

Tableau I: Proportion des personnes déplacées internes par pays

Tableau II: Variation de la production céréalière

Tableau III: Variation des productions de tubercules

Tableau IV: Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (Mars–Mai 2022)

Tableau V: Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2022)

FIGURES

Figure 1: Hydrogrammes comparés du fleuve Niger à la station de Niamey 9

Figure 2: Synthèse des écoulements moyens et niveau des cours d'eau par rapport à la normale 1981-2010

Figure 3: Taux de remplissage des barrages suivis au Burkina Faso (source : DGRE-Burkina Faso)

Figure 4: Rendements estimés pour le mil de 90 jours à la fin de la campagne agricole 2021

Figure 5 : Rendements estimés pour le mil photopériodique à la fin de la campagne agricole 2021

Figure 6 : Anomalies des rendements prévus pour un mil de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 15 octobre 2021

Figure 7: Anomalies des rendements prévus pour un sorgho de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 15 octobre 2021

Figure 8 : Anomalies des rendements prévus pour un mil photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 15 octobre 2021

Figure 9: Anomalies des rendements prévus pour un sorgho photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 15 octobre 2021

Figure 10 : Anomalies des rendements prévus pour un maïs de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO, situation du 15 octobre 2021

Figure 11: Prévalence de la chenille légionnaire d'automne au cours de la campagne 2021-2022 (Source FAO)

Figure 12 : Cumul saisonnier des pluies estimées dans les aires grégariques du Criquet pèlerin Campagne 2021

Figure 13 : Occurrence du Criquet pèlerin-campagne pluvieuse 2021 (Source FAO/DLIS)

Figure 14: capacité d'accueil en nombre de jours par Unité Bétail Tropical (UBT) à la fin de la campagne agropastorale

Figure 15 : comparaison de la production de biomasse par rapport à l'année dernière à la même période

Figure 16: comparaison de la production de biomasse par rapport à la médiane des cinq dernières années à la même période

Figure 17: Impacts de l'insécurité civile sur le fonctionnement des marchés

Figure 18: Niveau de variation des prix des céréales dans la région en comparaison avec la moyenne quinquennale (PREGEC, 2022)

Figure 19: Carte des variations des prix des céréales par rapport à la moyenne quinquennale

Figure 20: Carte de vulnérabilité au changement climatique (Indice mondial d'adaptation Notre-Dame) en Afrique de l'Ouest

Figure 21: Proportion des personnes déplacées internes par pays

Figure 22: Répartition de la production céréalière par pays

Figure 23 : L'impact de l'Utilisation sur la consommation alimentaire en situation courante (mars-mai 2022)

Figure 24: L'impact de l'Utilisation sur la consommation alimentaire en situation projetée (juin-août 2022)

Figure 25 : L'impact de la Stabilité sur la consommation alimentaire en situation courante (mars-mai 2022)

Figure 26 : L'impact de la Stabilité sur la consommation alimentaire en situation projetée (juin-août 2022)

Figure 27 : L'impact de la Stabilité sur les moyens d'existence en situation courante (mars-mai 2022)

Figure 28 : L'impact de la Stabilité sur les moyens d'existence en situation projetée (juin-août 2022)

Figure 29 : Proportions des zones analysées par phase selon le niveau de la consommation alimentaire

Figure 30: Proportion des zones suivant les types de stratégies développées

Figure 31: Carte des zones selon les types de stratégies développées

Figure 32: Carte régionale de la malnutrition aigue globale en 2022

Figure 33 : Carte des zones selon le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Figure 34 : Réalisations financières par pays

Figure 35 : Réalisations financières par domaine d'interventions

Figure 36: Bilan de mise en œuvre des PRH 2021

Figure 37 : Prévvision des cumuls de précipitations pour la période de Mars-Avril-Mai 2022 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée

Figure 38: Prévvision des cumuls de précipitations pour la période d'Avril-Mai-juin 2021 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée

Figure 39: Prévvision des cumuls pluviométriques pour la période de Juin-Juillet-Août 2020 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'espace

Figure 40: Prévvision des cumuls pluviométriques pour la période de Juillet-Août-Septembre 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes

Figure 41: Prévvision des dates de début de la grande saison des pluies 2022 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée. Comparaison faite aux dates moyennes de début de saison sur la période 1991-2020

Figure 42: Prévvision de la durée des séquences sèches maximales en début de la grande saison des pluies 2022 dans les pays du Golfe de Guinée

Figure 43: Prévvision de la longueur des séquences sèches vers la fin de la grande saison des pluies 2022 dans les pays du Golfe de Guinée

Figure 44: Prévvision des dates de fin de la grande saison des pluies de 2022 dans les pays du Golfe de Guinée

Figure 45: Prévvision des dates de début saison agricole 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'espace CILSS/CEDEAO

Figure 46: Prévvision de la durée des séquences sèches en début de saison des pluies 2020 dans les zones sahéliennes et soudaniennes

Figure 47: Prévvision de la durée des séquences sèches vers la fin de la saison des pluies 2022 dans les pays des zones sahéliennes et soudaniennes

Figure 48: Prévvision des dates de fin de la saison des pluies 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'espace CILSS/CEDEAO

Figure 49: Prévisions saisonnières des anomalies des précipitations dans les aires de reproduction estivale du Criquet pèlerin (Source : World Climate Service & DLIS/FAO)

Figure 50: Prévvision des écoulements des bassins fluviaux pour la saison des pluies 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes. Comparaison avec les moyennes de la période de référence 1991-2020

Avant-propos

Le Rapport Régional (RR) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est élaboré pour contribuer à nourrir le système de gouvernance de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable et la résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest. C'est un document de synthèse régionale qui regroupe les principales informations produites dans le cadre de l'animation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC) ainsi que du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). Ces informations concernent les différentes conditions agro-écologiques explicatives de l'environnement de la production agropastorale 2021/2022 déterminant l'essentiel de la situation alimentaire de la région.

Ce document est par conséquent une valorisation de toutes les données provenant des pays, des partenaires régionaux et internationaux membres du réseau. Il est le fruit d'une analyse complémentaire et de synthèse régionale accomplie par les experts du CILSS. Ce produit se veut comme un support de valorisation annuelle des produits du dispositif PREGEC et RPCA capitalisant les expériences sur les données générées par les systèmes nationaux et régionaux d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Il met en relief les résultats sur le suivi agro climatique, hydrologique, phytosanitaire, pastoral, les flux et les marchés. Il intègre également les interventions en réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles.

Ce rapport a pour objectif de mettre en exergue le potentiel et les avantages d'une chaîne régionale de production de données et d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le centre d'intérêt réside dans le partage des informations sur les conditions agricoles et de sécurité alimentaire ainsi que les facteurs de vulnérabilité qui déterminent le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de chaque pays. L'analyse holistique des différentes sources de données, suivant l'approche du cadre harmonisé, permet d'une part de valoriser toutes les données disponibles et d'autre part de mettre en relief les différentes zones ainsi que leurs populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le choix du rapport est, en effet, en cohérence avec les besoins des décideurs et leurs partenaires de disposer des informations pertinentes sur la tendance alimentaire ainsi que les éléments factuels explicatifs sur la base desquels il sera désormais possible de relancer la formulation des programmes intégrant l'urgence au développement durable.

Le Directeur Général

Dr Mahamoudou HAMADOUN

1- INTRODUCTION

La région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest fait face, de manière récurrente, à des crises alimentaires et nutritionnelles affectant de plus en plus des millions de personnes. En 2022, la région est encore frappée par une crise sans précédent touchant plus de 38,3 millions de personnes dans l'ensemble des 17 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Cette crise est consécutive à la conjugaison de plusieurs facteurs de risques notamment la sécheresse enregistrée au cours de la campagne agropastorale 2021 entraînant la baisse importante de production céréalière et fourragère en particulier dans les pays de la bande sahélienne. Cela a fortement contribué au maintien de la tendance haussière des prix des denrées alimentaires dépassant dans certains cas plus de 100%.

La tension alimentaire intervient dans un contexte régional caractérisé par l'exacerbation de la crise sécuritaire d'envergure régionale avec toutefois des zones plus sensibles notamment la boucle des trois frontières (Burkina Faso, Mali et Niger), le bassin du Lac Tchad, le nord-ouest et le centre du Nigéria, le Mali et de plus en plus le nord du Bénin et de la Côte d'Ivoire. La situation est marquée par des déplacements massifs des populations fuyant les zones en conflit en laissant derrière elles, tous leurs capitaux productifs. Ainsi, les moyens d'existence des populations sont en érosion continue, ce qui explique les capacités limitées des populations à accéder aux facteurs de productions (terres, intrants agricoles, ressources et espaces pastoraux) ainsi que les autres infrastructures sociales en destruction (écoles, centres de santé, marchés et centres de communication...).

La zone du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest fait donc face à des chocs et risques complexes et multifformes ayant des impacts directs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, parmi lesquels les chocs climatiques, l'insécurité civile, les conflits, l'impact socio-économique de la pandémie de la COVID-19, et le nouveau facteur aggravant qu'est la guerre Russie-Ukraine. L'insécurité alimentaire aiguë a presque été multipliée par quatre entre 2019

et 2022, passant de dix millions à près de quarante millions de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère.

C'est dans ce contexte, et en confirmité avec son mandat et sa mission, que le dispositif et le réseau de prévention des crises alimentaires (PREGEC et RPCA) maintient la veille sur les systèmes de productions agricole, pastorale et halieutique de manière à générer des informations fiables et consensuelles d'aide à la prise de décision. Ainsi, les pays restent les pierres angulaires de ce dispositif de veille régionale par la production permanente des données et informations entrant dans le cadre de l'animation du PREGEC et du RPCA.

Le présent rapport offre l'avantage de rassembler les données collectées, traitées par les pays et consolidées au niveau du CILSS en synergie avec les partenaires régionaux du dispositif PREGEC. Le rapport fait état des conditions climatiques, agro climatiques et hydrologiques caractéristiques de la campagne 2021/2022, les situations pastorale et phytosanitaire, les estimations de productions agricoles, les principaux facteurs de risques de vulnérabilité courante, les caractéristiques du niveau de consommation alimentaire et des moyens d'existence des ménages, le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, les zones et les populations à risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le point sur la mise en œuvre des réponses pour atténuer les effets des crises. Il est également exposé les résultats des prévisions climatiques 2022 ainsi que leurs conséquences sur le déroulement de la campagne agricole et alimentaire 2022/2023.



2- APPROCHE ET MÉTHODE

Le CILSS a développé plusieurs outils et méthodes depuis des décennies qui ont fait l'objet de transfert aux pays à travers des formations diplômantes et des formations continues. Ces outils et méthodes sont actuellement utilisés par les pays dans le cadre du suivi de la désertification, du déroulement de la campagne agropastorale et hydrologique, du suivi écologique, du suivi des marchés et des flux transfrontaliers, de l'économie de ménages.

L'avènement du Cadre Harmonisé comme outil essentiel d'analyse intégrée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, a conduit à une revue et une harmonisation des supports et méthodes d'enquêtes sur la vulnérabilité, d'enquêtes nutritionnelles, de l'économie des ménages et sur les marchés. Désormais les systèmes d'enquêtes standardisés nourrissent le processus de collecte et permettent

ainsi de maintenir la pertinence de la comparabilité des résultats dans l'espace et dans le temps.

Le recours aux produits d'observations de la terre (POT), grâce à l'accès facilité des imageries satellitaires, reste une source fondamentale qui alimente les analyses spéciales et les modèles de prévisions climatiques, d'estimation de la biomasse et des rendements agricoles. Le Centre régional AGRHYMET a développé beaucoup d'expertises dans les divers domaines permettant aux pays et la région de maintenir et de renforcer les dispositifs de collecte de données qui nourrissent les concertations régionales du PREGEC. Le recours aux POT est une démarche supplémentaire adaptée permettant de suivre la situation dans les zones d'accès difficile du fait de l'insécurité civile qui prend une allure inquiétante dans la région.



3. ANALYSE DES CONDITIONS DE SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

3.1. Situation météorologique

L'année 2021 a été marquée par une pluviométrie très erratique en Afrique de l'Ouest. Aussi, le début de la saison des pluies a été tardif suivi d'une fin précoce dans plusieurs localités. Ce qui a beaucoup impacté la production agricole tributaire majoritairement de l'eau de pluie de même que les conditions de vie des populations.

De janvier à mars 2021, la situation pluviométrique sur l'ensemble des pays Ouest Africain et le Tchad était proche de la moyenne de la période 1991-2020. En avril, une situation déficitaire était observée sur les pays du Golfe de Guinée avec des déficits avoisinant les 100 mm au Sud du Ghana. Cette situation de déficits s'est amplifiée entre mai et juillet sur les pays du Golfe de Guinée avec des pics sur le Nigeria et l'Ouest de l'Afrique Occidentale (Liberia, Sierra Leone, Guinée, Burkina Faso, Mali, Sénégal). D'août à Septembre, il y a eu une reprise des activités pluvieuses marquées par des excédents sur les pays du Golfe de Guinée pendant que des déficits étaient observés sur la majeure partie des pays du Sahel. D'octobre à Novembre de légers excédents étaient observés dans les zones côtières Est des pays du Golfe de Guinée, alors que sur l'ouest les déficits persistaient.

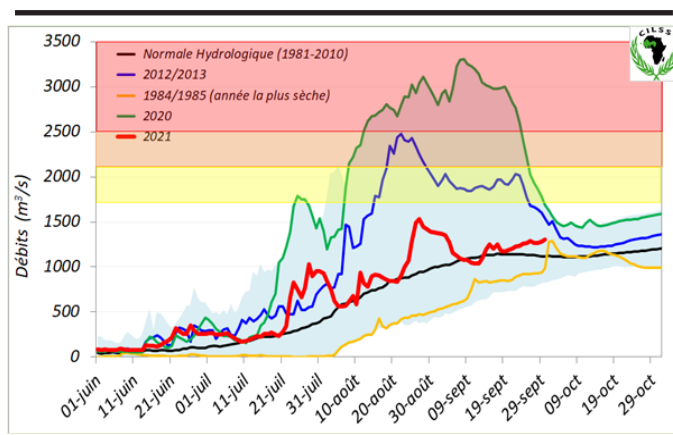
Les températures moyennes mensuelles observées en Afrique de l'Ouest et au Tchad étaient globalement supérieures aux moyennes de la période de référence 1991-2020. Des hausses de plus de 3°C étaient observées en janvier sur l'Est de la Mauritanie et sur la Sierra Leone et en juillet sur le Nord de la Mauritanie. Par ailleurs, des baisses des températures moyennes de plus de 2°C étaient fréquemment observées ça et là tout au long de l'année sur les pays du Sahel.

3.2. Situation hydrologique

Malgré l'installation tardive de la saison des pluies en 2021, on a observé un démarrage effectif des écoulements dans l'ensemble des bassins fluviaux de la région ouest-africaine et du Tchad au cours du mois de juin. Cela a permis de soutenir des étiages sévères

au niveau de certaines stations sur des cours d'eau permanents tels que Niamey (figure 1). Concernant les cours d'eau saisonniers, un début d'écoulement timide et tardif (fin juin) a été observé au niveau de la plupart des stations hydrométriques. Cette dynamique de montée des eaux s'est poursuivie jusqu'à la première quinzaine du mois de septembre, période à partir de laquelle il a été observé, au niveau de la plupart des stations, une amorce de la décrue surtout au niveau des cours d'eau saisonniers.

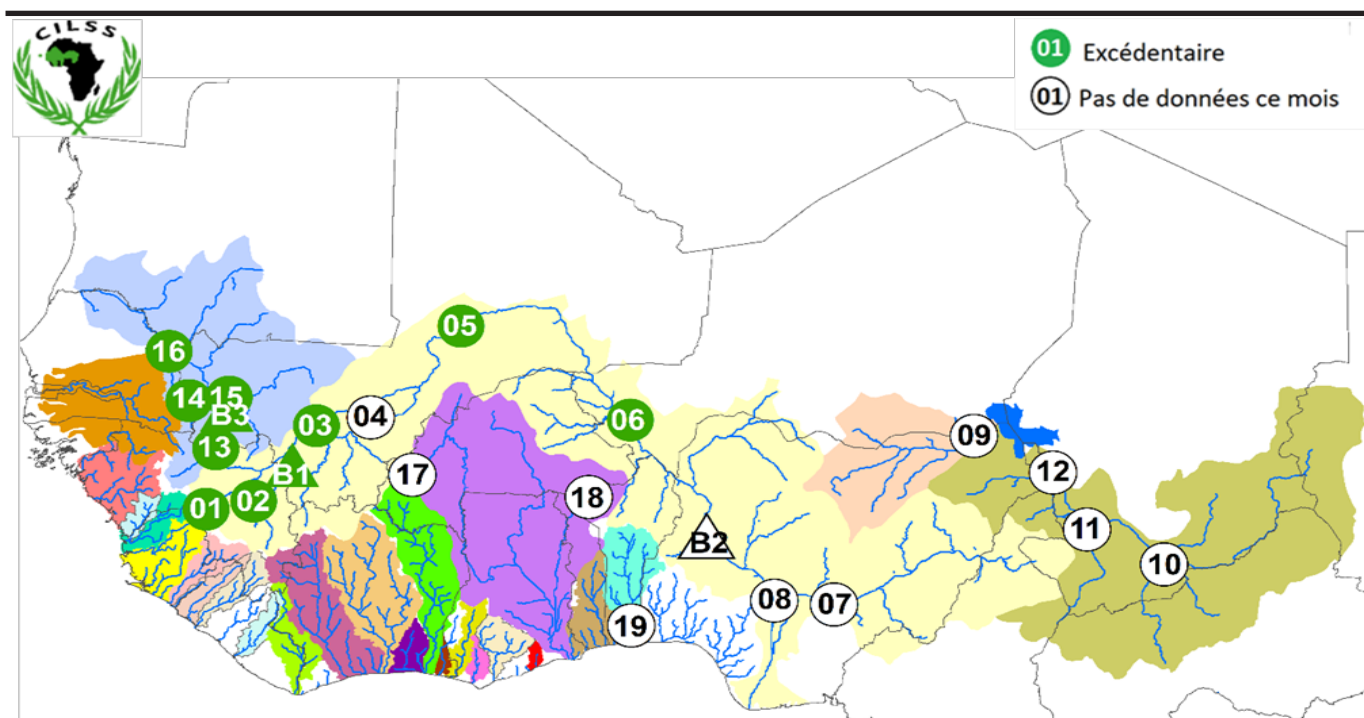
Figure 1: Hydrogrammes comparés du fleuve Niger à la station de Niamey



L'analyse des hydrogrammes obtenus pendant la saison d'hivernage (juin à septembre) au niveau de la plupart des stations hydrométriques, indique des écoulements globalement excédentaires par rapport à la normale hydrologique (moyenne sur la période 1981-2010). Toutefois, ces débits sont restés dans l'ensemble inférieurs à ceux de la même période en 2020 (Figure 2).

En ce qui concerne le remplissage des principales retenues dont les données sont parvenues, un niveau du plan d'eau supérieur à celui de la moyenne 1981-2010 a été observé à Manantali sur le Sénégal en fin septembre, contrairement au barrage de Sélingué dans le bassin du Niger au Mali où le niveau est resté en deçà de cette valeur moyenne. En ce qui concerne les 24 barrages suivis au Burkina Faso, 9 déversaient leur excédent d'eau à la fin de la saison d'hivernage contre 15 en 2020 à la même période (Figure 3).

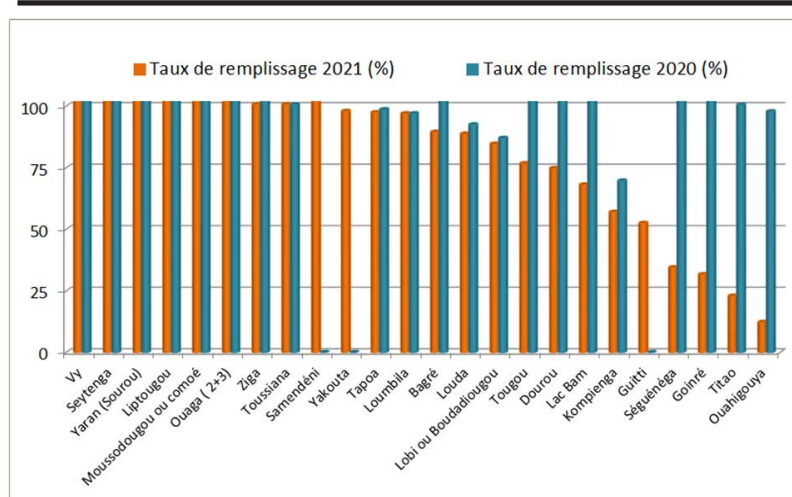
Figure 2: Synthèse des écoulements moyens et niveau des cours d'eau par rapport à la normale 1981-2010



Legende : Stations hydrométriques de 1) Faranah, 2) Kankan, 3) Koulikoro, 4) Douna, 5) Diré, 6) Niamey, 7) Makurdi, 8) Lokoja, 9) Bagara, 10) Sarh, 11) Bongor, 12) N'Djamena TP, 13) Daka Saidou, 14) Gourbassi, 15) Oualia, 16) Bakel, 17) Samendeni, 18) Porga, 19) Bonou ; Barrages de B1) Sélingué, B2) Kainji, B3) Manantali.

En avril 2022, la décrue au niveau des principaux cours d'eau permanents s'est poursuivie, soutenue au niveau de certaines stations par des lâchers de barrages tels que Sélingué et Kainji sur le Niger, et Manantali sur le Sénégal. La vidange de ces réservoirs permet de soutenir les écoulements en aval. A la date du 28 février 2022, au niveau du barrage de Sélingué, le volume stocké était de 1664,04 millions de m³ correspondant à un taux de remplissage de 70,89% de sa capacité normale. Au niveau du barrage de Kainji au Nigeria, le stock a été estimé à 12,14 milliards de m³ correspondant à un taux de remplissage de 80,92%.

Figure 3: Taux de remplissage des barrages suivis au Burkina Faso (source : DGRE-Burkina Faso)



3.3 Situation agricole

Les conditions pluviométriques erratiques ont entraîné des récoltes déficitaires dans plusieurs localités de l'Afrique de l'Ouest en 2021, notamment dans la bande sahélienne.

En 2021, les zones agricoles des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ont connu des séquences sèches relativement longues au démarrage de la saison. Aussi, dans certaines de ces zones, les pluies se sont arrêtées avant la fin effective des cycles des cultures, notamment dans la bande sahélienne. Cette situation a impacté l'installation et l'accomplissement normal des cycles des cultures dans plusieurs localités du Sahel Est (Ouest-Niger et Centre-Tchad), du Sahel Ouest (Mauritanie, Nord-ouest Mali, Centre et Nord Sénégal) et dans quelques zones isolées des pays côtiers du Golfe de Guinée.

3.3.1 Rendements estimés pour la culture du mil

Compte-tenu du caractère erratique de la situation pluviométrique, il est attendu des variétés des céréales pluviales comme le mil de 90 jours des rendements assez faibles (0 à 800 kg/ha) dans presque tous les

pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, exceptées quelques localités du Centre Nigéria, du Sud Tchad, de la Guinée, de la Gambie et des parties Sud du Niger (Sud Dosso et Zinder), du Burkina Faso (Bobo Dioulasso), du Mali, du Sénégal (Casamance) où des rendements supérieurs à 800 kg/ha pourraient être obtenus en fonction notamment des superficies emblavées, du travail du sol, du niveau de la fertilité du sol et des conditions phytosanitaires (figure 4.).

Cette figure montre qu'il est attendu les rendements les plus faibles (0 à 200kg/ha) notamment dans l'Ouest Niger (région de Tillabéry), le Centre Tchad, le Nord Burkina Faso, le Centre Mali, le Centre Sénégal et le Nord Côte d'Ivoire. Les variétés de céréales photopériodiques (notamment chez le mil et le sorgho), ont été nettement moins performantes en rendements sur toute la bande Sahélienne (0 à 400 kg/ha). Mais, elles pourraient avoir des rendements de l'ordre de 600 à 1000 kg/ha dans la bande soudanienne couvrant le Sud Tchad, le Centre Nigéria, le Sud Burkina Faso, le Sud Mali, le Nord Guinée, la Côte d'Ivoire (sauf dans le Nord-Ouest), au Ghana, au Togo et au Bénin (figure 5).

Figure 4: Rendements estimés pour le mil de 90 jours à la fin de la campagne agricole 2021

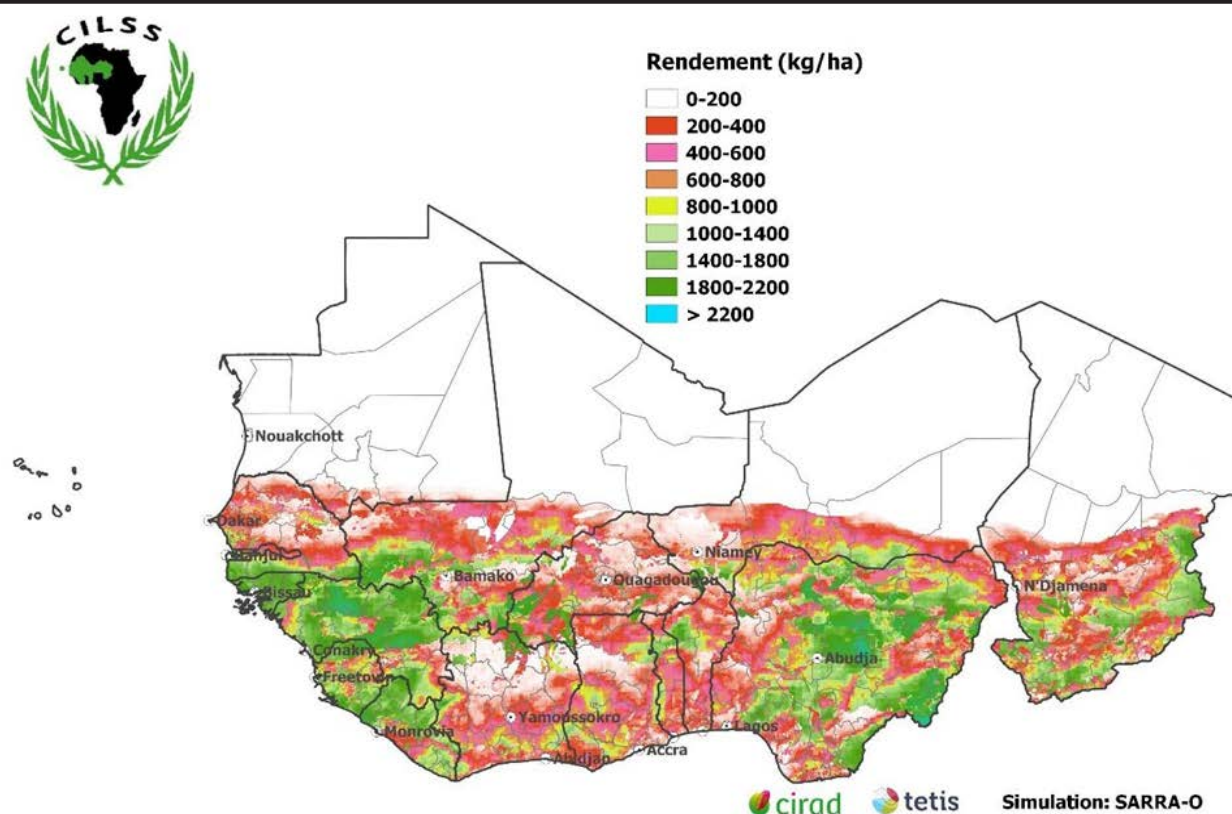
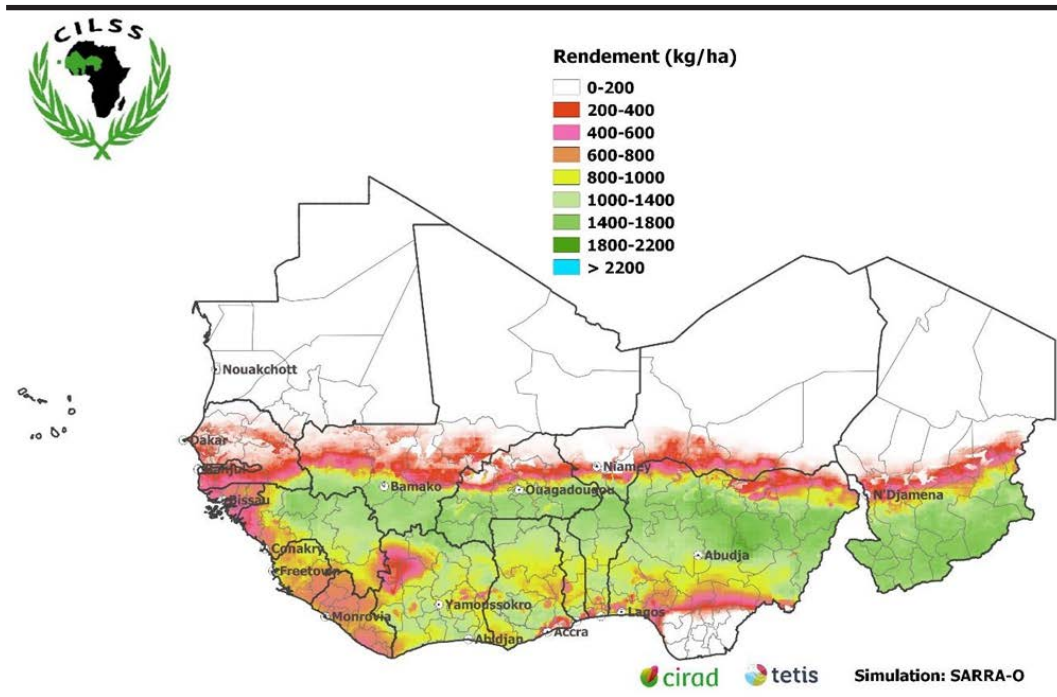


Figure 5 : Rendements estimés pour le mil photopériodique à la fin de la campagne agricole 2021



3.3.2 Anomalies des rendements prévus

Les anomalies des rendements estimées à la fin de la campagne agricole 2021 sont pratiquement du même ordre que celles issues des prévisions faites depuis le 31 août 2021, pour les principales céréales pluviales (mil, sorgho et maïs). Ceci montre que les baisses de rendements évoquées sont surtout liées à la pluviométrie qui a été contrastée en début de saison (séquences sèches longues observées conformément aux prévisions saisonnières d'avril 2021). En effet, les simulations faites au 15 octobre 2021 indiquent des rendements excédentaires (de

+10 à +20 %) dans les mêmes zones identifiées à travers les prévisions de fin août 2021, au Niger, au Tchad, au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal, en Guinée Bissau, en Guinée en Gambie, au Nigéria, au Bénin, au Togo, au Ghana, au Libéria et en Siéra Leone (figures 6 et 7). Ces figures montrent que pour les céréales pluviales comme le mil et le sorgho de 90 jours, les rendements seraient déficitaires de -10 à -20%, dans presque toutes les autres zones de culture au Sahel : Ouest Niger, Centre Tchad, Centre-nord Mali, Centre Sénégal, Nord Burkina Faso, Sud Guinée, parties Sud du Bénin, Togo et Ghana et sur presque tout le territoire de la Côte d'Ivoire.

Figure 6 : Anomalies des rendements prévus pour un mil de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO

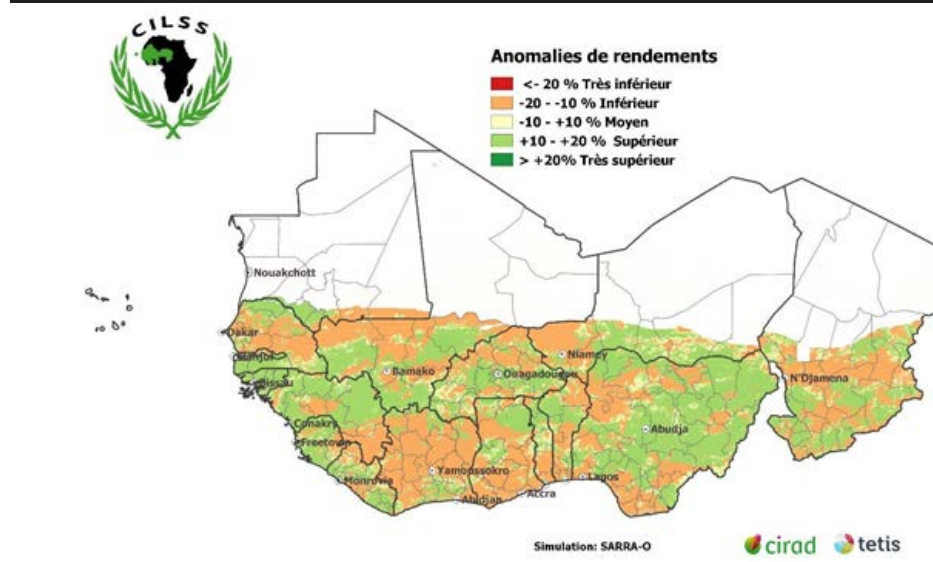
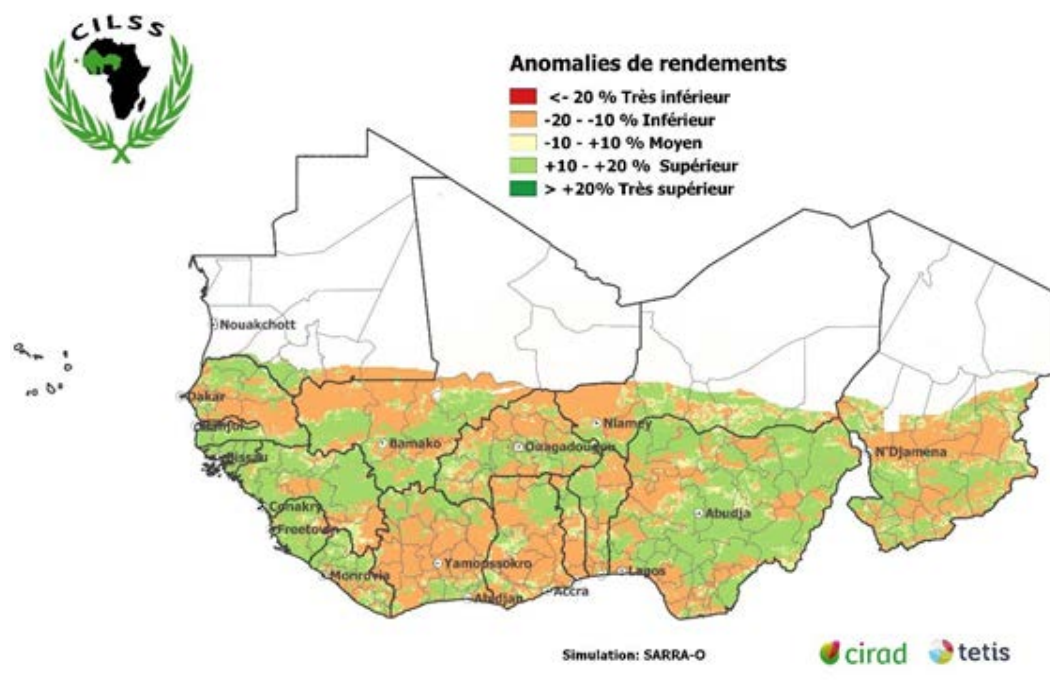


Figure 7: Anomalies des rendements prévus pour un sorgho de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 15 octobre 2021



S'agissant des variétés photopériodiques de sorgho et de mil, les simulations du 15 octobre montrent que leurs rendements seraient meilleurs aux moyennes des quatre (4) dernières années dans les zones plus humides notamment les zones soudaniennes (figures 8 et 9). Cependant, dans la

bande sahélienne, ces variétés auraient partout des rendements déficitaires, notamment dans le Centre Tchad, l'Ouest Niger, le Centre Mali, le Nord Burkina Faso et le Centre Sénégal, bien que ces variétés soient rarement vulgarisées dans les zones ainsi indiquées où la saison des pluies est plus courte.

Figure 8 : Anomalies des rendements prévus pour un mil photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 15 octobre 2021

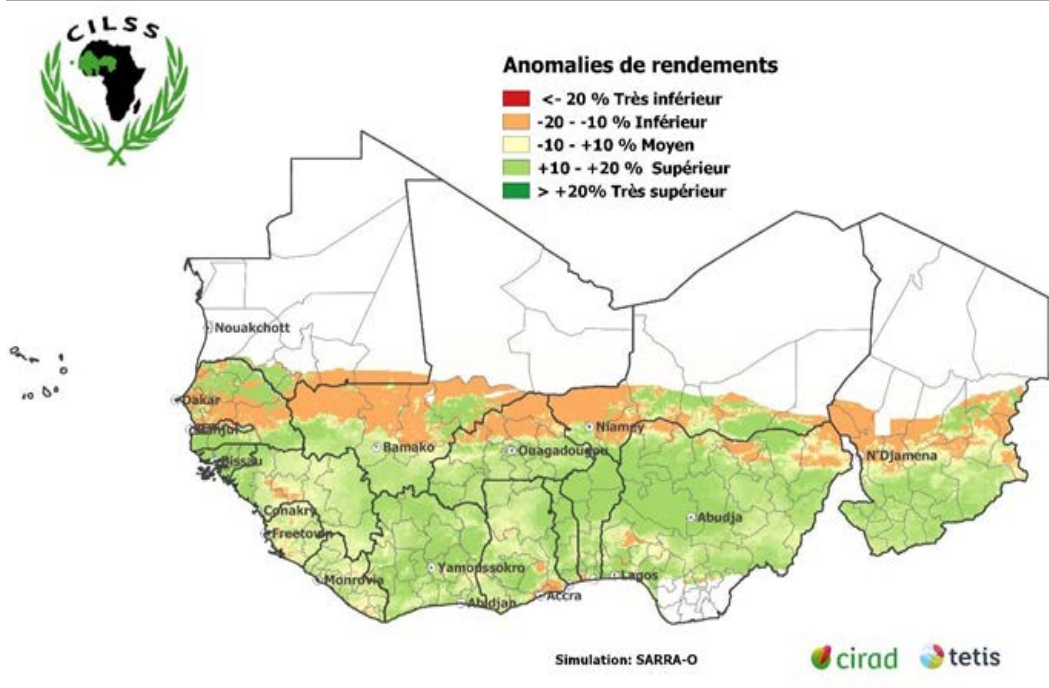
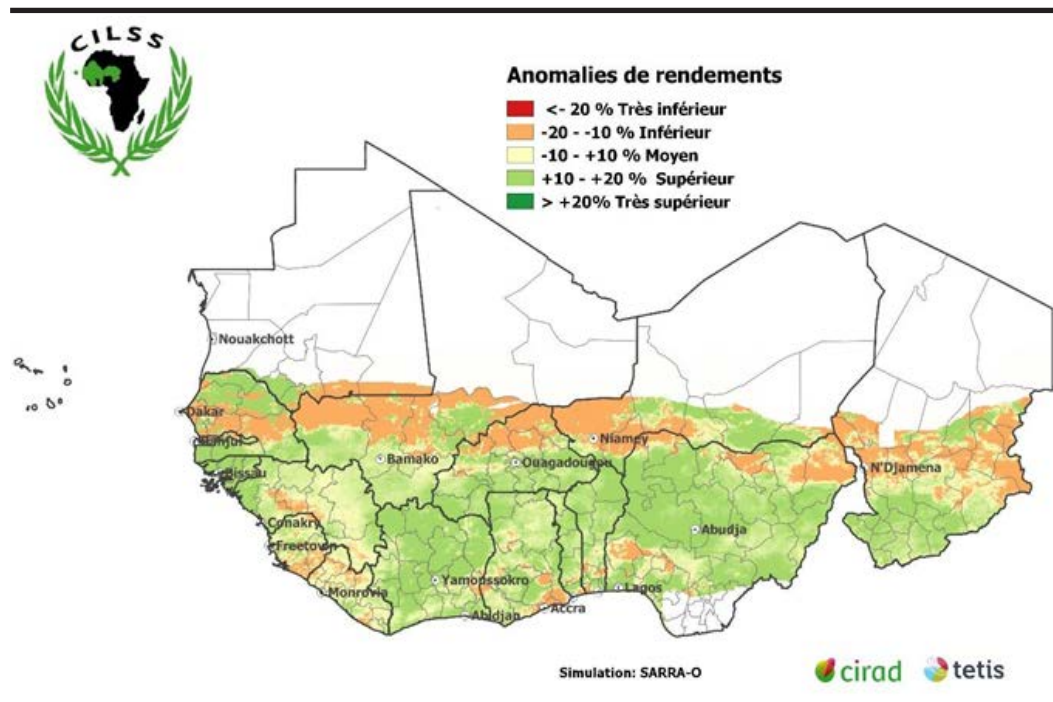


Figure 9: Anomalies des rendements prévus pour un sorgho photopériodique, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO. Situation du 15 octobre 2021.

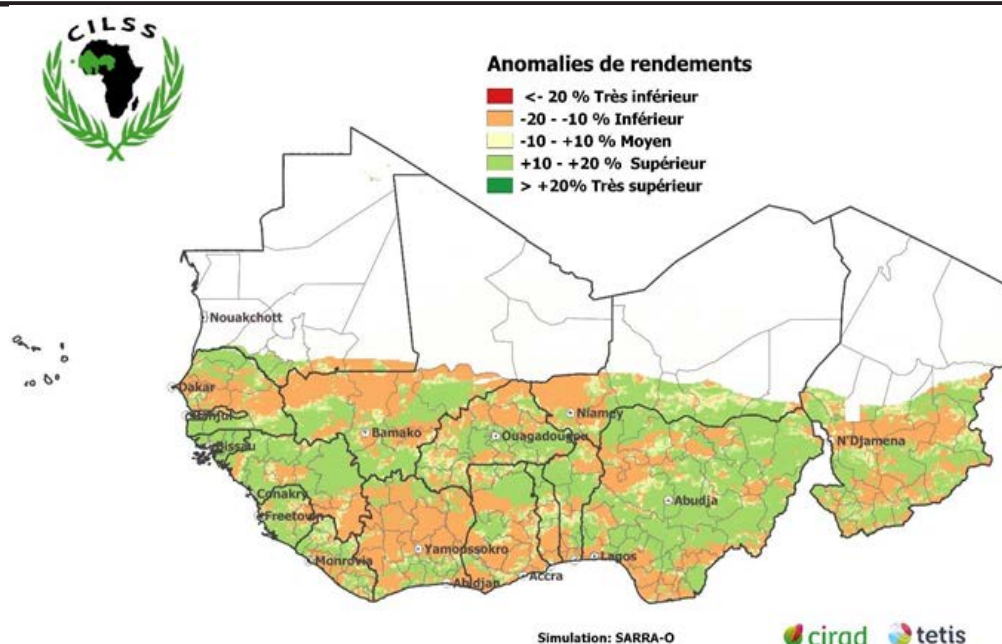


Chez le maïs de 90 jours (figure 10) les rendements seraient aussi supérieurs (de +10 à +20 %) aux rendements moyens des quatre (4) dernières années dans certaines zones du Niger (Sud Tahoua, Maradi et Zinder), du Sud et Est Tchad, du Centre et Sud Mali, du Sud Burkina Faso, du Sud Sénégal, de la Guinée Bissau, du Centre et Nord Guinée, de l'extrême Est Gambie, du Centre, Nord-est et Nord-ouest Nigéria, des parties Nord du Bénin, Togo et Ghana, du Libéria et de la Siéra Léone. Cependant, ils seraient

déficitaires de -10 à -20% dans presque toutes les autres zones de culture situées au Sahel et en zone soudanienne du Sud Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo et du Ghana.

NB : Ces anomalies de rendements ont été estimées dans l'hypothèse selon laquelle la saison des pluies 2021 s'est déroulée avec ou sans risques de pertes de rendements liés aux attaques phytosanitaires et aux inondations.

Figure 10 : Anomalies des rendements prévus pour un maïs de 90 jours, dans les pays de l'espace CILSS/CEDEAO



3.4. Situation phytosanitaire

La situation phytosanitaire de la région a été marquée par les attaques de la chenille légionnaire d'automne (sur la culture du maïs en particulier) dans tous les pays, la persistance de la menace d'une invasion du Criquet pèlerin suite à la crise acridienne qui continue de sévir en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique ainsi que des attaques localisées de sauteriaux, de la chenille mineuse de l'épi du mil, des oiseaux granivores sur les cultures céréalières.

S'agissant du Criquet pèlerin, la situation est restée calme malgré la menace de l'invasion qui perdure dans la corne de l'Afrique et dans une partie de l'Afrique centrale. Aucune incursion d'essaims provenant de cette région de l'Afrique n'a été observée au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

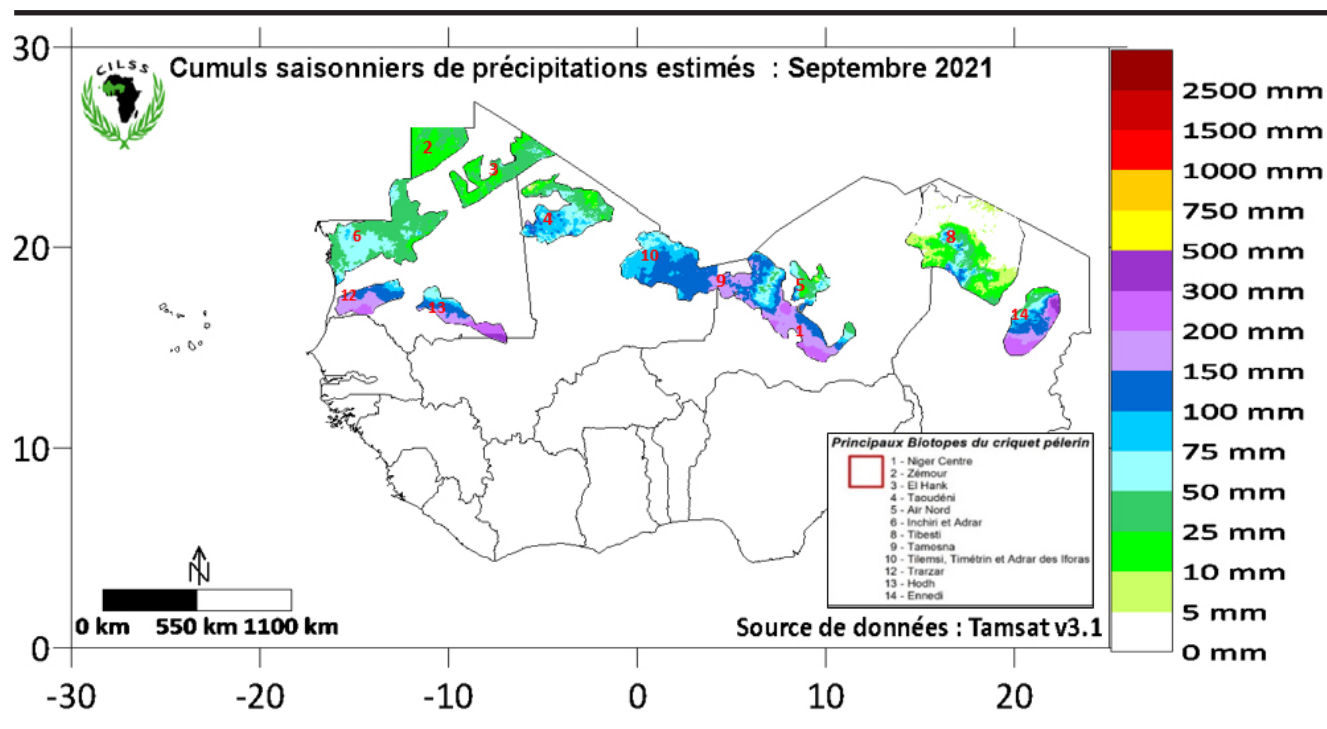
Les pluies importantes enregistrées au cours de la période de reproduction estivale ont engendré des conditions écologiques très favorables au développement du Criquet pèlerin dans les aires de survie et de reproduction des pays de la ligne de front du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger et Tchad).

Les infestations de la chenille légionnaire d'automne ont été faibles à modérées avec une prévalence moyenne de 23%. Avec les mesures d'anticipation et les expériences acquises, la prévalence de la chenille et les dommages consécutifs sont sensiblement en baisse par rapport aux campagnes précédentes dans la plupart des pays. Toutefois, des niveaux d'infestations très élevés (90%) ont été signalés par endroits dans certaines régions côtières à cause des poches de sécheresse observées au cours de la saison.

Figure 11: Prévalence de la chenille légionnaire d'automne au cours de la campagne 2021-2022 (Source FAO)



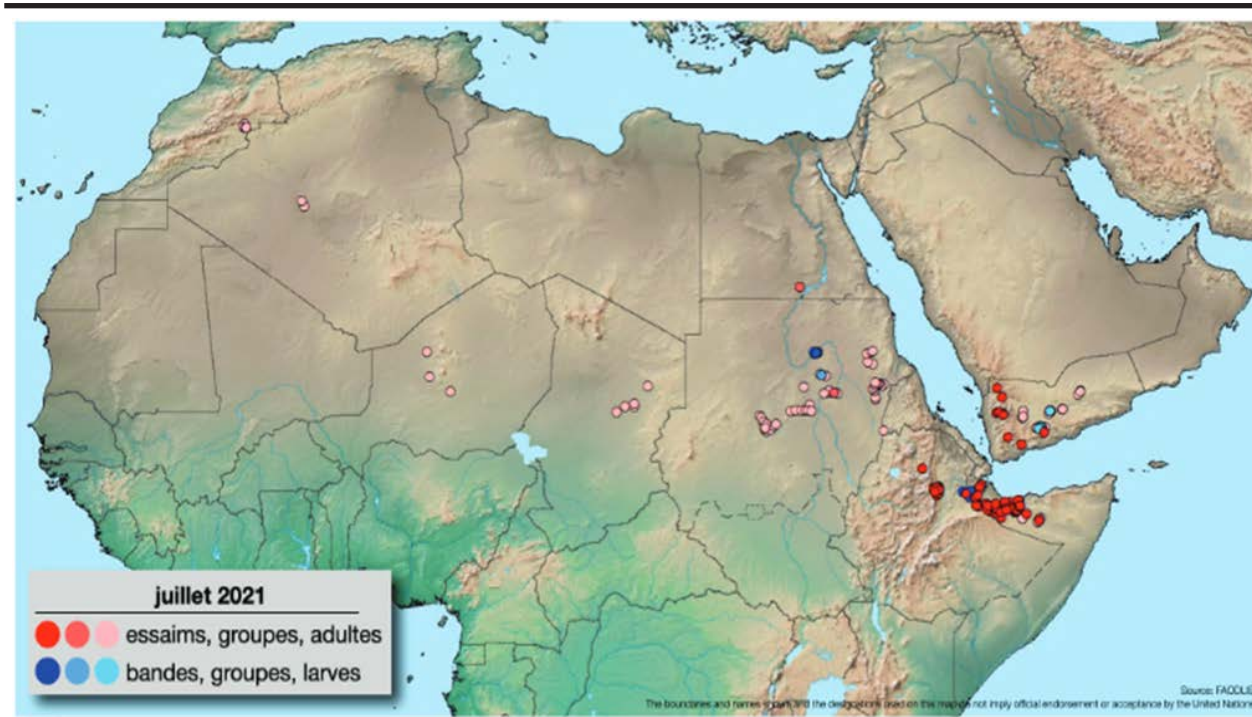
Figure 12 : Cumul saisonnier des pluies estimées dans les aires grégarigènes du Criquet pèlerin Campagne 2021



Malgré ces conditions très favorables qui ont prévalu dans les zones de grégarisation des pays de la ligne de front du Sahel, la situation acridienne est restée calme dans ces pays où seules quelques reproductions de solitaires à petite échelle ont été observées par les équipes de surveillance. Cette accalmie est consécutive aux effectifs initiaux faibles des populations de solitaires présentes dans ces aires de reproduction.

Des pullulations localisées des sauteriaux ont été également observées au Niger, au Sénégal, au Mali, au Cap-Vert et au Burkina Faso. Par ailleurs, il a été signalé des attaques d'oiseaux granivores sur les cultures céréalières (mil, riz et sorgho) au Burkina Faso, en Mauritanie, au Mali, au Sénégal, au Niger, au Nigeria et au Tchad, ainsi que celle de la mineuse de l'épi du mil au Niger.

Figure 13 : Occurrence du Criquet pèlerin-campagne pluvieuse 2021 (Source FAO/DLIS)



3.5 Situation pastorale

La campagne agropastorale 2021/2022 a été marquée par une installation tardive de la végétation due à une mauvaise distribution spatio-temporelle des pluies, notamment les séquences sèches enregistrées tout au long de la saison des pluies. Il a été observé un mauvais développement de la végétation qui a occasionné des déficits fourragers importants entraînant des mouvements précoces du bétail. Il est important de rappeler que la baisse de production est survenue dans un contexte sécuritaire difficile dans la zone des trois frontières, dans le Macina au Mali et dans la vallée du lac Tchad, et une mobilité transfrontalière limitée par les pays d'accueil. Cette situation a exacerbé la concentration du bétail dans certaines zones sécurisées, la résurgence des feux de brousse et une dégradation rapide de la masse résiduelle.

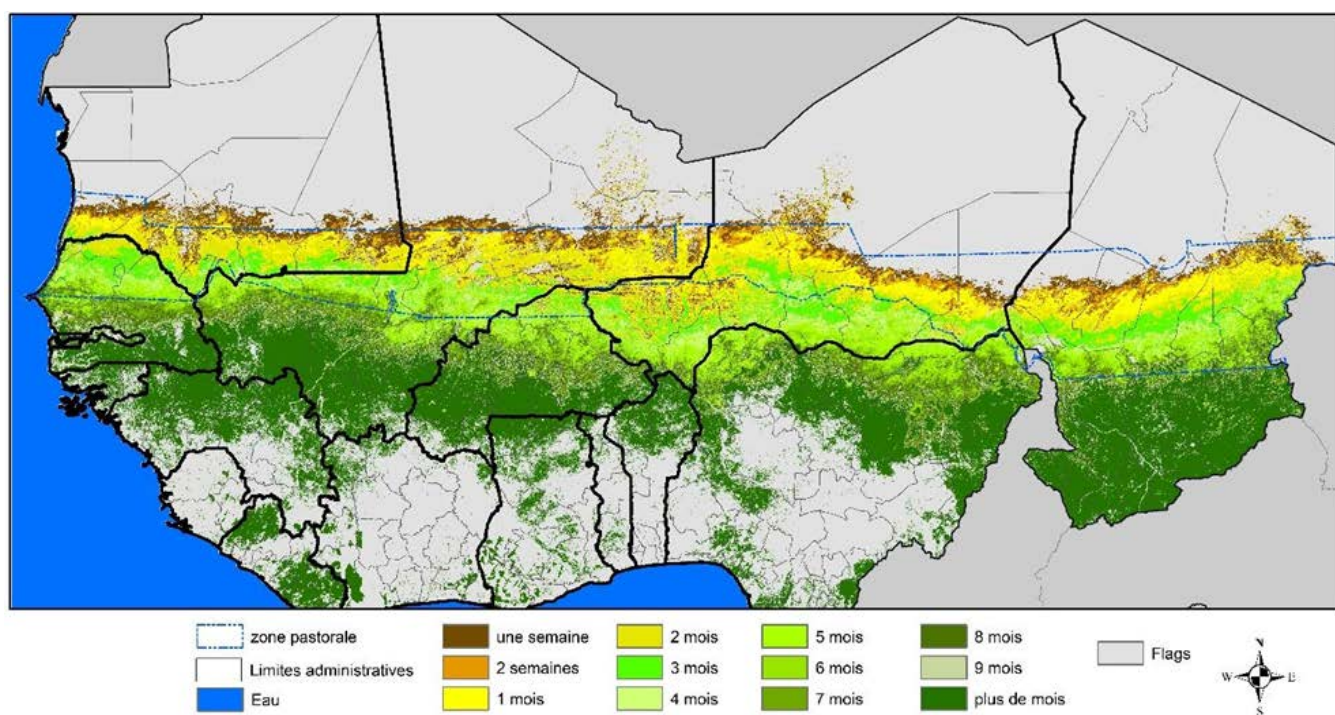
La situation pastorale mérite une attention particulière : (i) sur la partie ouest du Sahel, notamment en Mauritanie, dans plusieurs communes ; au Sénégal, dans les régions de Saint Louis, Louga, Diourbel, les conditions de croissance de la végétation ont été particulièrement défavorables à cause de l'installation tardive de la saison des pluies

et les séquences sèches, (ii) au centre du Sahel notamment dans les régions de Tombouctou, de Gao et de Kidal au Mali, de grandes plages de mauvaises productions fourragères ont été observées.

Dans la partie Est du Sahel, la masse végétale produite est équivalente, voire supérieure à la médiane de la période 2016-2020. Toutefois, des plages déficitaires sont observées : au Niger, à Agadez (In Gall et Aderbissinat), Zinder (Tasker et Tanout) et Diffa (Bosso Kabalewa, N'Gourti) ; au Tchad dans les régions du Fitri, Nokou, Barl El Gazal, Kanem, Batha Est et Ouest, Ennedi.

Cependant, la situation est bonne dans les zones pastorales du Burkina Faso, dans la moitié ouest du Niger et dans l'extrême Est du Tchad ; elle est assez bonne par endroits au Sénégal et au Mali avec du fourrage vert et de l'eau de surface pour l'abreuvement du bétail sur cette partie pastorale des pays du front sahélien. La capacité d'accueil dans ces régions (figure 14) a été perturbée par les mouvements précoces et les concentrations anormales dus à l'insécurité et aux mesures prises par certains pays côtiers pour limiter ou interdire la transhumance transfrontalière.

Figure 14: capacité d'accueil en nombre de jours par Unité Bétail Tropical (UBT) à la fin de la campagne agropastorale (source AGRHYMET/CILSS)



Les comparaisons à l'année dernière (figure 15) et à la médiane des 5 dernières années (figure 16) à la même période montrent des déficits fourragers importants en Mauritanie, au Sénégal et par endroits au Niger notamment dans les zones pastorales et agropastorales des régions d'Agadez, Diffa et Zinder;

au Mali dans les régions pastorales du Centre Gao Tombouctou; et au Tchad dans les régions du Lac, Fitri, Nokou, Barl El Gazal, Kanem, Batha Est et Ouest, Ennedi. Par ailleurs, on a enregistré une production de masses végétales équivalentes, voire supérieures.

Figure 15 : comparaison de la production de biomasse par rapport à l'année dernière à la même période (source AGRHYMET/CILSS)

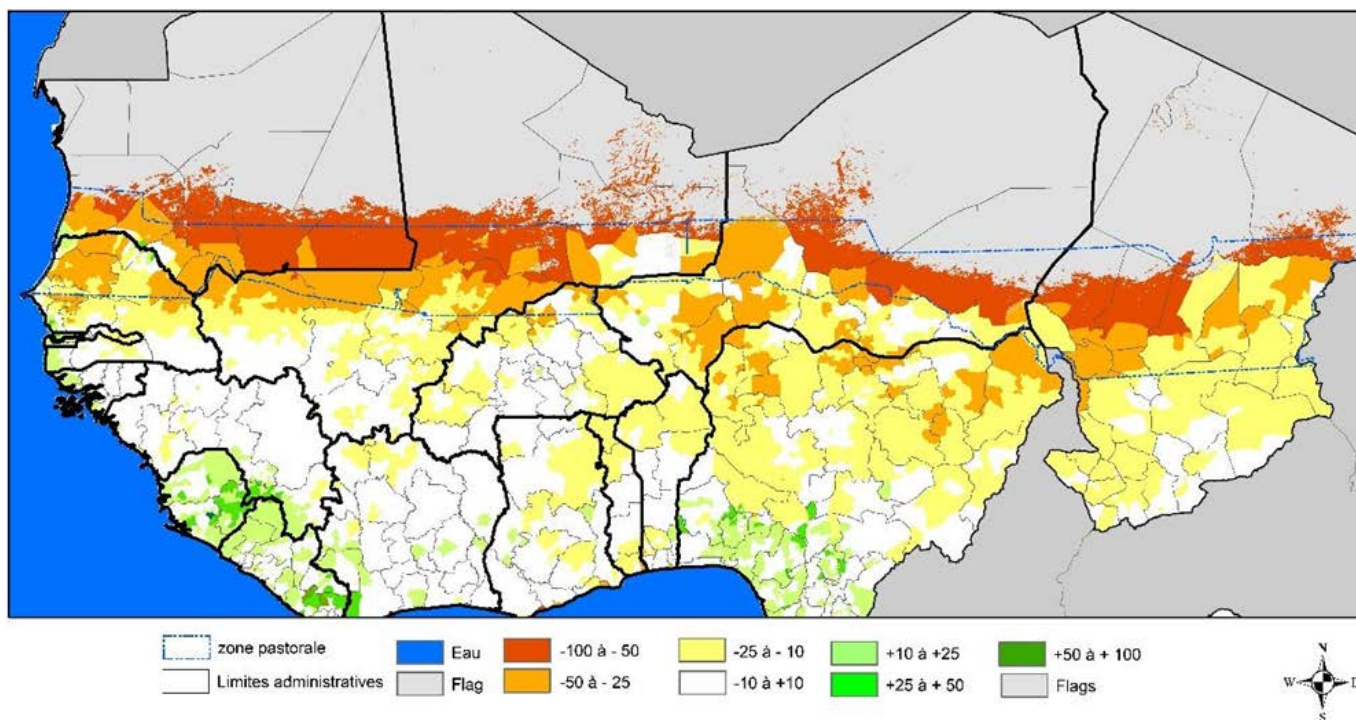
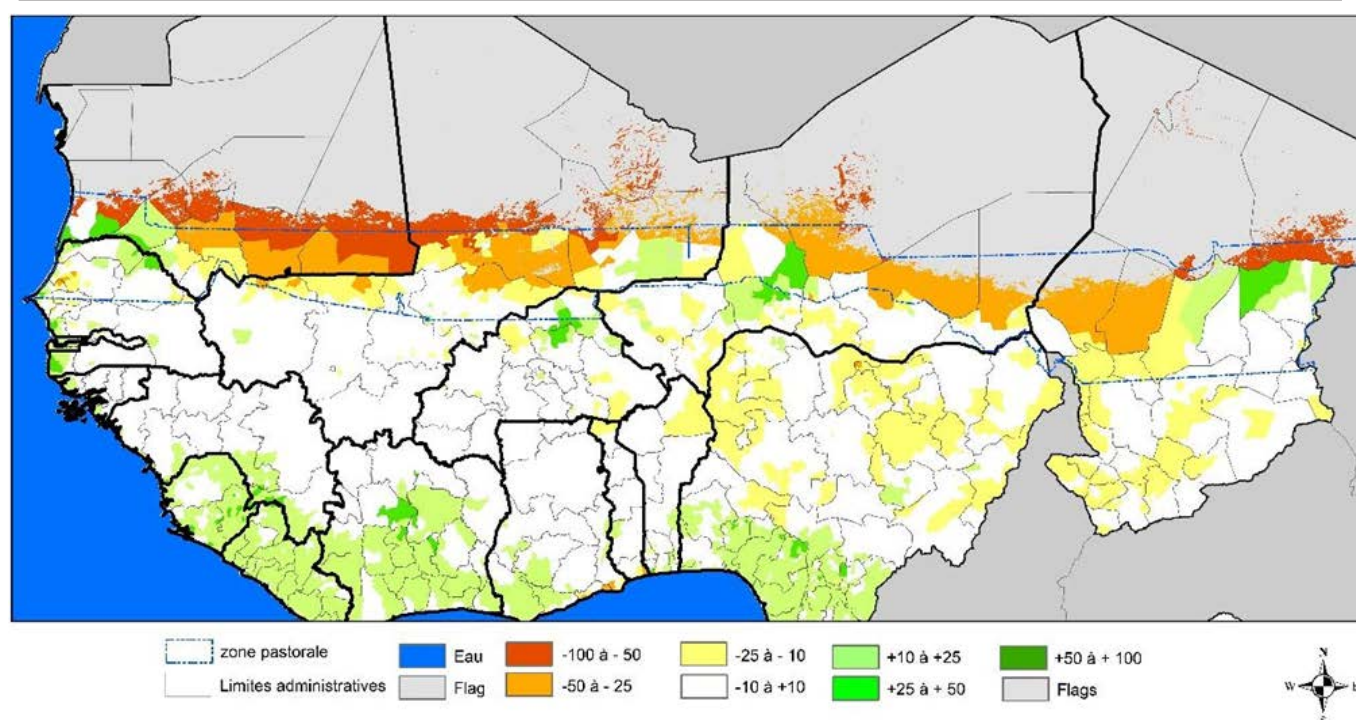


Figure 16: comparaison de la production de biomasse par rapport à la médiane des cinq dernières années à la même période (source AGRHYMET/CILSS)



3.6. Situation des marchés

3.6.1 Approvisionnement des marchés

Dans l'ensemble, l'offre régionale en céréales est particulièrement faible en 2022 comparée à l'année dernière et à la moyenne quinquennale. Elle varie en fonction des bassins et des spéculations. Les céréales importées notamment le riz et le blé sont plus disponibles actuellement comparativement aux céréales locales.

Bassin-Est: la production agricole a été relativement faible (-4%), voire catastrophique au Niger (-39%). Mais elle demeure bonne au Bénin (+6%) et au Nigeria (+2%). L'offre locale est quasi inexistante au Niger et faible au Tchad. Elle est satisfaisante au Nigeria, au Bénin et au Tchad. Ce bassin regroupe 4 zones d'insécurité civile qui perturbent le fonctionnement des marchés : la zone du Liptako-Gourma, le centre et le nord-ouest du Nigeria, le Sud du Niger, la zone du Lac Tchad et le nord du Tchad. Ce qui fait du bassin le plus affecté par le dysfonctionnement des marchés et des flux alimentaires transfrontaliers. L'inflation qui atteint un niveau important au Nigeria et les mesures de restrictions de sortie des denrées alimentaires prises par certains pays (Nigeria, Bénin, Burkina et Mali) impactent très négativement le Niger qui vient d'avoir l'une des pires campagnes agricoles depuis 2005. Par conséquent, les prix des denrées alimentaires sont extrêmement élevés atteignant plus 100% comparés à la moyenne quinquennale.

Bassin central: l'offre céréalière locale est très faible à cause de la baisse de la production céréalière d'environ 16% pour le Mali 10% pour le Burkina Faso comparativement à la campagne précédente. Le Ghana a annoncé de bonnes productions agricoles, mais il est toujours affecté par l'inflation (19%) et la cherté de la vie. Les limitations d'exportation des céréales appliquées par le Burkina, le Mali et la Côte d'Ivoire perturbent fortement les flux transfrontaliers. Cela n'a pas permis aux autres pays de bénéficier des flux habituels en provenance du Ghana et de la Côte d'Ivoire. Les flux internes sont également perturbés à cause de l'insécurité civile qui affecte le Mali et le Burkina (environ 2 millions de PDI pour ces 2 pays).

L'embargo sur le Mali a contribué à aggraver la situation. L'offre est particulièrement faible en ce qui concerne le mil et le sorgho dont les productions ont connu des baisses importantes respectivement de 20% et 11% comparativement à l'année dernière. Par contre, pour le maïs c'est la demande qui est très élevée par rapport à l'offre. Les demandes proviennent essentiellement des brasseries et des industries avicoles dont le nombre est en pleine expansion, mais aussi des ménages.

Bassin-ouest: principalement tourné vers le marché international pour le blé et le riz importé, les approvisionnements sont dans l'ensemble satisfaisants. La production de riz local a été également moyenne cette année. Toutefois, l'offre en denrées locales (maïs, mil et sorgho) est très faible, la principale source d'approvisionnement du bassin-ouest est le Mali. Ce pays est actuellement soumis à des restrictions de sortie de céréales et à un embargo régional. Par ailleurs, plusieurs pays de ce bassin connaissent des niveaux moyens à élevés d'inflation depuis plusieurs années. Il s'agit du Libéria, de la Sierra Leone, de la Guinée et de la Gambie.



3.6.2. Fonctionnement des marchés et les flux

L'insécurité civile affecte considérablement le fonctionnement des marchés dans la région. Cinq principales zones sont considérées comme des zones inaccessibles ou des zones à accessibilité limitée dans la région. Il s'agit de :

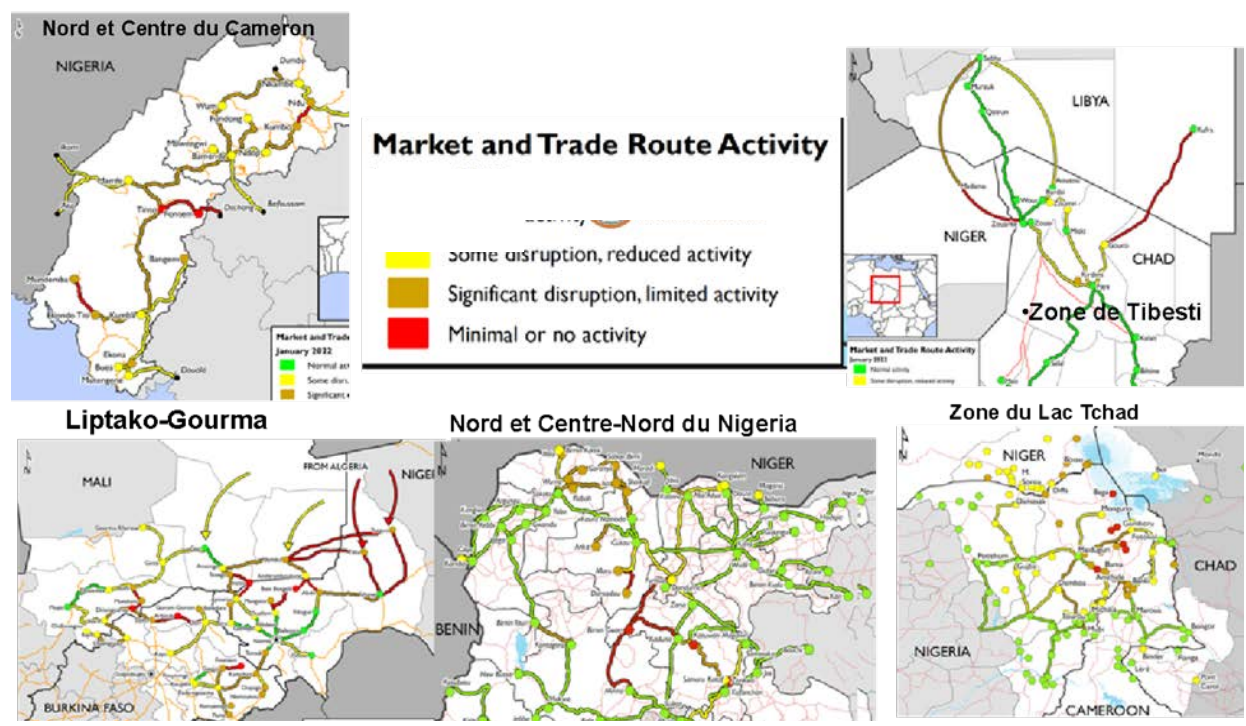
- **la zone du Lac Tchad** : on note une stabilité, mais une légère détérioration dans le fonctionnement des marchés au sud du Tchad vers les marchés de Binder et de pont Carol ;
- **la zone du Nord et Centre du Nigeria** : on note également une relative amélioration de la situation comparativement au mois de septembre passé. Toutefois, plusieurs marchés restent perturbés dans cette zone ;

- **la zone du Liptako-Gourma** : la situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans cette zone particulière entre le Niger et le Burkina Faso vers Ayorou, Ouallam, Balleyara, Tillabéri du côté du Niger et sur l'axe Kaya-Dori du côté du Burkina Faso ;

- **la zone du Tibesti au Tchad** : on note aussi une nette amélioration dans l'approvisionnement et le fonctionnement des marchés sur plusieurs axes entre la Libye et le Tchad ;

- **les zones Nord et Centre Nord du Cameroun** : on note également une relative amélioration, mais les axes d'approvisionnement et les marchés restent toujours perturbés.

Figure 17: Impacts de l'insécurité civile sur le fonctionnement des marchés (source FEWSNET)



3.6.3. Niveau des prix des céréales

Les niveaux des prix des céréales sont particulièrement élevés en 2022, comparativement à la moyenne des 5 dernières années pour les mêmes périodes. Les prix sont en hausse de 33 à 37% au cours du mois de mars 2022 contre un niveau de hausse de 23 à 27% observé en novembre 2021 (+10 points de pourcentage). Les hausses de prix sont notables pour l'ensemble des céréales. Les prix des céréales locales

sont les plus affectés, notamment celui du maïs, malgré une production régionale relativement stable. On note une forte demande des consommateurs engendrée par la baisse de la production du sorgho et du mil, l'arrêt des flux transfrontaliers, la rétention des stocks dans l'attente des achats intentionnels et les brasseries, les fermes avicoles et les industries de fabrication d'aliment bétail.

Les hausses des prix du mil et du sorgho sont essentiellement dues à la baisse importante de la production agricole due aux déficits pluviométriques et à l'insécurité civile qui n'a pas permis à certaines zones de cultiver cette année. C'est le bassin-est qui est le plus affecté par la hausse des prix, suivi par le bassin central. Dans le bassin ouest, la hausse

est relativement plus modérée dans l'ensemble. Par contre, au niveau des pays, les hausses les plus spectaculaires sont observées au Nigeria, en Sierra Leone (62%), au Togo (48%), au Libéria, au Mali, au Burkina Faso, au Bénin et au Niger. Il s'agit évidemment des variations relatives des prix comparativement à leurs niveaux moyens des 5 dernières années.

Figure 18: Niveau de variation des prix des céréales dans la région en comparaison avec la moyenne quinquennale (PREGEC, 2022)

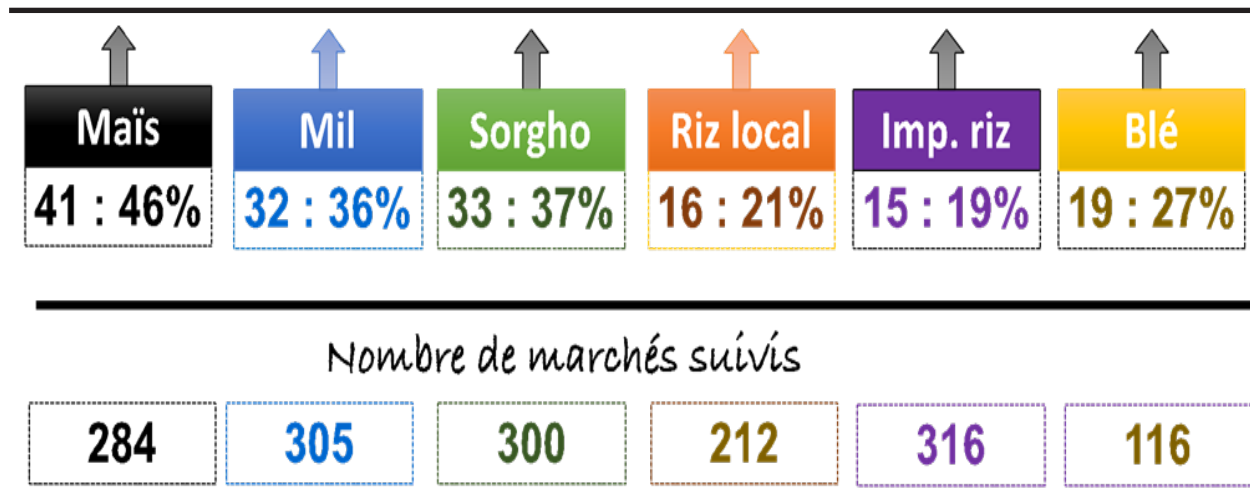
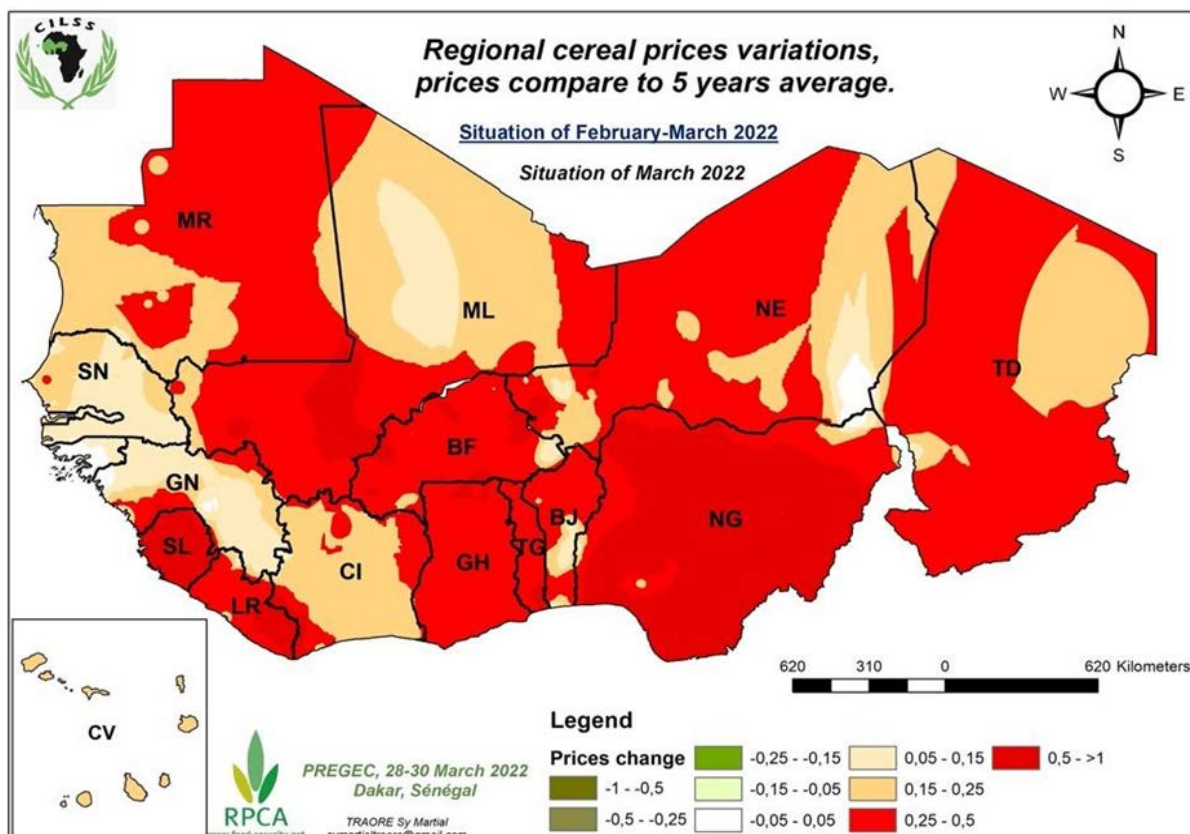


Figure 19: Carte des variations des prix des céréales par rapport à la moyenne quinquennale (source AGRHYMET/CILSS)



3.6.4. Situation des marchés de tubercules

La production de tubercules a été dans l'ensemble bonne pour toutes les spéculations. Ce qui a contribué, contrairement aux céréales, à renforcer la disponibilité sur les marchés excepté pour la patate douce qui a connu un léger repli comparativement à la campagne précédente. Toutefois, en raison de l'inflation générale qui concerne les facteurs de production et de transport dans les pays producteurs de tubercules (le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Bénin), les prix sont restés élevés principalement pour l'igname fortement demandé par les pays du Sahel. Le manioc qui est principalement transformé en gari et en attiéké est également très demandé par les pays du Sahel.

3.6.5. Situation des marchés à bétail

L'approvisionnement des marchés de bétail était en hausse ou stable dans la majeure partie du Sahel, sauf dans les zones touchées par l'insécurité. La demande intérieure était normale, mais la demande transfrontalière est restée faible en raison des restrictions aux frontières et de la dépréciation du naira (NGN) du Nigeria. Les prix sont en hausse pour toutes les espèces comparativement à l'année dernière à la même période et par rapport à la moyenne quinquennale. Toutefois, il faut signaler la baisse relative des prix des animaux au Mali à cause de l'embargo de la CEDEAO.

En effet, les exportations de bovins du Mali ont baissé de 72% de janvier à février 2022 comparativement à 2021 et celles des petits ruminants ont également baissé de 92% sur la même période. En retour, sur les mêmes périodes, les importations de bétail du

Sénégal ont chuté de 80% pour les bovins et arrêté pour les petits ruminants. Pour rappel, de janvier à février 2021, le Mali a exporté 15 004 têtes de bovins et 24 900 têtes de petits ruminants. Les exportations régionales ont connu une baisse considérable comparativement à l'année dernière. Sur les deux premiers mois de l'année, les exportations ont baissé de 70% comparativement à la même période en 2021 à cause des restrictions de mouvements dans la région et de la fermeture des frontières, l'embargo sur le Mali et la crise sécuritaire dans les pays du Sahel.

3.6.6. Les termes de l'échange

Avec les prix élevés des produits alimentaires de base, notamment les céréales, les termes de l'échange (TDE) bétail/céréales en moyenne sont en baisse par rapport à l'an passé et/ou à la moyenne quinquennale dans plusieurs localités, notamment au Mali et dans les pays du bassin-est. Néanmoins, quelques exceptions sont à noter, dans le bassin-ouest où les TDE ont augmenté à cause des prix soutenus des petits ruminants.

Par rapport aux termes de l'échange cultures de rente/aliments de base, les tendances moyennes sont constatées. Si les termes de l'échange niébé/céréales et sésame/céréales ont augmenté par rapport à l'an passé et la moyenne quinquennale au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, les TDE arachides/céréales sont en baisse au Sénégal à cause des récentes baisses des prix de l'arachide. Dans la majorité des pays côtiers, les termes de l'échange huile de palme/aliments de base sont en hausse à cause de la hausse continue des prix (effet tâche d'huile des hausses des prix de l'huile importée sur le marché international).



4. SITUATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

4.1 Facteurs de vulnérabilité courante

4.1.1 Facteurs de risques et de vulnérabilité

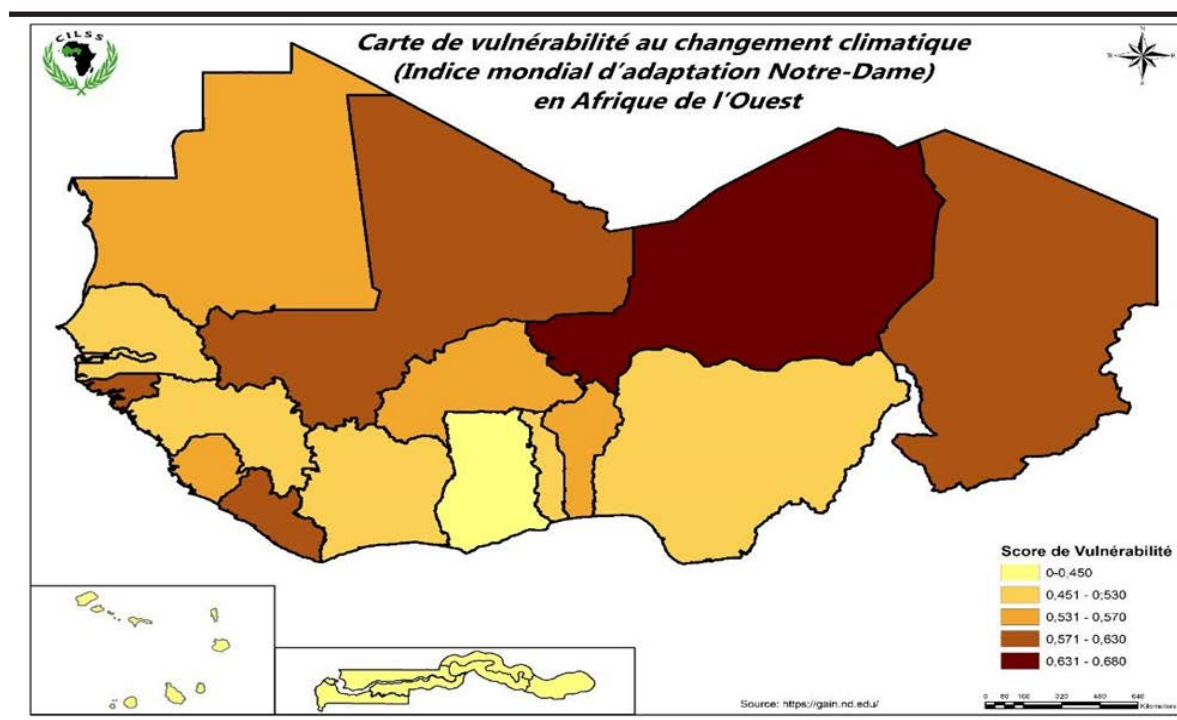
Plusieurs facteurs contextuels affectent la sécurité alimentaire des ménages dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest.

Les principaux facteurs déterminants incluent l'insécurité civile, les conflits et les déplacements forcés de populations, les chocs climatiques et économiques au niveau régional et mondial, les épidémies et épizooties et les effets résiduels de la pandémie du Covid-19. Ces facteurs ont un impact négatif moyen à fort sur la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence ainsi que la nutrition.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel constituent un des hotspots des effets néfastes du changement climatique. En fonction des contextes agro écologiques, sociaux et politiques, l'évolution des températures, des régimes pluviométriques et des phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, sécheresses) affectent différemment les pays de la région.

Selon l'indice ND-GAIN (pour Notre Dame Global Adaptation Index, ou Indice mondial d'adaptation Notre-Dame) qui mesure la vulnérabilité d'un pays en fonction de sa capacité à faire face au changement climatique, en 2021 la vulnérabilité moyenne de la région est 0,549 contre 0,430 au niveau mondial.

Figure 20: Carte de vulnérabilité au changement climatique (Indice mondial d'adaptation Notre-Dame) en Afrique de l'Ouest



En dépit de sa forte exposition aux effets de Changement Climatique, le Cap Verde est le pays le moins vulnérable dans la région du fait de sa forte capacité d'adaptation. Cependant il est classé en 96e place sur 182 avec un indice de 0,423 (proche de la moyenne mondiale). A contrario, le Niger le pays le plus vulnérable de la région avec un indice de 0,677 occupe la 182e place.

Au Sahel, les précipitations ont diminué depuis 1900, entraînant des sécheresses récurrentes. Ce fut le cas en 2021 où des déficits pluviométriques ont engendré une baisse significative des productions agricoles et pastorales. La saison des pluies en 2021 a été marquée par des déficits pluviométriques et une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies, ce qui a impacté la production agro-pastorale.

En particulier, cela affecte certains pays de la bande Sahélienne, y compris la Mauritanie qui fait face à une crise pastorale importante ou le Niger qui a connu des baisses significatives de production. Les déficits de production fourragère dans le nord de la bande Sahélienne entraînent des mouvements précoces de troupeaux et prolongent la soudure pastorale, tandis que la soudure agricole est précoce dans beaucoup de zones de la région en raison de la baisse des productions agricoles. Si les précipitations dans le Sahel occidental ont régressé, des précipitations extrêmes dans d'autres parties ont fait accroître le risque d'inondations. En outre, l'augmentation des températures perturbe les mouvements des alizés en Afrique de l'Ouest.

Dans les régions agricoles situées entre le Sahel et le littoral, la hausse des températures, l'augmentation de l'évaporation et la diminution des précipitations accentuent le risque de stress hydrique, en particulier pendant les saisons sèches. Du Sénégal au Nigeria, l'élévation du niveau de la mer affecte les régions côtières densément peuplées, les exposant ainsi aux maladies d'origine hydrique, aux fortes précipitations, aux inondations et à l'érosion côtière.

Pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques, les communautés développent des stratégies basées sur les ressources naturelles. La possession des terres ainsi que l'accès aux ressources naturelles et leur gestion ont été des sources de conflits qui, récemment, ont été aggravés par les changements climatiques.

Durant les dix dernières années, les populations sahéniennes et ouest africaines font face à un déficit sécuritaire sans précédent. En effet, la région a vu la multiplication des zones de conflits à la fois communautaires (agriculteurs/éleveurs) et groupes armés non étatiques.

En effet, en dépit des efforts des gouvernements et de leurs partenaires, la situation sécuritaire dans la région semble complexe et difficile. Les groupes djihadistes ont gagné du terrain au Sahel, notamment dans la zone des trois frontières du Liptako-Gourma. Même si la violence extrémiste a reculé dans la zone du Lac Tchad, on dénote une recrudescence du grand banditisme et des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

L'année 2021 a vu l'expansion de la menace terroriste vers les pays côtiers du Golfe de Guinée avec des incidents de faible ampleur dans le nord de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo. Selon ACLED, près de 5500 événements violents ont été enregistrés dans la région en 2021, qui ont causé la mort de plus de 27 500 personnes, une augmentation de 12% par rapport à l'année 2020 et de près de 60% par rapport à l'année 2019.

Ces développements sécuritaires ont conduit à une crise humanitaire qui se caractérise par l'afflux de populations déplacées.

Pays	IDPs
Nigeria	3 141 409
Burkina Faso	1 814 283
Tchad	406 573
Mali	350 110
Niger	264 257
Total	5 976 632

Source des données : <http://data2.unhcr.org/fr/situations/rbwca>

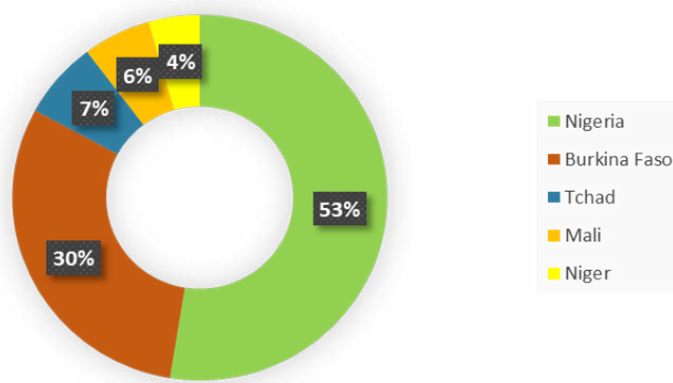


Figure 21: Proportion des personnes déplacées internes par pays

4.1.2 Facteurs limitants

Les facteurs limitants désignent les quatre dimensions de la sécurité alimentaire à savoir la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité.

4.1.2.1 Disponibilité alimentaire

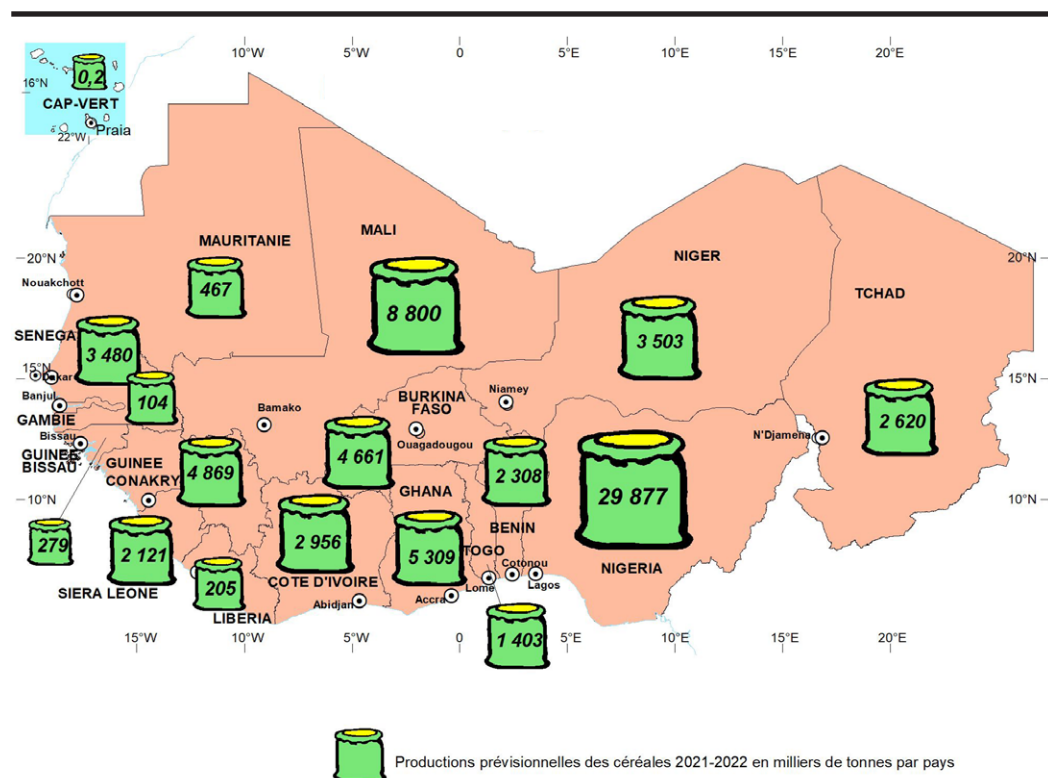
Les disponibilités alimentaires de la région sont assurées pour l'essentiel par les productions agricoles et les importations commerciales essentiellement liées au marché international.

En effet, ces productions vivrières sont constituées de céréales, des légumineuses et des tubercules. Ainsi, au sortir de la campagne agricole 2021-2022, la production céréalière globale s'établit à 73 millions de tonnes, soit une hausse de 2,7% par rapport à la moyenne des cinq dernières années mais en baisse de 11% pour les pays du Sahel. Toutefois, en comparaison à l'année passée, la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest enregistre une baisse de production de 2,2% (Tableaux II). Des baisses plus importantes sont enregistrées au Niger (-39%), au Mali (-15%) et au Burkina-Faso (-10%) comparée à

la campagne écoulee et surtout au Cabo Verde qui enregistre une cinquième année consécutive sans une production agricole significative. S'agissant des productions de tubercules, estimées à 203 millions de tonnes, elles sont meilleures à celles de l'année passée et à la moyenne des cinq (5) dernières années avec respectivement 5 et 11% de hausse (Tableau II). Quant aux légumineuses composées de niébé, arachide, voandzou et soja, les productions sont globalement en baisse par rapport à l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années. Ces baisses sont plus significatives pour le niébé et le voandzou en raison de leurs mauvaises productions dans les pays sahéliens. Par ailleurs, les productions maraîchères et fruitières constituent de plus en plus des sources importantes d'alimentation pour lesquelles on ne dispose jusque-là des données statistiques fiables au niveau de la région.

Les importations commerciales, estimées à près de 19,5 millions de tonnes représentent environ 30% des disponibilités alimentaires de la région. Elles sont constituées essentiellement de riz et de blé très appréciés dans les centres urbains de la région.

Figure 22: Répartition de la production céréalière par pays 2021-2022



© Agrhytmet, Niamey Niger, Sources : PREGEC Mars 2022

Tableau II: Variation de la production céréalière

Spéculations	2021/2022	Var20/21	VarMoy5A
Maïs	27 658 424	3,6%	11,6%
Riz	22 222 284	5,1%	8,0%
Sorgho	13 648 419	-10,5%	-6,3%
Mil	8 630 653	-19,6%	-17,1%
Fonio/Acha	775 553	4,3%	12,0%
Blé	85 446	-23,7%	-87,7%
Total	73 020 778	-2,2%	2,7%

Tableau III: Variation des productions de tubercules

Spéculations	Production	Var19/29	VarMoy5A	%age
Manioc	103 373 656	4,9%	9,9%	51%
Ignames	81 632 905	6,7%	12,5%	40%
Patate	6 377 259	6,0%	13,8%	3%
Pomme de terre	2 133 737	3,3%	10,5%	1%
Taro	10 324 814	0,3%	8,9%	5%
Total	203 842 372	5,4%	11,0%	100%

4.1.2.2 Accès à l'alimentation

Outre la production vivrière obtenue, le marché constitue une des principales sources d'alimentation des populations de la région qui permet de renforcer les disponibilités alimentaires des ménages. Cette année, les conditions d'accès sont de plus en plus difficiles en raison des hausses généralisées des prix des denrées alimentaires observées depuis l'avènement de la pandémie de la covid-19. Ces hausses de prix se sont accentuées du fait des mesures de restriction à la libre circulation des biens et des personnes (fermeture des frontières, tracasseries routières liées à l'augmentation des postes de contrôle, insécurité).

Ainsi, les niveaux d'approvisionnement des marchés agricoles sont globalement faibles à moyens

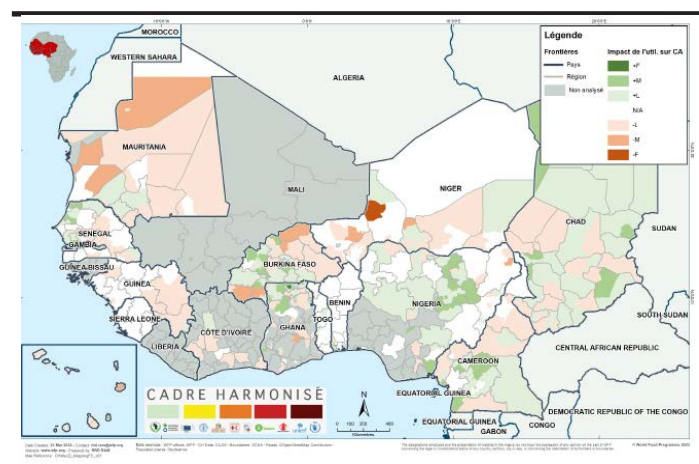
comparativement à l'année dernière. Les prix des denrées alimentaires sont globalement élevés sur l'ensemble des marchés de la région. Des hausses particulièrement importantes (plus de 40% par rapport à la moyenne quinquennale) sont observées au Nigeria, en Sierra Leone, au Libéria et sur certains marchés au Niger, au Bénin et au Ghana. Les principales causes de cette hausse globale des prix dans la région sont les inflations économiques dans plusieurs pays (Nigeria, Libéria, Sierra Leone, Ghana, Gambie et Guinée). Dans ces conditions, les ménages font recours à des stratégies d'adaptation (migration ou exode rural, travail salarial) ou à développer des activités génératrices de revenus (petit commerce, vente de bois, de paille et de charbon, artisanat, transport, etc.).

4.1.2.3 Utilisation des aliments y compris l'accès à l'eau potable

La situation nutritionnelle est particulièrement préoccupante cette année, et une détérioration est attendue pendant la période de soudure dans la Région d'Afrique de l'Ouest et particulièrement au Sahel. En effet, de nombreux facteurs aggravants menacent la consommation alimentaire, ainsi que les moyens d'existence des populations vulnérables, limitant directement leur accès à une alimentation nutritive et saine dont le coût moyen reste élevé par rapport au pouvoir d'achat des populations.

L'insécurité dans certaines zones, particulièrement au Centre-Sahel, dans le Bassin du Lac Tchad et au nord Cameroun, continue d'entraver l'accès de millions de personnes aux services sociaux de base, engendre des déplacements massifs de populations et ne permet pas d'assurer des pratiques alimentaires optimales. Cette situation de crise complexe corrélée aux analyses de consommation alimentaire et analyses IPC-AMN réalisées dans certains pays du Sahel et au Nigeria montre une situation de crise voire d'urgence en période courante comme en période projetée.

Figure 23 : L'impact de l'Utilisation sur la consommation alimentaire en situation courante (mars-mai 2022, source PAM)

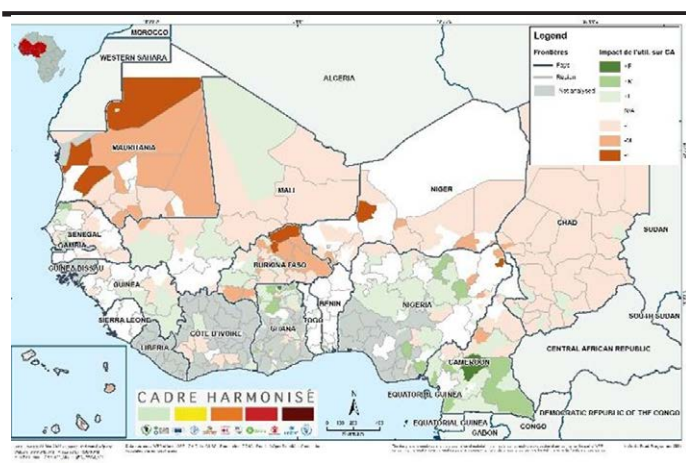


Les figure 23 et 24 montrent des niveaux d'impacts de l'utilisation des aliments sur la consommation alimentaire dans tous les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest excepté le Mali où les données ne sont pas disponibles.

Parmi les pays analysés, seul le Niger, plus précisément dans le département de Tahoua, qu'il est enregistré des impacts négatifs forts sur la consommation alimentaire qui se maintiennent aussi bien en situation courante (mars-mai 2022) qu'en projetée (juin-août 2022).

Si rien n'est fait, cette situation pourrait se détériorer davantage avec des impacts allant de moyens à fort sur la consommation alimentaire notamment au Nord et Sud Ouest de la Mauritanie et du Burkina Faso pendant la période de soudure.

Figure 24: L'impact de l'Utilisation sur la consommation alimentaire en situation projetée (juin-août 2022, source PAM)



4.1.2.4 Stabilité

Les déficits de production alimentaire et fourragère enregistrés ne permettent pas aux ménages d'assurer une stabilité de la disponibilité alimentaire et des conditions d'accès aux aliments. Par conséquent, les ménages sont obligés de recourir à des stratégies d'adaptation. En effet, pour la situation courante, les effets de la soudure pastorale mettent à mal les moyens d'existence des pasteurs dans les zones sahéliennes.

Toutefois, les conditions d'accès et de disponibilité sont plus favorables dans les parties Sud de la région. Pour la situation projetée, les analystes anticipent sur des impacts négatifs devant affecter la disponibilité alimentaire et l'accessibilité. En effet, les prévisions saisonnières augurent d'une campagne déficitaire avec de longues séquences sèches.

En outre, le conflit Ukraine-Russie constitue également une menace pour l'approvisionnement en engrais dans la sous-région. La flambée des prix depuis l'avènement de la Covid19 exacerbée par le renchérissement du prix du pétrole, réduit le pouvoir

d'achat et met sous pression les moyens d'existence des populations. La crise sécuritaire qui prévaut dans la région continue de perturber le fonctionnement des marchés et des centres sanitaires.

Figure 25 : L'impact de la Stabilité sur la consommation alimentaire en situation courante (mars-mai 2022, source PAM))

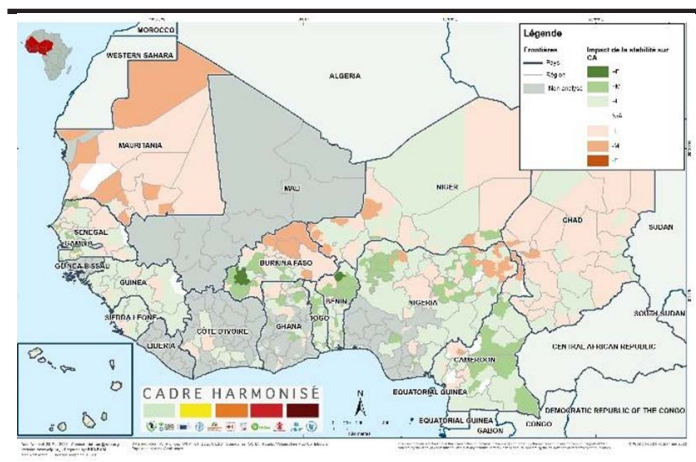
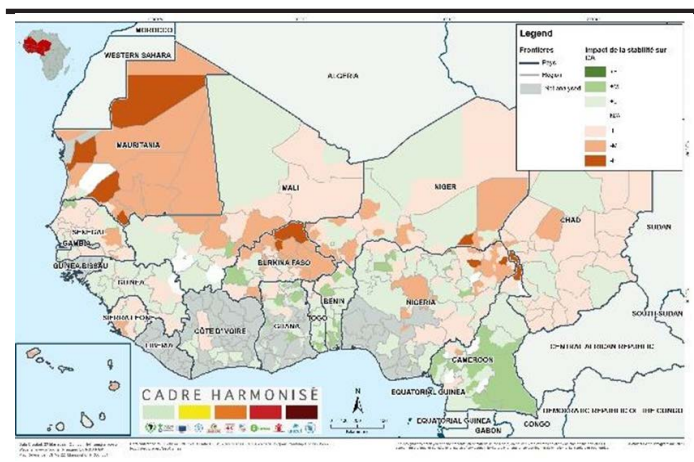


Figure 26 : L'impact de la Stabilité sur la consommation alimentaire en situation projetée (juin-août 2022, source PAM))



Les figures 25 et 26 font ressortir globalement des indicateurs de stabilité avec des impacts positifs légers à négatifs légers sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans les pays du golfe de Guinée en situation courante tandis qu'ils présentent des impacts négatifs moyens à forts dans

les zones des pays sahéliens les plus affectés par l'insécurité alimentaire due en partie par l'insécurité civile, particulièrement dans le Nord et Sud Ouest de la Mauritanie, le Nord du Burkina Faso, dans le département de Tahoua et une partie du Sud du Niger, le Nord Est Nigéria et le lac Tchad.

Figure 27 : L'impact de la Stabilité sur les moyens d'existence en situation courante (mars-mai 2022, source PAM))

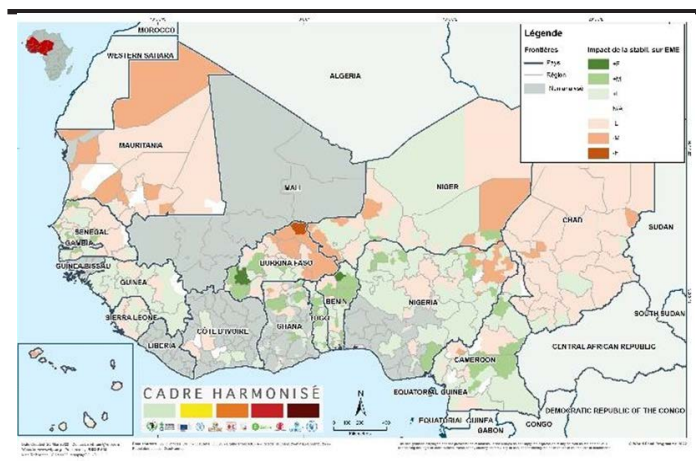
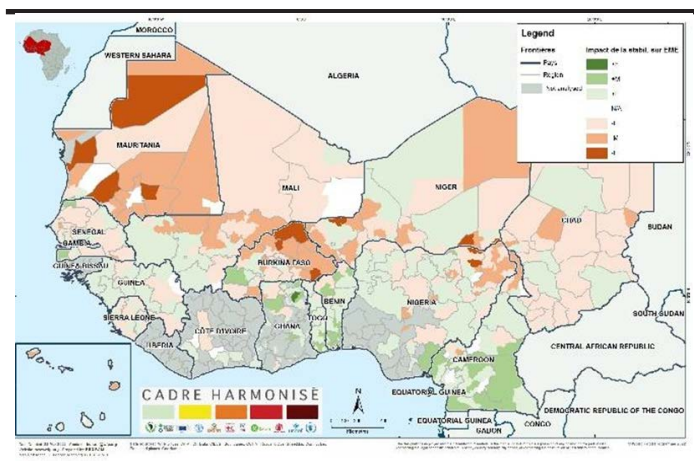


Figure 28 : L'impact de la Stabilité sur les moyens d'existence en situation projetée (juin-août 2022, source PAM))



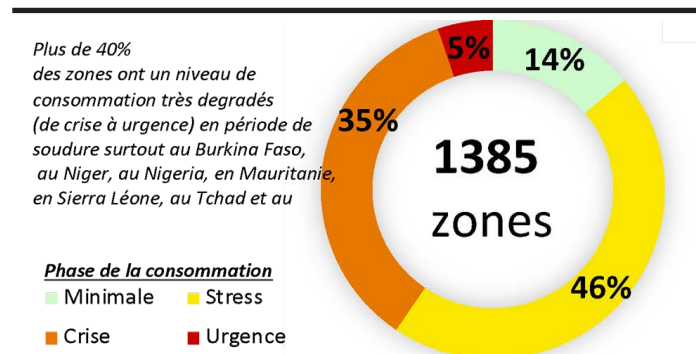
4. 2. Les résultats de la SAN

4.2. 1. Consommation alimentaire

La consommation alimentaire dans la région demeure globalement acceptable dans la majorité des zones analysées. Mais, elle est déjà très dégradée dans la plupart des zones de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Niger, du Tchad et de la Sierra Leone. Actuellement, 15% des zones analysées ont plus de 20% des ménages qui ont des niveaux de consommation alimentaire très détériorés en phase de crise ou d'urgence. Cela se traduit par des niveaux de déficit énergétique important avec des seuils de déficit de survie et des scores de consommation alimentaire pauvre dépassant les seuils de 20%. Ce qui explique le recours des ménages à des pratiques alimentaires très négatives et peu diversifiées pour assurer leur consommation alimentaire.

Pendant la soudure 2022, les niveaux de consommation alimentaire vont se dégrader rapidement dans la région en raison de la faiblesse de la disponibilité alimentaire et des difficiles conditions d'accès aux aliments. Plus de 40% des zones au Burkina Faso, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria, au Tchad, en Sierra Leone et du Togo seront concernées.

Figure 29: Proportions des zones analysées par phase selon le niveau de la consommation alimentaire

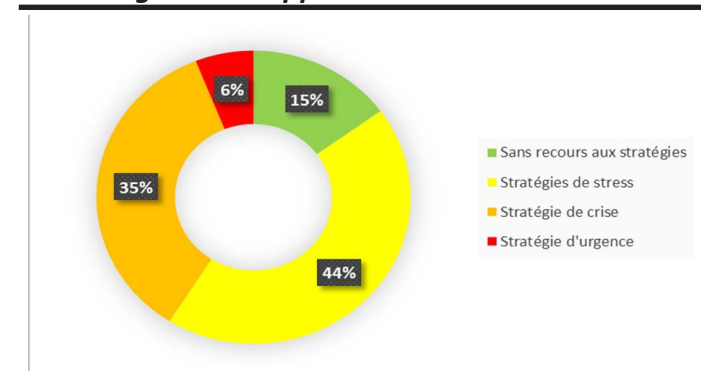


4.2. 2. Evolution des moyens d'existence

Les moyens d'existence désignent l'ensemble des activités qui permettent aux ménages de subvenir à leurs besoins fondamentaux, comme manger, boire, se loger et s'habiller. Ces moyens d'existence se réfèrent aux connaissances, aux compétences, aux relations sociales, aux matières premières et d'autres ressources nécessaires pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs de façon durable et digne.

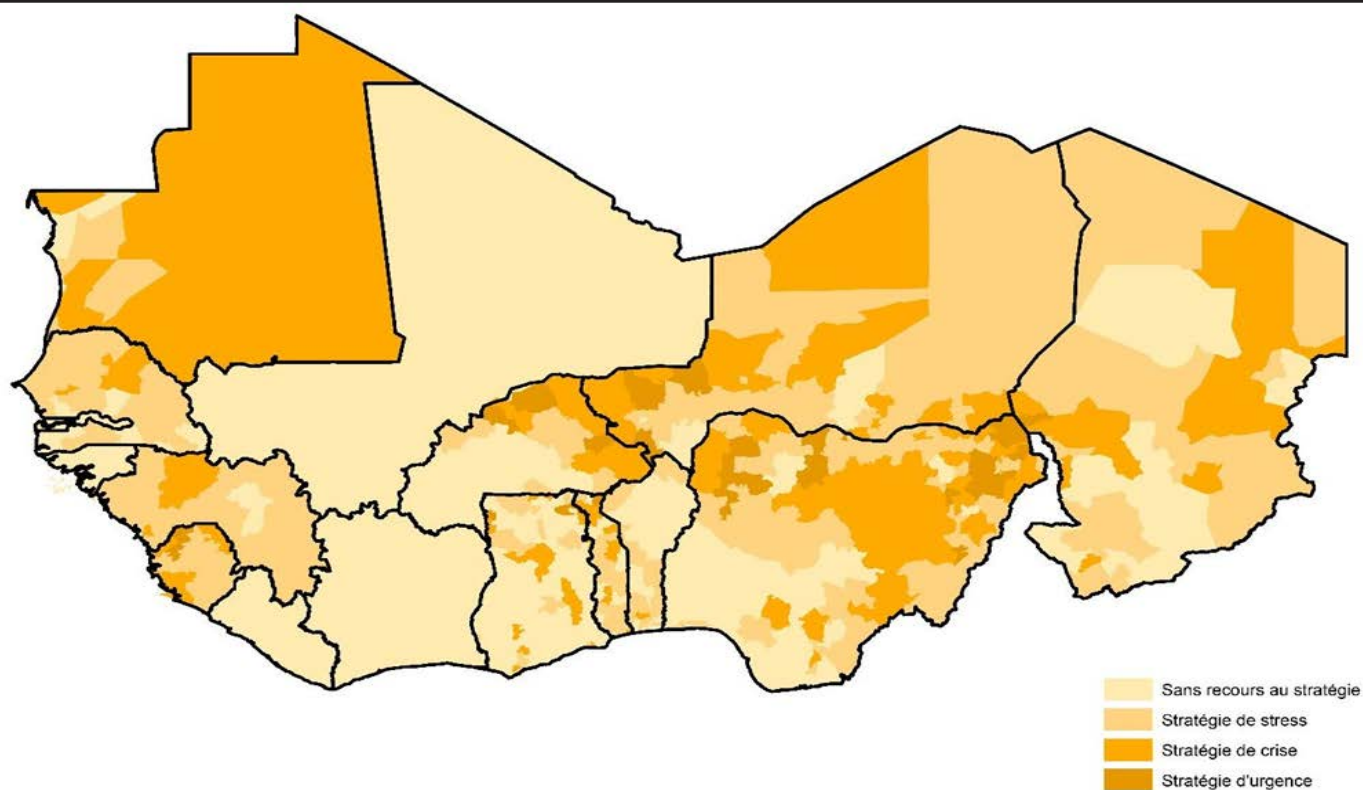
L'outil CH apprécie l'évolution des Moyens d'existence à partir des types de stratégies adoptées par les ménages de la zone analysée. Il existe une échelle de classification en 4 classes ou phases (Sans stratégie, Stratégie de Stress, Stratégie de crise et Stratégie d'urgence).

Figure 30: Proportion des zones suivant les types de stratégies développées



Au cours du premier trimestre 2022, les moyens d'existence dans la majorité des zones analysées étaient en stress (44%) ou en crise (35%). Les facteurs explicatifs à cette détérioration des moyens d'existence sont : i) déficits fourragers ayant mis à mal les moyens d'existence des pasteurs notamment en Mauritanie, ii) l'insécurité civile dans la zone de Liptako gourma, dans le bassin du Lac Tchad et le Nord-Ouest du Nigeria et iii) la flambée des prix qui fragilise le pouvoir d'achat des populations d'une manière générale et plus particulièrement au Bénin, au Nord du Burkina Faso, en Mauritanie, au Niger, Nigeria, au Sénégal, en Guinée, au Sierra Leone et au Tchad.

Figure 31: Carte des zones selon les types de stratégies développées (source AGRHYMET/CILSS)



4.2. 3. Etat nutritionnel

La situation nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel, reste très préoccupante avec environ 6 millions d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent de la malnutrition aiguë. C'est dans les pays du G5 et du Nigéria qu'on retrouve les nombres d'enfants émaciés les plus élevés, il s'agit du Tchad (1,8 million), du Nigeria (2,9 million), du Niger (1,4 million), du Mali (1,2 million) et du Burkina Faso (0,7 million). La forme sévère de la malnutrition aiguë touche environ 0,4 million d'enfants au Tchad, 0,39 million d'enfants au Mali et 0,6 million d'enfants au Nigeria (IPC AMN 2021, GNC Mid-year Review). Selon les résultats des enquêtes SMART conduites en 2021, les niveaux d'émaciation des enfants restent supérieurs au seuil « élevé » de 10 % au Tchad, en Mauritanie, au Niger, au Mali et au Nigeria. Par contre, ils sont beaucoup plus faibles en Sierra Léone et au Togo avec des seuils de moins de 10% de laMAG. En ce qui concerne le retard de croissance chez les enfants, il est supérieur au seuil très élevé ($\geq 30\%$) de l'OMS dans presque l'ensemble de la région (Bénin, Tchad, Guinée, Niger et Nigeria) et frôle le seuil de 30% dans les pays du golfe de Guinée (Guinée-Bissau, au Libéria et en Sierra Leone) et au Mali. Les analyses nutritionnelles conduites avec l'outil IPC AMN menées à travers le

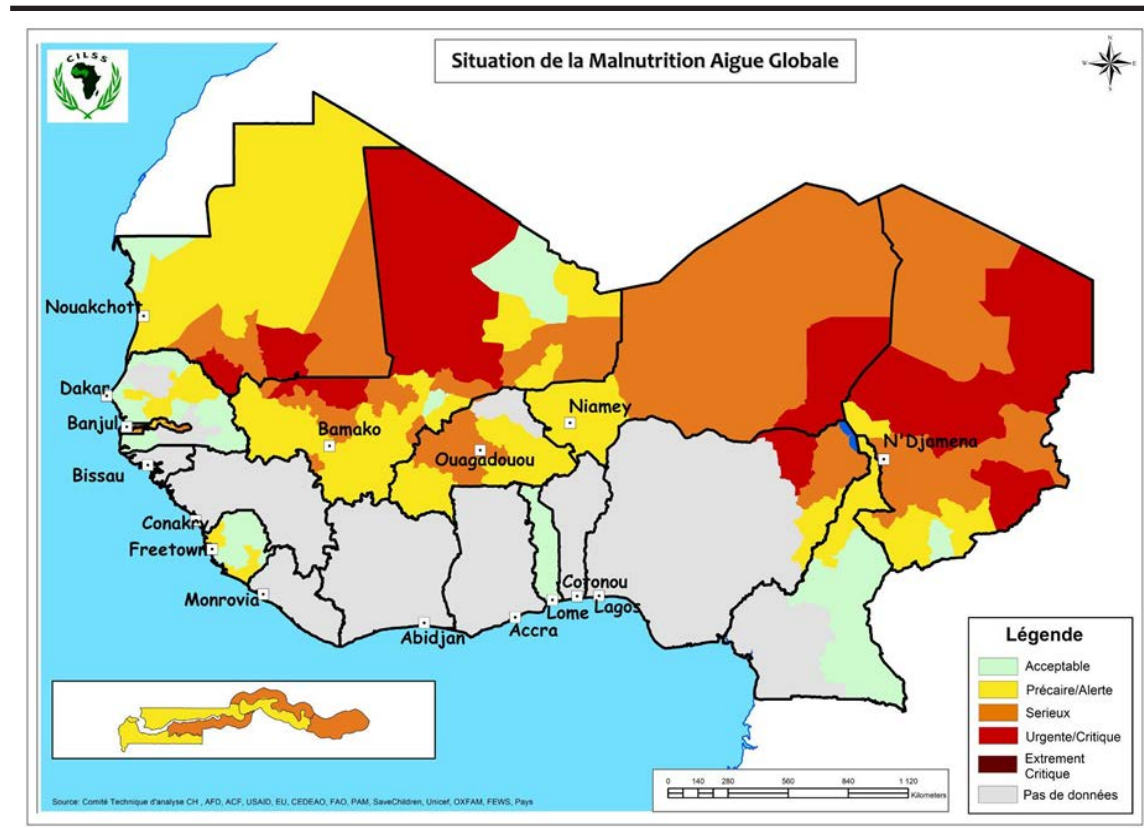
Sahel et au Nigeria indiquent une situation de crise ou pire (IPC AMN Phase 3 ou plus) dans plusieurs zones du Tchad, du Burkina Faso, du Mali et du Nigeria. Ces analyses approfondies ont identifié des facteurs majeurs impactant l'état nutritionnel. Il s'agit des niveaux élevés d'insécurité alimentaire des femmes au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, au Mali, au Niger et au Nigeria, où les conflits et l'insécurité ont déclenché des déplacements massifs de population, perturbant l'accès aux sources alimentaires, aux moyens de subsistance et aux services essentiels, diminuant la production, faisant grimper les prix des denrées alimentaires et entravant souvent la distribution de l'aide alimentaire humanitaire (IPC AMN, 2021). Dans les zones accueillant des déplacés internes, telles que les régions de l'Extrême-Nord, le centre du Burkina Faso et certaines localités du Nigéria, la situation nutritionnelle reste sérieuse avec la pression qu'exerce ces déplacés internes sur les populations hôtes déjà exacerbée par l'insécurité alimentaire. L'accès aux services de santé, d'hygiène et de l'eau potable ont été aussi identifiés comme des facteurs majeurs impactant l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes.

Cependant, dans la région, beaucoup des centres de santé restent encore fermés à cause de l'insécurité civile. A cela s'ajoute, la forte prévalence de maladies infantiles (en particulier le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires aiguës) et une résurgence des épidémies de rougeole en Côte d'Ivoire, au Mali et au Nigeria qui sont également des causes de la forte prévalence de la malnutrition infantile (CDC, mars 2022).

Les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ne sont pas optimum dans plusieurs pays de la région. Outre le manque d'accès à une

diversité alimentaire acceptable, des pratiques d'alimentation des enfants inadéquates et des taux d'allaitement généralement faibles, les tabous culturels liés aux choix alimentaires conduisent les modes de consommation alimentaire. Le pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent le régime alimentaire minimum acceptable (MAD) est aussi faible que 9 % au Tchad, 10,5 % au Mali et 18 % au Nigéria (IPC AMN, avril 2021, SMART 2021, UNICEF, 2022). Les niveaux d'anémie chez les femmes en âge de procréer sont un grave problème de santé publique ($\geq 40,0\%$).

Figure 32: Carte régionale de la malnutrition aigue globale en 2022



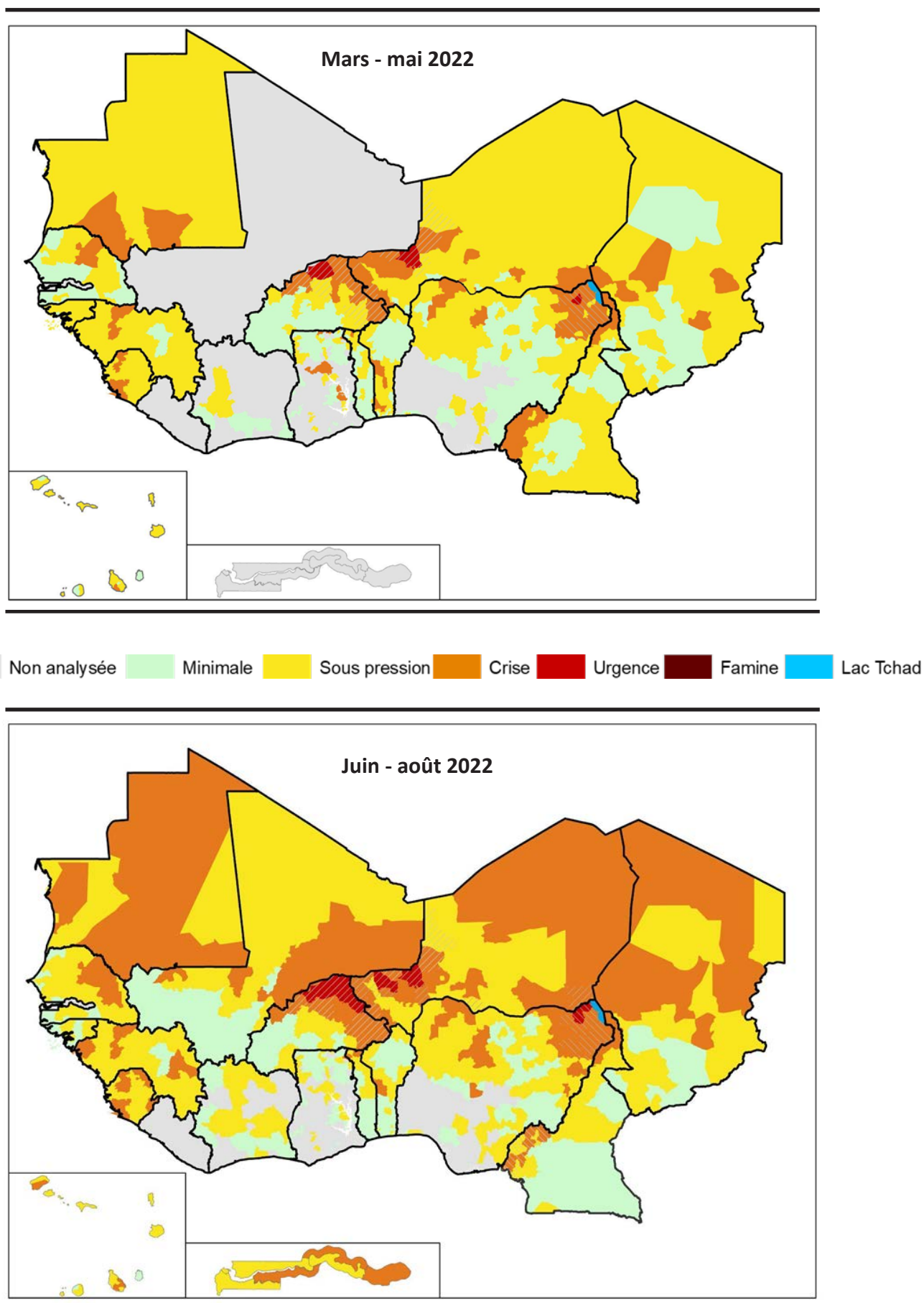
4.3. Zones en insécurité alimentaire et nutritionnelle

Le résultat de l'analyse de la situation courante (mars – mai 2022) révèle que sur un total de 1 062 unités administratives analysées dans l'ensemble de la région, 145 sont en crise (phase 3) et trois actuellement en urgence (phase 4) : la LGA de Gubio dans l'Etat de Borno, au Nigéria, la province du Soum dans la région du Sahel au Burkina Faso et le département de Abala dans la région de Tillabéri au Niger.

La situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader pendant la période projetée (juin –août 2022) marquée par la soudure alimentaire pour les pays de la partie septentrionale de la région.

Ainsi, sur un total de 1 141 zones analysées, 235 seraient en crise (Phase 3), réparties dans tous les pays de la région, à l'exception de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Bissau.

Figure 33 : Carte des zones selon le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
(source AGRHYMET/CILSS)



Aussi, l'analyse a révélé que 10 zones fortement affectées par l'insécurité civile seraient en urgence (Phase 4) : 5 au Burkina Faso (la province de Loroum dans la région du Nord et celles de Oudalan, Séno, Soum et Yagha dans la région du Sahel), 3 au Nigéria (les LGA de Abadam, Gubio et Mobbar dans l'Etat de Borno) et. 2 au Niger (le département de Abala et la

partie inaccessible du département de Ouallam, dans la région de Tillabéri). Par ailleurs, l'augmentation des zones analysées en situation projetée s'explique principalement par la prise en compte de l'analyse projetée du cycle de novembre 2021 de la Gambie, du Mali et de plusieurs zones de la Côte d'Ivoire.

Tableau IV : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité

Pays	# zones analysées	Nombre de zones situation courante : mars-mai 2022					# zones analysées	Nombre de zones en situation projetée : juin-août 2022				
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	77	25	41	11	0	0	77	44	32	1	0	0
Burkina Faso	47	22	15	9	1	0	47	12	19	11	5	0
Cabo Verde	22	4	17	1	0	0	22	2	16	4	0	0
Côte d'Ivoire	8	5	3	0	0	0	23	9	14	0	0	0
Gambie	0	0	0	0	0	0	8	0	5	3	0	0
Ghana	60	36	19	5	0	0	60	40	19	1	0	0
Guinée	33	1	29	3	0	0	33	1	27	5	0	0
Guinée Bissau	8	1	7	0	0	0	8	5	3	0	0	0
Libéria												
Mali	0	0	0	0	0	0	56	27	17	12	0	0
Mauritanie	48	0	32	16	0	0	48	0	12	36	0	0
Niger	75	5	48	21	1	0	75	0	39	34	2	0
Nigeria	459	188	221	49	1	0	459	109	268	79	3	0
Sierra Leone	16	0	13	3	0	0	16	0	10	6	0	0
Sénégal	45	30	13	2	0	0	45	12	29	4	0	0
Tchad	69	21	40	8	0	0	69	12	33	24	0	0
Togo	37	17	19	1	0	0	37	20	13	4	0	0
Total SAO	1004	355	517	129	3	0	1083	293	556	224	10	0
Cameroun	58	11	31	16	0	0	58	27	20	11	0	0
Total SAO et CMR	1062	366	548	145	3	0	1141	320	576	235	10	0



4.4. Population en insécurité alimentaire et nutritionnelle

4.4.1. Période: mars-mai 2022

En situation courante (mars-mai 2022), plus de 30,2 millions de personnes sont classées en phase crise à pire dans l'ensemble des 15 pays concernés. 89% de ces populations sont réparties dans 7 pays : Nigéria (14,5 millions), Niger (3,3 millions), Cameroun (2,9 millions), Burkina Faso (2,3 millions), Tchad (1,3

millions), Sierra Leone (1,3 millions) et Bénin (1,2 millions). Au total, plus de 70 millions de personnes sont en phase sous-pression. Il faut souligner qu'à lui seul le Nigeria abrite près de la moitié (48%) des personnes en phase crise à pire de la région. Par ailleurs, on retrouve près de 1,6 millions de personnes en urgence (phase 4), principalement au Nigéria, au Burkina Faso, au Cameroun, et au Niger (tableau V).

Tableau V : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (Mars–Mai 2022)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	12 915 000	8 934 565	2 754 478	1 183 139	42 818	-	1 225 957
Burkina Faso	21 253 895	14 458 619	4 428 829	2 042 708	323 739	-	2 366 447
Cabo Verde	483 628	346 464	106 666	29 421	1 076	-	30 497
Côte d'Ivoire	7 076 154	5 415 303	1 354 894	305 957	-	-	305 957
Ghana	5 578 246	4 258 382	905 166	377 680	37 018	-	414 698
Guinée	11 165 931	6 624 475	3 549 277	982 982	9 197	-	992 179
Guinée Bissau	1 328 669	847 615	349 610	131 444	-	-	131 444
Mauritanie	4 359 275	2 360 421	1 320 311	636 099	42 444	-	678 543
Niger	24 933 140	15 302 083	6 296 720	3 113 618	220 720	-	3 334 338
Nigeria	159 066 021	111 486 331	33 124 641	13 894 715	560 334	-	14 455 049
Sierra Leone	8 605 845	4 356 911	3 019 208	1 212 898	16 829	-	1 229 726
Sénégal	17 738 771	14 106 021	3 083 750	548 280	720	-	549 000
Tchad	15 800 188	11 466 246	3 040 129	1 257 856	35 958	-	1 293 813
Togo	5 855 852	4 375 805	1 143 498	336 548	-	-	336 548
Total SAO	296 160 615	204 339 240	64 477 177	26 053 345	1 290 852	-	27 344 197
Cameroun	26 553 619	17 605 479	6 082 234	2 612 054	253 853	-	2 865 906
Total SAO et Cameroun	322 714 234	221 944 719	70 559 411	28 665 399	1 544 705	-	30 210 104

4.4.2. Période: juin-août 2022

Plus de 40,7 millions de personnes (tableau V) pourraient être affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire dans les 17 pays, sous revue, marquant une augmentation de plus de 10,5 millions des personnes par rapport à la période courante. Le nombre de personnes en crise ou pire dépasserait un million dans 8 pays avec près de 19,5 millions au Nigéria, 4,4 millions au Niger, 3,5 millions au Burkina Faso, 2,4 millions au Cameroun, 2,1 millions au Tchad, 1,8 millions au Mali, 1,6 millions en Sierra Leone et 1,2 millions en Guinée.

Au demeurant, près de 88,7 millions de personnes seront en phase sous-pression. Par ailleurs, environ 2,9 millions de personnes seraient en urgence (phase 4) dans la Région avec 1 176 459 personnes au Nigeria, 628 464 au Burkina Faso, 425 805 au Niger, 185 150 au Cameroun, 156 560 au Mali et 101 289 au Tchad (Tableau VI).

Tableau VI : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	12 915 000	9 766 619	2 318 231	806 329	23 821	-	830 150
Burkina Faso	21 253 895	12 468 940	5 331 444	2 825 046	628 464	-	3 453 510
Cabo Verde	483 628	299 473	138 062	43 003	3 090	-	46 093
Côte d'Ivoire	16 059 751	12 294 031	3 103 718	662 002	-	-	662 002
Gambie	2 455 839	1 642 345	606 782	199 751	6 962	-	206 712
Ghana	5 578 246	4 504 385	794 700	262 348	16 812	-	279 160
Guinée	11 165 931	6 115 433	3 831 210	1 198 458	20 830	-	1 219 288
Guinée Bissau	1 328 669	1 009 990	245 587	73 092	-	-	73 092
Mali	21 696 914	15 444 742	4 411 105	1 684 507	156 560	-	1 841 067
Mauritanie	4 359 275	2 045 401	1 434 953	795 603	83 317	-	878 921
Niger	24 933 140	13 217 392	7 313 342	3 976 601	425 805	-	4 402 406
Nigeria	159 066 021	98 827 486	40 785 231	18 276 846	1 176 459	-	19 453 305
Sierra Leone	8 605 845	3 426 662	3 573 464	1 579 319	26 400	-	1 605 719
Sénégal	17 738 771	12 913 552	3 943 944	872 421	8 855	-	881 275
Tchad	15 800 188	9 674 973	4 026 354	1 997 572	101 289	-	2 098 861
Togo	5 855 852	4 321 152	1 145 660	389 040	-	-	389 040
Total SAO	329 296 965	207 972 576	83 003 788	35 641 937	2 678 663	-	38 320 601
Cameroun	26 553 619	18 450 741	5 689 589	2 228 138	185 150	-	2 413 288
Total+Cameroun	355 850 584	226 423 318	88 693 378	37 870 075	2 863 813	-	40 733 889



5. ACTIONS RÉALISÉES – PLANS NATIONAUX DE RÉPONSES (PNR 2021)

● Bilan des plans nationaux de réponses

Eu égard à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui affecte près de 27 millions de personnes, les Etats et leurs partenaires ont élaboré et mis en œuvre des plans de réponses pour assister les populations vulnérables identifiées. Il s'agit du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et Tchad. Ces réponses ont eu pour objectifs i) d'apporter une assistance alimentaire ; ii) de protéger les moyens d'existence des ménages et ; iii) de lutter contre la malnutrition aigüe.

Pour y parvenir, les ressources mobilisées sont estimées à près de 356 milliards de FCFA, soit 57% des besoins exprimés (620 milliards FCFA) comme l'indique les graphiques suivants :

Figure 34 : Réalisations financières par pays (Source :CILSS)

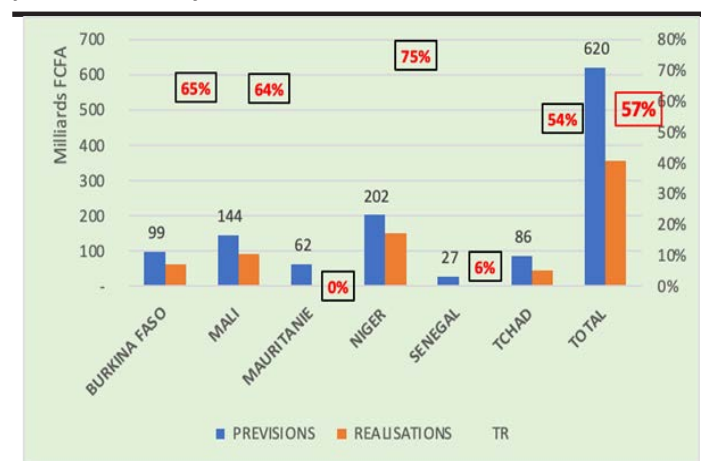
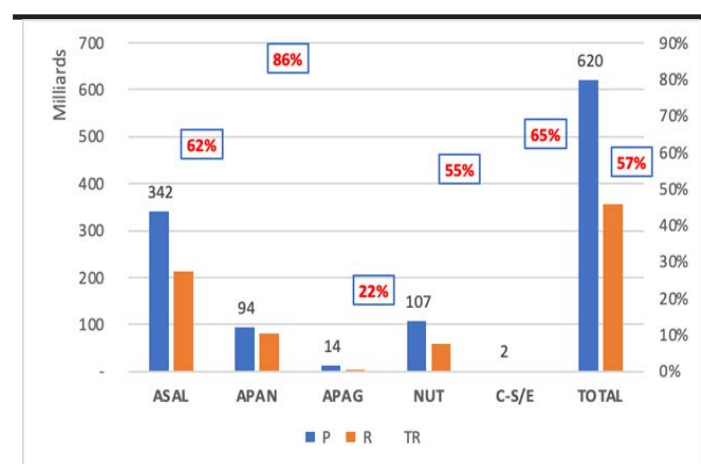


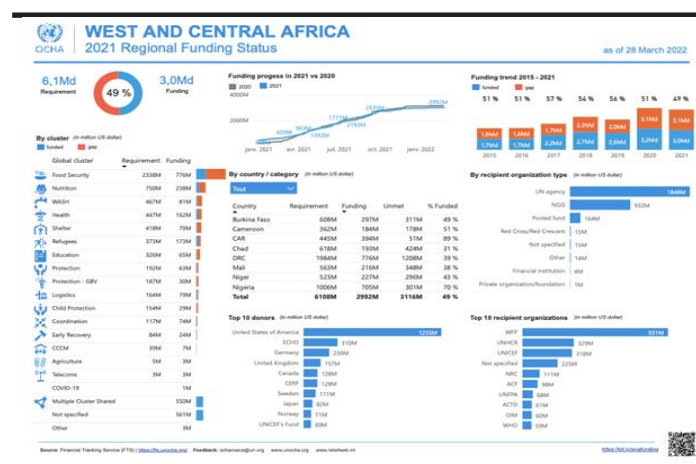
Figure 35 : Réalisations financières par domaine d'interventions (Source :CILSS)



Situation des plans de réponses humanitaires (contribution des partenaires) en faveur des populations vulnérables

Les acteurs humanitaires de la région ont élaboré et mis en œuvre des interventions d'assistance pour appuyer les efforts des Etats dans les domaines de l'assistance alimentaire, la protection sociale et des moyens d'existence, la lutte contre la malnutrition aigüe, de l'accès à l'eau, de l'hygiène et assainissement, de la réhabilitation, de la santé ainsi que de l'éducation. Dans ce cadre, les ressources mobilisées sont estimées à 1,7 Milliards USD, soit 51% des fonds requis (3,3 Milliards USD) comme indiqué dans le graphique ci-dessous.

Figure 36: Bilan de mise en œuvre des PRH 2021 (Source : OCHA mars 2022)



Cette situation révèle que près de 50% des personnes ciblées n'ont pas pu bénéficier de l'assistance prévue. C'est pourquoi, il est important de changer de paradigme et de mode d'interventions pour pallier véritablement cette dégradation continue de la situation alimentaire et nutritionnelle observée déjà depuis quelques années dans la région.



SYNTHESE PAYS

BÉNIN : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022



de personnes soit 9,5 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022



personnes soit 6,4 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 77 zones analysées regroupent environ 1,2 million de personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022.

La situation agricole est globalement satisfaisante et est caractérisée par une bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace en dépit des poches de sécheresse observées dans certains départements.

Les productions agricoles sont estimées globalement bonnes malgré des baisses enregistrées dans certaines communes du Sud. Ainsi, les céréales enregistrent une hausse de 4,8% de leur production par rapport à la campagne passée. Les racines et tubercules ont vu leur production progresser de 1,5%. La production des légumineuses a augmenté de 7,4%.

Le niveau actuel d'approvisionnement des marchés agricoles est moins satisfaisant quand on le compare à la moyenne des cinq dernières années. Ainsi, on note une hausse généralisée des prix des principaux produits agricoles.

Méthodologie

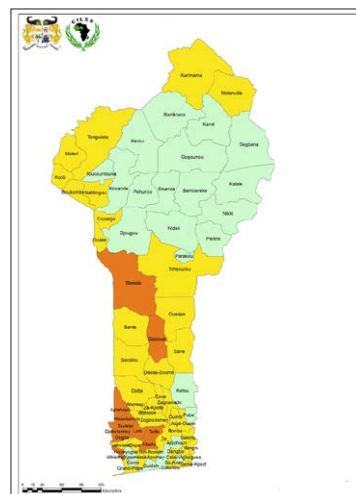
La session d'analyse avec le Cadre Harmonisé s'est déroulée du 28 février au 04 mars 2022, et a été organisée par la Cellule Technique de Suivi et d'Appui à la Gestion de la Sécurité Alimentaire (CT-SAGSA) avec l'appui financier et technique du PAM.

Les structures nationales ayant participé (22 personnes au total) sont : Direction de la Statistique Agricole, Météo-Bénin, Direction Générale de l'Eau, Agence Nationale de la Protection Civile, Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition, Direction de l'Elevage, Direction de la Production Végétale, Ministère de la santé, ONG Vie en Harmonie avec la Nature, du Programme Alimentaire Mondial, etc.). La session a été conduite sous la supervision des cadres nationaux de niveau 2 du CH 2.0.

Les principaux résultats utilisés sont issues des résultats préliminaires de l'enquête AGVSAN-SA 2022. Les facteurs contributifs sont fournis par les différentes structures ayant participé à cette analyse.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14 au 23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

1,2 million
de personnes

= 9,5 % de la population analysée sont en situation de crise (Phases 3-5)

Phase 1	8,9 millions de personnes
Phase 2	2,8 million de personnes
Phase 3	1,2 million de personnes
Phase 4	42 800 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



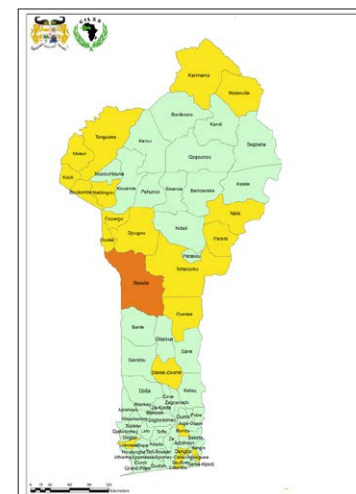
Dysfonctionnement des marchés

Une hausse généralisée des prix des principaux produits agricoles due aux importants flux sortants des produits agricoles et à la hausse des coûts des facteurs de production, de transport terrestres et maritimes, etc.

Situation pastorale

Elle est marquée par des conditions d'alimentation et d'abreuvement du bétail globalement satisfaisantes et une santé animale sous contrôle.

Situation projetée : Juin-Août 2022



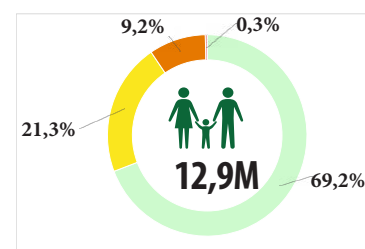
Situation projetée : Juin-Août 2022

830 000
personnes

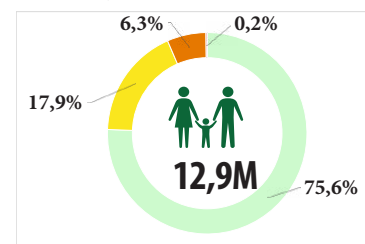
= 6,4% de la population analysée risque d'être en situation de crise (Phases 3-5)

Phase 1	9,8 millions de personnes
Phase 2	2,3 million de personnes
Phase 3	801 000 personnes
Phase 4	24 000 personnes
Phase 5	aucune

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Recommandations

A l'endroit de l'ÉTAT et ses Partenaires Techniques et Financiers :

- ▶ Mettre en œuvre dans les meilleurs délais des actions d'assistance humanitaire et de protection des moyens d'existence des populations en phase Crise à pire ;
- ▶ Entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en phases « Sous Pression » et « Minimale » pour protéger leurs moyens d'existence ;
- ▶ Accompagner la CT-SAGSA dans le financement de la collecte des données et la tenue régulière des ateliers CH ;

A l'endroit du CILSS et des partenaires :

- ▶ Poursuivre le renforcement des capacités techniques des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du CH sur le manuel CH2.0 ;
- ▶ Appuyer la réalisation des enquêtes de vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle.

BURKINA FASO : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

2,4 millions

de personnes soit 11,1 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

3,5 millions

de personnes soit 16,2 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

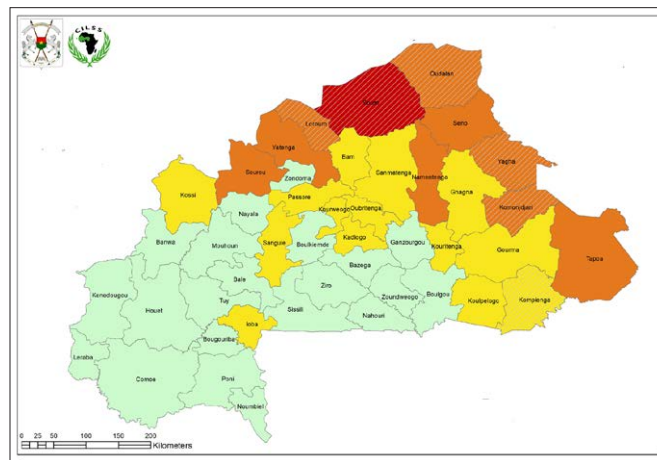
Points saillants

Les 45 zones (y compris 2 zones urbaines et 10 zones inaccessibles) analysées regroupent environ 2,4 millions de personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Ce chiffre pourrait atteindre 3,5 millions (dont 628 464 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2022 (Juin-Août 2022).

Une analyse des personnes déplacées internes (PDI) a été réalisée dans 06 provinces (Séno, Oudalan, Bam, Sanmatenga, Gourma et Komondjari): environ 228 000 de personnes ont été identifiées en (phases 3-5) en Mars-Mai 2022 et pourront atteindre environ 349 000 en période de soudure (Juin-Août 2022).

La situation sécuritaire dans les zones du Liptako Gourma (zone des 3 frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali), notamment dans la région du Sahel demeure toujours préoccupante. Cette situation continue d'occasionner des mouvements de population avec la présence de près de 1,7 million de personnes déplacées internes (PDI) dans le pays soit une augmentation d'environ 62% par rapport à la même période de l'année passée.

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

2,4 millions
de personnes

= **11,1 % de la population** analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	14,4 millions de personnes
Phase 2	4,4 millions de personnes
Phase 3	2,1 millions de personnes
Phase 4	323 739 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

Les marchés enregistrent une tendance haussière atypique des prix des denrées alimentaires depuis la période de soudure passée. Malgré les nouvelles récoltes, les prix n'ont pas fléchi comme d'habitude. Cette situation impacte négativement sur la reconstitution des stocks nationaux et sur le pouvoir d'achats des ménages.



Insécurité civile

La dégradation de la situation sécuritaire continue d'impacter durement les dimensions de la sécurité alimentaire. Elle entraîne des déplacements importants de population, le dysfonctionnement des infrastructures sociales de base (marchés, centres de santé, écoles, points d'eau, etc.).

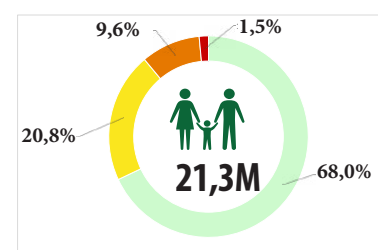
La conjoncture internationale

La crise ukrainienne a des répercussions importantes sur le Burkina Faso qui importe la majorité de son blé de Russie. A cela s'ajoute la flambée du prix du pétrole qui risque d'entraîner des hausses sur les produits de première nécessité.

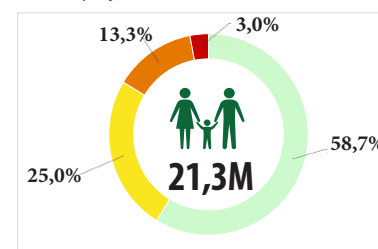
Chocs climatiques

La campagne agropastorale 2021/2022 a été négativement impactée par des poches de sécheresses, notamment dans les régions du Nord, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et du Sahel, les inondations (principalement dans les régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est) et les attaques d'oiseaux granivores dans la région du Sahel. Ces chocs ont entraîné des baisses de rendements de la production agricole dans les localités touchées.

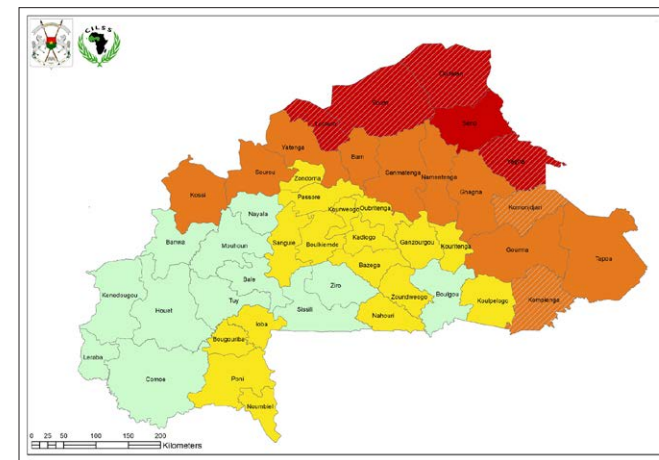
Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022

3,5 millions
de personnes

= **16,2 % de la population** analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	12,5 millions de personnes
Phase 2	5,3 millions de personnes
Phase 3	2,8 millions de personnes
Phase 4	628 464 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit du Gouvernement et ses Partenaires Techniques et Financiers :

- Poursuivre et renforcer l'assistance humanitaire ;
- Apporter une assistance humanitaire immédiate aux populations vulnérables identifiées, notamment dans les provinces en situation de crise en particulier dans les zones impactées par l'insécurité ;
- Renforcer les actions de résilience en faveur des populations vulnérables identifiées sous pression alimentaire à travers l'appui à la culture de saison sèche et au développement des AGR ;
- Développer un mécanisme spécifique de suivi-évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones inaccessibles ;

Pour renforcer le dispositif de veille et de suivi :

- Poursuivre le renforcement des capacités du dispositif central et régional sur l'outil Cadre Harmonisé ;
- Assurer un financement pérenne pour la collecte de données et l'organisation des sessions d'analyse du Cadre Harmonisé.
- Poursuivre l'amélioration des tableaux d'analyse du Cadre Harmonisé et de l'inférence de certaines preuves (facteurs contributifs) sur le phasage des indicateurs ainsi que la méthodologie d'estimation des populations dans les zones d'accès limité.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus de l'analyse qui s'est déroulée du 14 au 19 mars 2022 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par 81 membres (dont 21 femmes et 60 hommes) de la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs, des organisations de la société civile et des organisations du système des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF). Les données sur les principaux indicateurs de résultats proviennent de l'enquête nationale de sécurité alimentaire et la nutrition (ENSAN) réalisée sur toute l'étendue du territoire sur la période du 20 février au 03 mars 2022. La collecte a été réalisée en face à face dans les zones accessibles et en Mvum dans les provinces inaccessibles. L'échantillon a couvert aussi bien les messages hôtes que les ménages déplacés internes. Pour les milieux d'Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, une enquête de vulnérabilité en milieu urbain (VAMU) a été réalisée dans ces 2 villes sur la période du 24 janvier au 06 février 2022.

Les indicateurs HEA ont été fournis par l'analyse outcome réalisée en début mars. Quant aux données de nutrition, les résultats de l'analyse IPC nutrition ont été utilisés.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14 au 23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

CABO VERDE : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

30 500

personnes soit 6,3 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

46 000

de personnes soit 9,5 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 22 zones analysées regroupant environ 30 500 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Ceci pourraient atteindre 46 000 personnes en période de soudure (Juin-Août 2022) si aucune mesure d'atténuation n'est prise.

La campagne agropastorale 2021/2022 a été caractérisée par un démarrage tardif et une fin précoce des pluies, sur l'ensemble du territoire national. Ce qui a affecté la production agricole qui varie de faible à nulle.

En ce que concerne la situation phytosanitaire, elle a été caractérisée par l'attaque forte et localisée du criquet « *Oedaleus senegalensis* » sur les îles de Santiago, Maio, Fogo et Brava. Il y a également eu une attaque généralisée de la « puinaise verte » sur les cultures de maïs et de haricots.

Quant au niveau d'approvisionnement des marchés, en produits alimentaires de base, il est globalement normal et stable.

Méthodologie

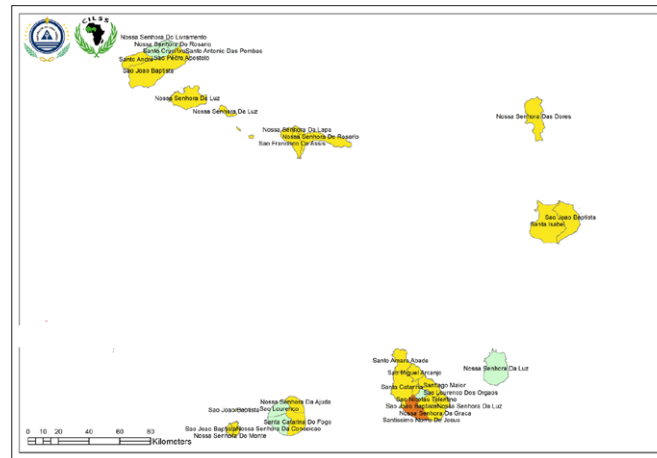
L'analyse avec le CH a été réalisée lors d'un atelier national organisé à Praia du 7 au 11 mars 2022 par le CILSS, cofinancé par la FAO, avec la participation d'experts de diverses institutions publiques et ONG.

L'analyse est basée sur deux indicateurs de résultats de la Sécurité Alimentaire, en particulier la consommation alimentaire (SCA et HHS) et l'évolution des moyens d'Existence des populations avec des facteurs contributifs (production agricole, sécheresse, disponibilité de pâturages, prix des produits de base et pandémie de COVID-19, etc.).

Cependant, il est important de souligner certaines limites constatées lors de l'analyse, à savoir : le manque de données actualisées sur la nutrition et la mortalité. L'analyse s'est également appuyée sur des informations récentes relatives au rapport de mission conjointe CILSS-FAO pour le bilan de la campagne agricole 2021/2022, rapport du GTP, rapport d'évaluation du marché et rapport de recherche agricole 2021 et 2022.

Les analyses nationales ont été facilitées par une équipe restreinte nationale appuyée par des experts régionaux du CILSS, FAO, PAM, ACF et Save the Children. Les résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14-23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

30 500
personnes

= 6,3 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	346 500 personnes
Phase 2	106 700 personnes
Phase 3	29 420 personnes
Phase 4	1 080 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



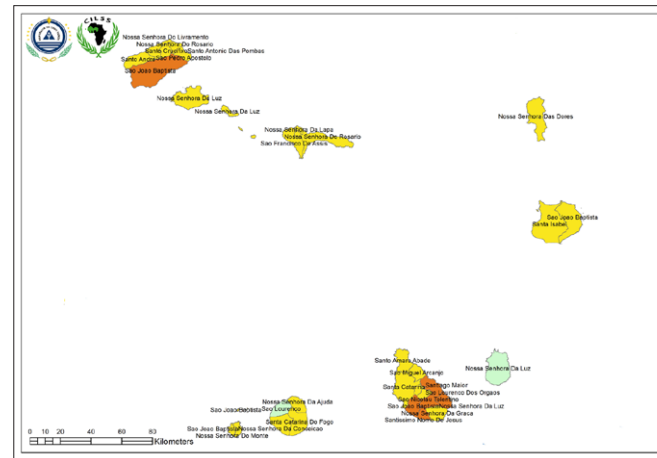
Dysfonctionnement des marchés

L'approvisionnement des marchés, en produits alimentaires de base, est globalement normal et stable.

Situation agroclimatique

Une quatrième année successive de déficit pluviométrique qui a engendré une baisse générale de la production agricole sur l'ensemble du pays, où elle varie de faible à nulle selon les municipalités.

Situation projetée : Juin-Août 2022



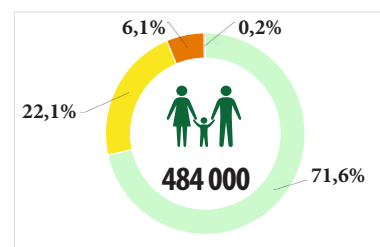
Situation projetée : Juin-Août 2022

46 000
personnes

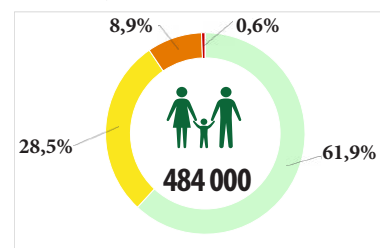
= 9,5 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	299 500 personnes
Phase 2	138 000 personnes
Phase 3	43 000 personnes
Phase 4	3 000 personnes
Phase 5	aucune

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Recommandations

A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires:

- Apporter un soutien aux ménages les plus vulnérables à travers l'assistance alimentaire, la disponibilité de l'eau et la fourniture d'aliments pour l'élevage, pour permettre aux ménages très pauvres et pauvres, particulièrement ceux touchés par la sécheresse, de subvenir à leurs besoins alimentaires ;
- Protéger et renforcer les moyens d'existence en soutenant les activités productives de la campagne de contre-saison 2022/23 ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour s'assurer que les analyses effectuées au niveau national sont alignées avec l'analyse du CH ;
- Mettre à jour les données nutritionnelles et de la mortalité.

- ▶ Continuer à appuyer le processus de renforcement de capacités des acteurs nationaux sur les procédures du CH version 2.0 pour les sessions à venir ;
- ▶ Tenir compte des spécificités de chaque pays dans la matrice intermédiaire (nombre de zones de moyens d'existence, etc) ;
- ▶ Augmenter le nombre d'experts certifiés dans les pays ;

GAMBIA : FOOD AND NUTRITION SECURITY SITUATION



Key figures

Current situation:
October-December 2021



112,000
people or 4.6% of the population
analyzed in crisis or worse
(Phases 3-5)

Projected situation:
June-August 2022



207,000
people or 8.4% of the population
analyzed in crisis or worse crisis or
worse (Phases 3-5)

Highlights

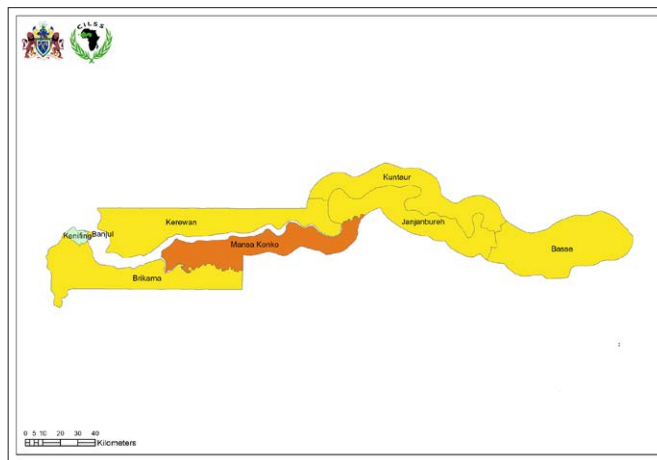
Flash-flood, windstorm and domestic fire which led to destruction of houses and farmlands were the major risk factors reported in all the Regions analysed. Prolonged dry-spell also occur at the beginning of the 2020/2021 cropping season with its resultant effect on major crops such as millet, sorghum, maize, and groundnut. These incidences have continued to cause livelihood depletions as evident in the analysis of Livelihood Change.

There is a decrease of 8.66% in cereal production compared to 2020/2021 and 19.97% compared to 5-year average. However, cash crop increased by 3.78% compared to last year but decrease by 13.32% compared to the 5-year average. The decrease is attributed to the prolong dry spell at the onset of the rainy season and other climatic hazards. In the current period (October – December 2021), the available food stocks could last for less than 2 months for most households. At household level, food stocks are expected to decline during the lean season (June – August 2022). However, proceeds from vegetable production and fishing in some of the Regions will help to improve food security.

Methodology

The methodology adopted for the analysis includes the data inventory, data analysis considering the level of administration and reliability scores consistent with the harmonized framework manual CH V2.0. The main outcomes of the analysis were based on the results of the Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment (CFSVA) and Household Economy Analysis (HEA). The Pre-harvest conducted in the 6 agricultural regions of the country was also used. The classification is based on the data presented and reviewed by the CH cell (Technical Working Group) with the contributing factors that have impacted on the food security situation (current and projected). There was general consensus amongst the technical working group on the classification, phasing and estimation of population based on expert knowledge and analysis. The data used in the analysis was from the Gambia Bureau of Statistics (GBoS), World Food Program (WFP), Action Against Hunger (AAH), Safe the Children International (SCI), Agricultural Planning Services Unit (PSU), National Disaster Management Agency (NDMA), Department of Water Resources (DWR), Department of Fisheries, Gambia Livestock Marketing Agency (GLMA), Department of Livestock Services, and Ministry of Trade. Most of the data was collected at the national level and some with regional disaggregation. However, available, relevant and timely data that meet the CH protocol remains a challenge in the country. This is mainly due to limited resources to conduct required assessments and surveys especially in health and nutrition.

Current situation: October-December 2021



Current situation: October-December 2021



112,000
people
= 4.6% of the population
analyzed are in crisis or
worse (Phases 3-5)

Phase 1	1.4 million people
Phase 2	496,000 people
Phase 3	112,000 people
Phase 4	None
Phase 5	None

Légende

Phase 1 : Minimal	Phase 5 : Famine
Phase 2 : Under pressure	Not analyzed
Phase 3 : Crisis	Partially inaccessible areas
Phase 4 : Emergency	

Determining factors



Inflation

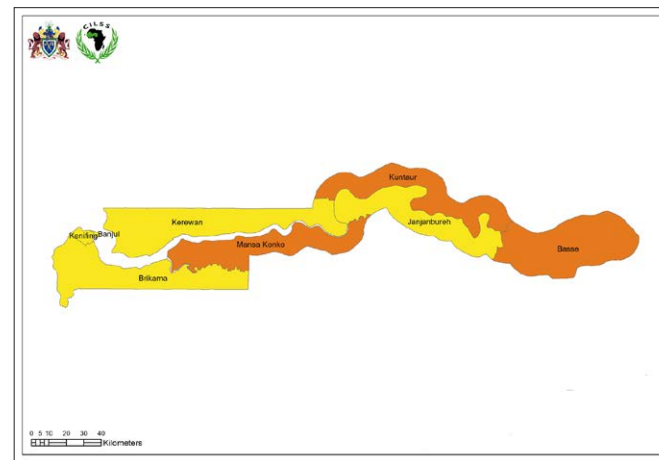
Decline in the purchasing power of the population due to the deterioration in the exchange rate of local currencies in The Gambia.



Market malfunction

Food availability and access is unstable considering the decrease in cereal production. During the current period, food stocks at household level are low in most Regions with severity level being pronounced in Mansa Konko. Subsequently, stocks will further deplete in the lean season. However, market supply will ameliorates the effect of food consumption gaps.

Projected situation: June-August 2022



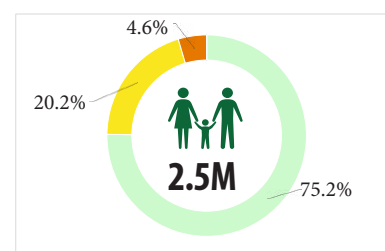
Projected situation: June-August 2022



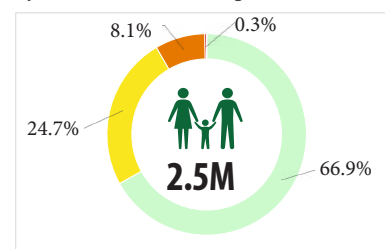
207,000
people
= 8.4% of the population
analyzed is at risk of being
in crisis or worse (Phases
3-5)

Phase 1	1.6 million people
Phase 2	607,000 people
Phase 3	200,000 people
Phase 4	7,000 people
Phase 5	None

Current situation: October-December 2021



Projected situation: June-August 2022



Recommendations

To Decision Makers:

- Use the results of CH analysis for planning and formulation of appropriate policies for the food and nutrition insecure populations and zones;
- Put in place effective Early Warning System (EWS) for planning of agricultural activities;
- Put in place mitigation measures to contain climatic hazards;
- Targeted humanitarian interventions based on the CH outcomes should be developed for vulnerable households;
- Develop short and medium-term resource mobilization strategies and integrate budgetary provisions for implementing CH analysis and other supporting activities at Regional Level;
- To improve data availability for CH analysis, funds should be made available for the conduct of Food and Nutrition Security Assessments, especially at District levels for all the Regions;
- Technical partners should work in synergy with one another, guided by the outcome of the CH analysis to avoid duplication of efforts in humanitarian interventions;
- Continue to support the cell members through training and capacity building for improved mastery of the CH process.

GHANA : FOOD AND NUTRITION SITUATION



CADRE HARMONISÉ

Key figures

Current situation :
March-May 2022

415,000

of people, which 7.4% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Projected situation :
June-August 2022

280,000

of people, which 5% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Key figures

The 60 areas analyzed contain approximately 415,000 people in need of immediate assistance (phases 3-5) in March-May 2022.

Production of major agricultural commodities in 2021 showed a general increase compared to the 5-year average and year-on-year. On the aggregate, cereal production increased by 15.73%, with millet recording the highest increase (26.82%) followed by maize and rice with 24.11% and 20.48% respectively. Starchy crops and legumes also showed similar trends, with increases of 9.00% and 12.16% respectively. Plantain and Cowpea recorded the highest increase of 18.29% and 10.33% respectively. Fish production also increased by 10.29% as compared to the previous year. Availability of food commodities is expected to improve in the projected period.

Food situation in the current period remains stable even though food prices showed an upward trend compared to the 5-year average and expected to remain stable during the projected period due to availability of food stocks, which is likely to outweigh the effects of increased food prices.

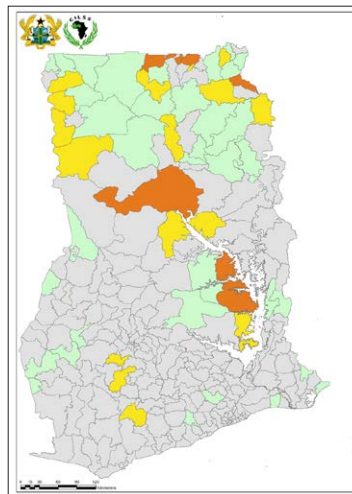
Methodology

The Statistics, Research and Information Directorate (SRID) of the Ministry of Food and Agriculture (MoFA) coordinated the analysis with financial and technical support of the World Food Programme Ghana (WFP). A presentation was made to the Technical Working Group on the phase classification and estimation of populations prior to the analysis. A member of the Technical Working Group with CH 2.0 certification (level 2) facilitated the process, without international backstopping.

The TWG was constituted into eight sub-groups comprising two members each. Data captured in the intermediate matrix was used to generate 60 individual analysis units and were distributed to members of the groups to analyze, with each group analyzing at least six (6) districts. Data on Food Consumption and Livelihood Change outcome indicators as well as contributing factors that affected food security were reviewed and analyzed. The completed files analyzed by the groups were discussed and scrutinized in a plenary for questions, suggestions and comments to improve the work.

These results were subject to quality review and validation by the Regional Technical Committee of the Harmonized Framework (CT-CH) in Saly, from March 14 to 23, 2022. The work was coordinated by CILSS with the support of some technical partners (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, WFP and Save the Children).

Current situation : March-May 2022



Current Situation : March-May 2022

415,000
of persons

= 7.4 % of the analysed population are in crisis and above (Phases 3-5)

Phase 1	4.3 millions of persons
Phase 2	900,000 persons
Phase 3	378,000 persons
Phase 4	37,000 persons
Phase 5	none

Legend

Phase 1 : Minimal	Phase 5 : Famine
Phase 2 : Under pressure	Not analyzed
Phase 3 : Crisis	Partially inaccessible areas
Phase 4 : Emergency	

Determining factors



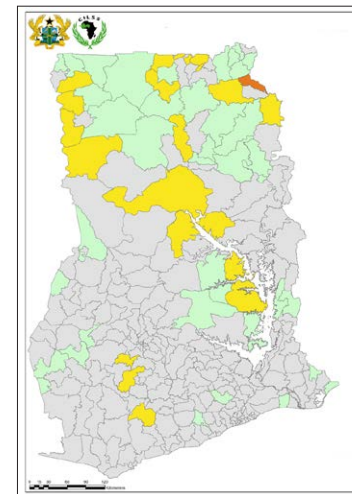
Market dysfunction

Les prix des denrées alimentaires de base en février 2022 sont en hausse par rapport à ceux de l'année dernière et la moyenne des cinq dernières années dans la plupart des marchés.

Climate shocks

Mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Les séquences sèches ont également conduit à un tarissement précoce des mares dans la majeure partie de la bande Sahélienne.

Projected situation : June-August 2022



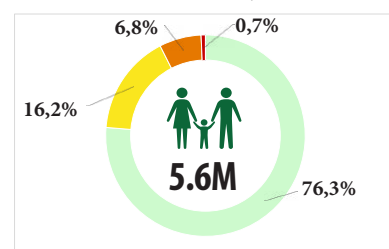
Projected situation : June-August 2022

280,000
of persons

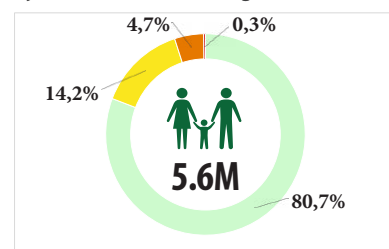
= 5% of the analysed population at risk of crisis and above (Phases 3-5)

Phase 1	4.5 millions of persons
Phase 2	795,000 of persons
Phase 3	263,000 of persons
Phase 4	17,000 of persons
Phase 5	none

Currente situation : March-May 2022



Projected situation : June-August 2022



Recommendations

For action :

- ▶ As a short-term measure, the vulnerable population should be provided with food aid and if possible, those who are not beneficiaries of Government Livelihood Empowerment Against Poverty (LEAP) Programme should be identified and enrolled onto the programme to relieve them of their burden.
- ▶ Provide farmers in vulnerable areas with drought and disease resistant varieties to support their farming activities.
- ▶ Provision of subsidized farm inputs should be targeted towards areas with high proportion of the vulnerable population (Phases 3 and 5 population).

For monitoring :

- ▶ Effort should be made to collect data on contributing factors at the district level in order for the area classification to be a true reflection of the food and nutrition insecurity situation. Data should be submitted early for collation and inputting into the intermediate matrix.
- ▶ Food and nutrition security situation should be prioritised and as such there should be appropriation in the national budget to cater for the organization of National Cadre Harmonisé.
- ▶ Continue to strengthen the capacity of members of the national Cadre Harmonisé (CH) working group.

GUINÉE : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

992 200

personnes soit 8,9 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

1,2 million

de personnes soit 10,9 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 33 zones analysées regroupant environ 992 000 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Ce chiffre pourrait atteindre 1,2 million (dont 20 800 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2022 (Juin-Août 2022).

Les prix des denrées alimentaires sont globalement en hausse par rapport à leur niveau de 2021 en raison de la crise internationale. En perspectives, ces prix pourraient se maintenir voire connaître une hausse en raison de la diminution des stocks paysans en période de soudure.

Des attaques de nuisibles ont été observées au niveau des cultures pérennes et maraichères. La chenille légionnaire d'automne (CLA) demeure une préoccupation majeure sur l'ensemble du territoire national.

Méthodologie

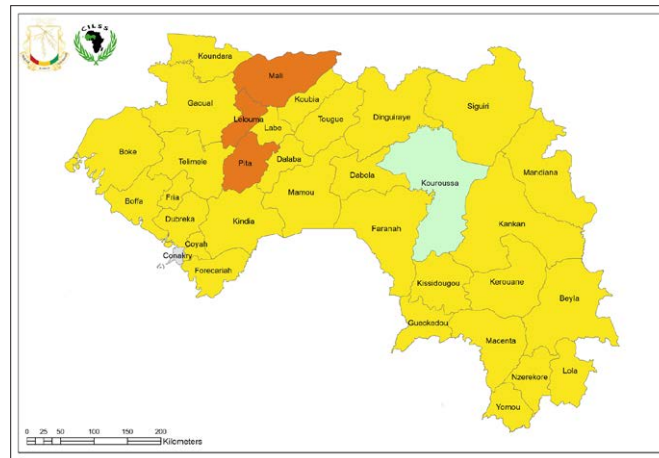
La Cellule Nationale d'Analyse (CNA) : Centralisation des données des services pourvoyeurs pour le renseignement de la matrice intermédiaire en fonction des sources de preuves disponibles, analyser les entités administratives à travers les tableaux du Cadre Harmonisé décrits dans le nouveau manuel CH 2.0 et générer les résultats compilés de l'analyse à travers le tableau résultat.

La CNA était composé des cadres de plusieurs services administratifs pourvoyeurs de données, des Institutions Internationales (PAM, FAO) et les travaux ont été facilités et supervisés par un Expert du CILSS.

Les données exploitées sont issues des : Rapport sur la carte actualisée des zones de moyens d'existence septembre 2016 ; Les résultats de l'enquête mVAM (février 2022) du PAM ; Données des différents services administratifs ; Nutrition : le nombre d'admission CRENAS et CRENAM ; et Proxy intégré mars 2022.

Les analyses nationales ont été facilitées par une équipe restreinte nationale appuyée par des experts régionaux du CILSS, FAO, PAM, ACF et Save the Children. Les résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14-23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

992 200
personnes

= 8,9 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	6,6 millions de personnes
Phase 2	3,6 millions de personnes
Phase 3	983 000 personnes
Phase 4	9 200 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



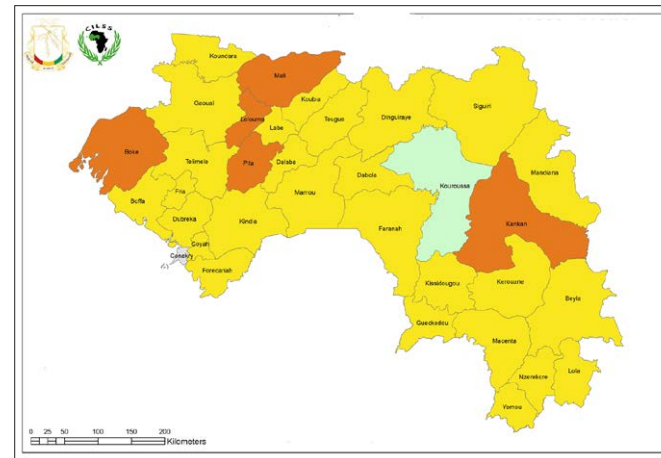
Dysfonctionnement des marchés

Augmentation atypique des prix des denrées de base sur les marchés en raison du renchérissement pour la situation courante et plus tard en période de soudure.

Situation halieutique

Les marchés de poissons sont relativement bien approvisionnés, mais moindre par rapport aux années précédentes suite à la dégradation de l'environnement de pêche artisanale par l'installation des industries minières non loin du littoral et les activités des chalutiers en particulier qui éloignent les poissons des zones traditionnelles de pêche.

Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022

1,2 million
de personnes

= 10,9 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	6,2 millions de personnes
Phase 2	3,8 millions de personnes
Phase 3	1,2 million de personnes
Phase 4	20 800 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

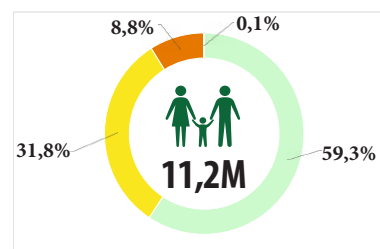
A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires:

- Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 1,2 million de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans le pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence;
- Renforcer la résilience des populations en phase Sous pression pour éviter qu'elles basculent en phase crise ;
- Apporter une assistance urgente aux populations en Crise et plus pour sauver leurs moyens d'existence à travers des concertations pour la mise en place des plans de contingence et de réponse ;
- Mettre à la disposition des structures sanitaires, des intrants nutritionnels pour la prise en charge des enfants malnutris;
- Elargir à tous les partenaires institutionnels en Guinée, les appuis financiers et techniques au fonctionnement des dispositifs de suivi de la SAN à l'instar des sessions d'analyse de la Cellule nationale du CH.

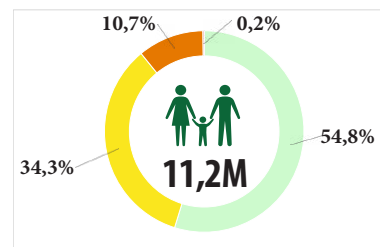
A l'endroit du CILSS

- Continuer à renforcer le programme de formation des membres de la cellule Nationale sur le Manuel CH2.0 ;
- Initier des formations diplômantes au CRA ou en ligne sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) à l'endroit des membres des dispositifs nationaux de suivi de la SAN;
- Mettre en place une séance ad hoc de formation de quelques agents guinéens sur l'établissement de bilans alimentaires.

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



GUINÉE BISSAU : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022



personnes soit 9,9 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022



personnes soit 5,5 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 8 zones analysées regroupant environ 131 500 personnes en besoin d'assistance immédiate (phase 3) en Mars-Mai 2022.

La situation agropastorale est globalement satisfaisante dans l'ensemble du pays. Sur le plan pastoral, l'état du couvert herbacé est satisfaisant dans les régions d'Oio, Cacheu, Quinara, Bombo et Tombali. Dans les régions de Bafata et Gabu, les points d'eau sont en diminution. Ceci a marqué le début de la transhumance de Bafata et Gabu vers les régions d'Oio et Quinara. Sur le plan zoonosanitaire, la situation est calme dans l'ensemble.

Les marchés sont bien approvisionnés et les moyens d'existence sont acceptables avec la bonne commercialisation des noix de cajou de l'année passée. Toutefois, l'accès aux denrées alimentaires de base reste difficile pour une bonne partie des ménages vu les prix élevés sur les marchés).

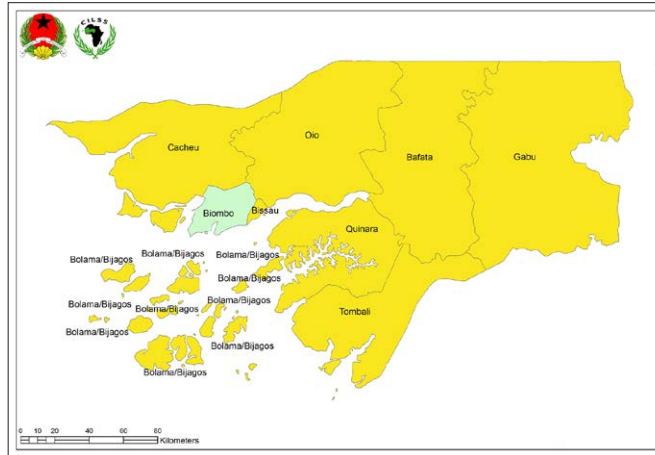
Méthodologie

L'analyse a débuté par une formation sur les procédures de collecte des données et de remplissage de la nouvelle matrice intermédiaire et du nouveau tableur du Cadre harmonisé. Ensuite, les participants ont été regroupés dans les mêmes groupes définis lors de l'exercice passé du mois de novembre 2021. Il n'a pas été possible de recueillir des données au niveau secteur, ce qui a amené les équipes à travailler au niveau région (N1).

Les données des indicateurs des résultats utilisés sont issues des enquêtes SISSAN et Direction de Service des Statistiques Agricoles. Les données des facteurs contributifs proviennent des rapports du GTP, de suivi des marchés du PAM, du suivi des admissions dans les centres de récupération nutritionnelle, et de la protection civile pour les inondations, etc.

Les analyses nationales ont été facilitées par une équipe restreinte nationale appuyée par des experts régionaux du CILSS, FAO, PAM, ACF et Save the Children. Les résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14-23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022



= 9,9 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	847 600 personnes
Phase 2	349 600 personnes
Phase 3	131 500 personnes
Phase 4	aucune
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



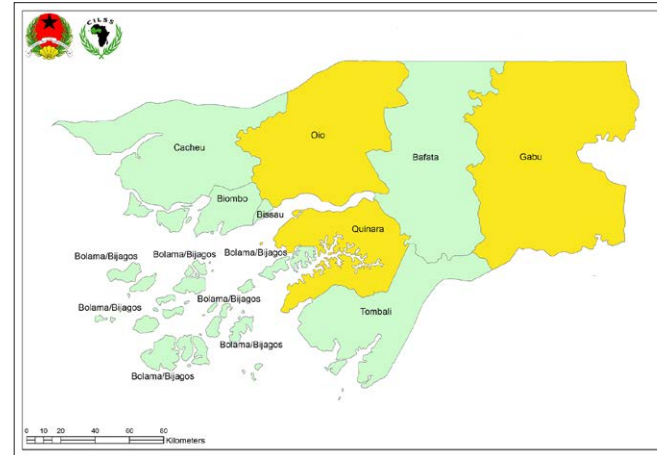
Dysfonctionnement des marchés

Augmentation atypique des prix des denrées de base sur les marchés en raison du renchérissement pour la situation courante et plus tard en période de soudure.

Situation halieutique

Les marchés de poissons sont relativement bien approvisionnés, mais moindre par rapport aux années précédentes suite à la dégradation de l'environnement de pêche artisanale par l'installation des industries minières non loin du littoral et les activités des chalutiers en particulier qui éloignent les poissons des zones traditionnelles de pêche.

Situation projetée : Juin-Août 2022



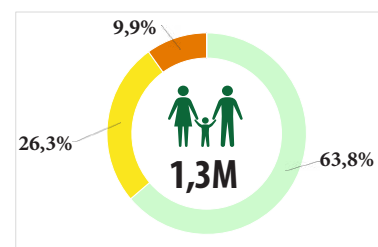
Situation projetée : Juin-Août 2022



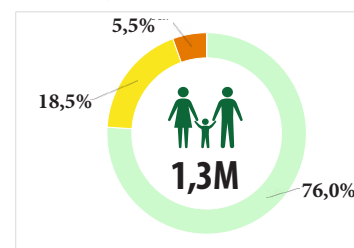
= 5,5 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	1 million de personnes
Phase 2	245 600 personnes
Phase 3	73 000 personnes
Phase 4	aucune
Phase 5	aucune

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Recommandations

A l'endroit du Gouvernement :

- Elaborer un plan national gouvernement/partenaires de réponse aux urgences ;
- Renforcer la surveillance et la lutte contre la progression de chenilles légionnaires et des maladies charbons bactériens et symptomatiques bovine, Fièvre Aphteuse, PPR (peste des petits ruminants), PPA (peste porcine africaine), et la maladie de Newcastle chez les volailles ;
- Intensifier la campagne de production des cultures de contresaison (maraichère et riz irrigué) dans toutes les régions pour renforcer leurs capacités de résilience ;
- Allouer des ressources financières suffisantes au service des statistiques agricoles pour assurer les enquêtes agricoles régulières et enquête de sécurité alimentaire et nutrition en partenariat avec le service national de nutrition ;
- Assurer une meilleure appropriation du SISSAN par le gouvernement afin d'assurer la continuité ;
- Faire une inscription budgétaire pour la prise en charge des futurs cycles d'analyse de CH.

A l'endroit des partenaires régionaux et internationaux

- Soutenir les efforts de l'Etat dans la conduite régulière de l'enquête permanente agricole et le recensement national de l'agriculture et de l'élevage ;
- Contribuer aux appuis techniques et financiers pour assurer la collecte de données régulières et fiables permettant d'améliorer les analyses nationales du Cadre Harmonisé ;
- Appuyer le financement du plan national gouvernement/partenaires de réponse aux urgences ;

MALI : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Octobre-Décembre 2021

1,2 million

de personnes soit 5,4 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

1,9 millions

de personnes soit 8,5 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 62 zones (y compris 6 zones de déplacés internes) analysées regroupent environ 1,2 million de personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Octobre-Décembre 2021. Ce chiffre pourrait atteindre 1,9 million (dont 157 000 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2022 (Juin-Août 2022).

La persistance et/ou l'aggravation de l'insécurité civile au centre, au nord et qui a tendance à s'étendre au sud du pays, continue d'engendrer des mouvements inhabituels de populations, des perturbations des activités socio-économiques (baisse des productions agricoles, enlèvements de bétail, dégâts/pillages de récoltes) et des difficultés d'accès humanitaires et d'accès aux services sociaux de base.

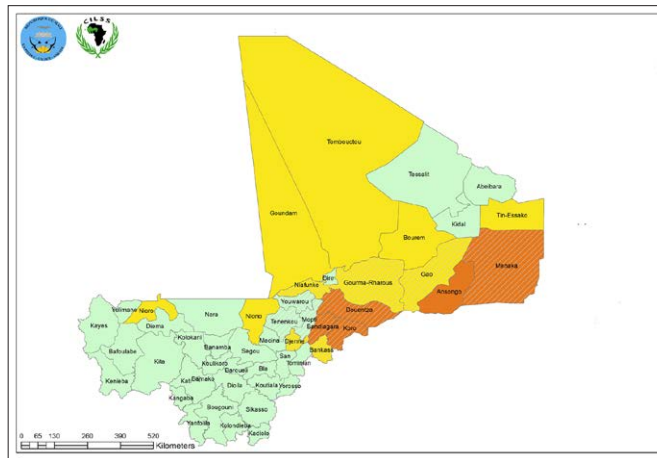
Les perturbations de mouvement des troupeaux à cause de l'insécurité limitent l'accès à certains parcours notamment dans les zones de conflit du centre et du nord du pays où des pertes importantes de bétail sont aussi signalées par vol ; ce qui affecte négativement l'alimentation du bétail et les productions animales. La reprise de la filière coton présage d'un approvisionnement moyen en concentré aliment de bétail. La production de lait est moyenne dans l'ensemble.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses faites en novembre 2021 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par 79 membres (dont 16 femmes et 63 hommes) de la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs, des organisations de la société civile et des organisations du système des Nations Unies (FAO, PAM). Les données prises en compte dans les analyses sont essentiellement issues des Enquêtes sécurités alimentaires, (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages), des analyses d'économie des ménages (HEA), des enquêtes agricoles, suivi des marchés, les données agroclimatiques, les données sur les risques de catastrophe, sur la vulnérabilité, sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité)...

Les analyses nationales ont été facilitées par une équipe restreinte nationale appuyée par des experts régionaux du CILSS, FAO, FEWSNET, PAM et Save the Children. Les résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Banjul, du 15-22 novembre 2021. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, FEWSNET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Octobre-Décembre 2021



Situation courante : Octobre-Décembre 2021

1,2 million
de personnes

= 5,4 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	17 millions de personnes
Phase 2	3,5 millions de personnes
Phase 3	1,1 million de personnes
Phase 4	47 200 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

les prix des céréales évolueront à la hausse par rapport aux moyennes quinquennales. Les marchés à bétail sont bien fournis avec des prix proches de la moyenne. En raison des niveaux élevés des prix des céréales, les termes de l'échange seront défavorables à la grande majorité des pasteurs.



Insécurité civile

La persistance et/ou l'aggravation de l'insécurité civile au centre, au nord et qui a tendance à s'étendre au sud du pays, continue d'engendrer des mouvements inhabituels de populations



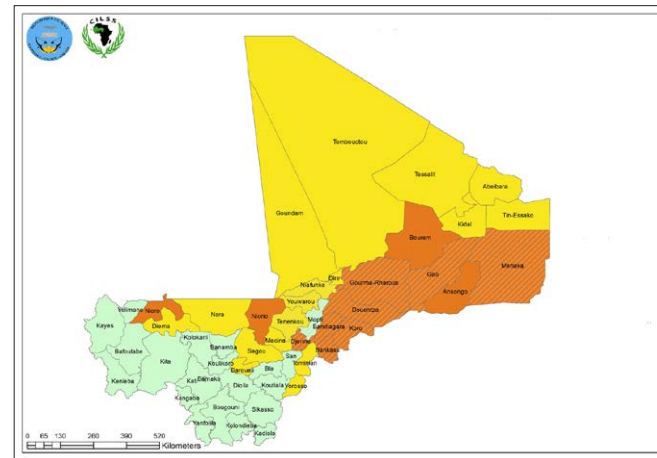
Nombre élevé de déplacés internes

140 000 personnes déplacées internes (PDI) dans le pays fuyant les zones d'insécurité

Chocs climatiques

Les pâturages et les conditions d'abreuvement du bétail sont moyens à mauvais. La biomasse fourragère globalement normale à déficiente, présente des poches d'importants déficits par rapport à la moyenne 1998-2020 particulièrement dans le nord et le Sahel occidental.

Situation projetée : Juin-Août 2022



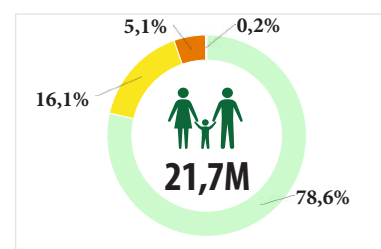
Situation projetée : Juin-Août 2022

1,9 millions
de personnes

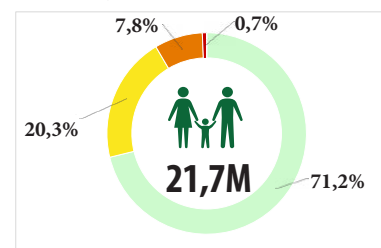
= 8,5 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	15,5 millions de personnes
Phase 2	4,5 millions de personnes
Phase 3	1,7 million de personnes
Phase 4	157 000 personnes
Phase 5	aucune

Situation courante : Octobre-Décembre 2021



Situation projetée : Juin-Août 2022



Recommandations

Actions urgentes :

- Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 1,2 million de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans le pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence et sauver les vies humaines;
- Faciliter l'accès des humanitaires aux zones d'insécurité (Nord de Koulikoro, de Ségou, régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Taoudéni) ;
- Assurer la pérennisation de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle sur l'ensemble du territoire national ;
- Fournir une assistance alimentaire en faveur des 1 981 469 personnes en phase 3 et pire soit 9.13% de la population du pays à la soudure prochaine ;
- Engager des actions de résilience (cash transfert, Vivres Contre Travail, Vivres Contre Actifs, Vivres Contre Formation, reconstitution de cheptel, aménagements de proximités, ...) dans les cercles en insécurité alimentaire (phase sous pression et pire) pour 4 588 987 personnes soit 21,15 % de la population totale du pays ;

A L'ENDROIT DU CILSS ET DE SES PARTENAIRES :

- Poursuivre l'appui financier à l'organisation des ateliers CH ;
- Poursuivre le renforcement des capacités du comité national d'analyse sur la version 2.0 du CH ;
- Poursuivre l'appui technique au comité d'analyse pendant les ateliers CH.

MAURITANIE : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

679 000

personnes soit 15,6 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

879 000

personnes soit 20,2% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 48 zones analysées regroupant environ 679 000 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Cette situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader et atteindre environ 879 000 de personnes en période de soudure (juin-août 2022).

Les cultures sous pluies (Diéri) sont les plus affectées à cause des retards de semis et les pauses pluviométriques répétitives qui ont engendré plusieurs re-semis. Au niveau de l'ensemble des zones agricoles, la situation est plus que préoccupante du fait de la baisse sensible des superficies et du niveau de production attendu qui sera quasi inexistant dans la plupart des zones excepté celles des bandes sud du pays où elle sera faible. Pour les cultures de décrue, même si le taux de remplissage des retenus d'eau est jugé moyen par endroits, les espoirs de récoltes restent de loin inférieures à ceux de l'année dernière.

La situation pastorale du pays est très déficitaire suite aux faibles niveaux de pâturages observés dans la grande partie du pays ce qui a précipité le départ en transhumance vers les rares zones relativement bien fournies. Ceci a eu pour conséquences, un épuisement rapide des réserves fourragères conduisant ainsi à une transhumance transfrontalière précoce et à un recours massif à l'aliment de bétail.

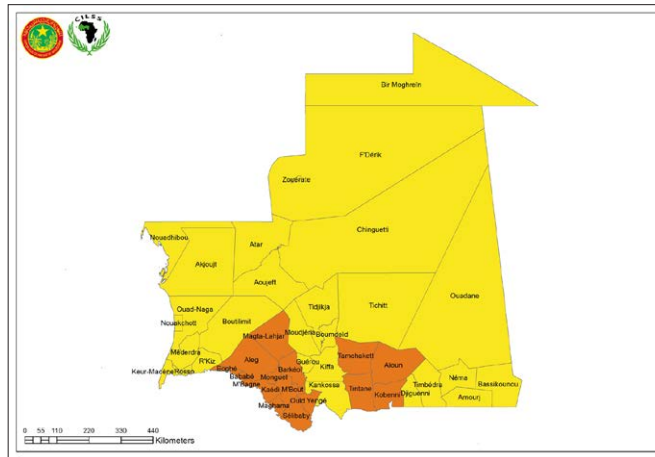
Méthodologie

La session d'analyse de la sécurité alimentaire à travers le Cadre Harmonisé (CH) s'est tenue du 07 au 12 mars 2022 dans la salle de réunion de l'hôtel Azalai à Nouakchott (Mauritanie).

Étaient présents à cet atelier : des représentants des services nationaux et les représentants des partenaires internationaux : le PAM, la FAO, l'UNICEF, l'Action Contre la faim et Oxfam, le CILSS et le PAM.

Les analyses nationales ont été facilitées par une équipe restreinte nationale appuyée par des experts régionaux du CILSS, FAO, PAM, ACF et Save the Children. Les résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14-23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022



679 000
personnes

= 15,6% de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	2,2 millions de personnes
Phase 2	1,3 million de personnes
Phase 3	637 000 personnes
Phase 4	42 500 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



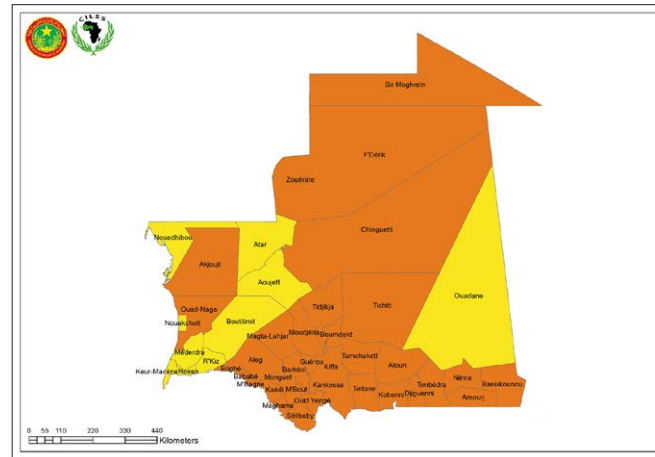
Dysfonctionnement des marchés

Renchérissment des prix des céréales, des viandes et des produits complémentaires. Le blé et des huiles qui connaissent une hausse de plus de 50% par rapport à l'année passée. Ceux du riz local et du sucre enregistrent également des hausses au cours de la même période, mais de moindres ampleurs et se situent dans l'ordre de 20%.

Situation climatique

L'hivernage 2021 s'est caractérisé par une mauvaise répartition spatiotemporelle et un déficit pluviométrique accru dans la majorité des zones du pays. Les cumuls pluviométriques relevés à la fin de l'hivernage indiquent que 81 % des postes suivis présentaient une situation déficitaire comparée à la même période de l'année passée. De même, par rapport à la normale (1991-2020), 78% des postes pluviométriques étaient déficitaires cette année.

Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



879 000
personnes

= 20,2% de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	2,1 million de personnes
Phase 2	1,5 million de personnes
Phase 3	796 000 personnes
Phase 4	84 000 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

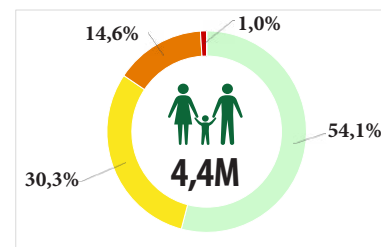
A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires :

- Apporter une assistance aux ménages vulnérables à travers un plan de réponse concerté ;
- Mettre en œuvre des programmes de prévention et de traitement de la malnutrition au niveau des régions les plus affectées ;
- Assurer le suivi rapproché de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale dans les zones à risque ;
- Renforcer les capacités des services pourvoyeurs d'information dans la collecte et l'analyse des données au niveau Moughataa ;
- Prendre les mesures nécessaires pour assurer la tenue des sessions d'analyse du CH hors Nouakchott pour garantir une bonne assiduité des participants ;

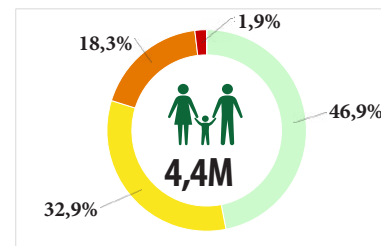
A l'endroit du CILSS

- Continuer et renforcer le programme de formation des membres de la cellule Nationale sur le nouveau Manuel CH2.0

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



NIGER : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

3,4 millions

de personnes soit 13,4 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

4,4 millions

de personnes soit 17,7 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 75 zones (y compris 8 zones urbaines et 16 zones inaccessibles) analysées regroupent environ 3,4 millions de personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Ce chiffre pourrait atteindre 4,4 millions (dont 425 805 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2022 (Juin-Août 2022).

Des déficits céréaliers ont été observés pour les cultures de rente et vivrières. La production céréalière en baisse de 39% par rapport à la campagne agricole 2020-2021 et un déficit de 40% par rapport aux besoins alimentaires des populations.

Au plan pastoral, le bilan fourrager global fait ressortir un déficit de l'ordre de 15 269 916 de Tonnes de Matières Sèches, soit un déficit de 46% des besoins du cheptel résident. Un faible niveau d'approvisionnement des marchés et une hausse généralisée des prix des denrées alimentaires.

Les marchés à bétail sont marqués par une tendance à la hausse des prix du bétail avec des variations entre 1% à 26 % selon les catégories.

Une détérioration de la situation sécuritaire avec des impacts importants sur les moyens d'existence des populations et une perturbation du fonctionnement des marchés dans certaines zones localisées du Bassin du Lac Tchad, Liptako Gourma, nord Tahoua et le sud Maradi.

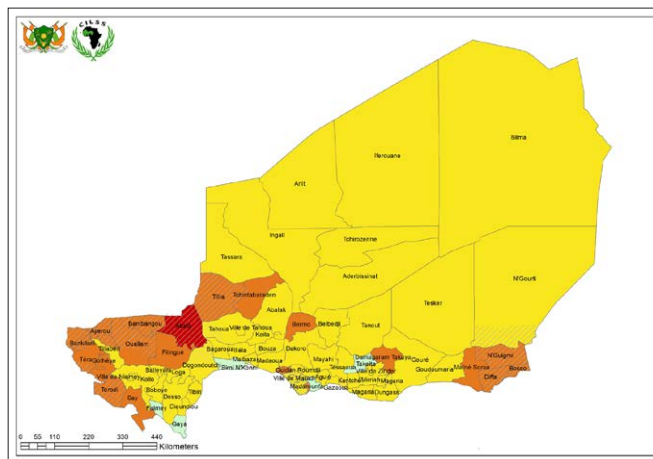
Méthodologie

L'analyse a été faite sur la base de la version 2.0 du cadre Harmonisé par les membres de la cellule Nationale d'analyse du cadre harmonisé constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs nationales et internationales, des organisations de la société civile et du système des Nations Unies (PAM, FAO, UNICEF, MSF). Les données utilisées pour analyser les résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont essentiellement issues des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), le proxy intégré ; les données nutritionnelles (la MAG issue de l'enquête SMART rapide, MAG médiane soudure).

Les analyses ont été facilitées par une équipe des facilitateurs nationaux, appuyées par des experts régionaux du CILSS, FAO, PAM et Save the children.

Les indicateurs issus de l'enquête sites sentinelles de Novembre 2021, sur les résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence) ont été utilisés, en prenant garde de les contextualiser lors d'interprétation et de phasage. Des facteurs contributifs ont été utilisés pour renforcer les analyses : il s'agit des données collectées par les dispositifs d'informations des ministères sectoriels nationaux : (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, rapport données ressources en eau, prix des denrées, fonctionnement des marchés, insécurité, assistances alimentaires, évolutions des admissions MAS etc.).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

3,4 millions
de personnes

= 13,4 % de la population analysée sont en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	15,3 millions de personnes
Phase 2	6,3 millions de personnes
Phase 3	3,1 millions de personnes
Phase 4	220 720 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

La hausse inhabituelle des prix des denrées alimentaires sur pratiquement tous les marchés, détériore davantage le pouvoir d'achat des ménages, notamment très pauvres et pauvres.



Insécurité civile

La situation sécuritaire, dans certaines zones localisées dans le Bassin du Lac Tchad, le Liptako gourma, le Nord de la région de Tahoua et le sud-ouest Maradi qui continue à engendrer le déplacement des personnes



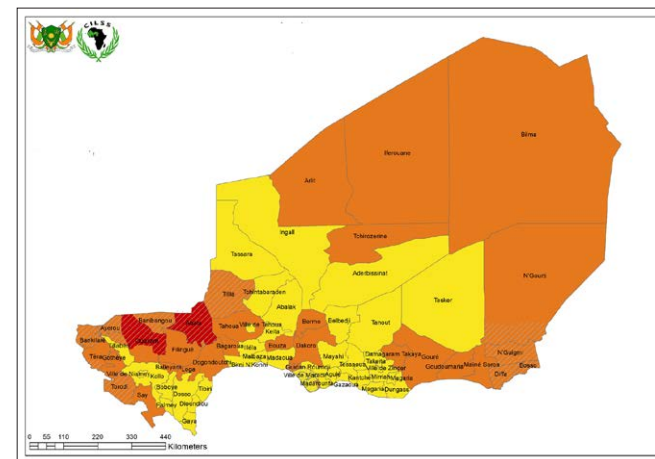
Nombre élevé de déplacés internes

300 000 personnes déplacées internes (PDI) dans le pays fuyant les zones d'insécurité

Chocs climatiques

Les périodes sèches enregistrées durant la campagne agricole 2021 et l'arrêt précoce des pluies, combinées aux facteurs structurels de baisse de la fertilité des sols et la pression des ennemis des cultures ont engendré des déficits aussi bien pour les céréales que les cultures de rente comparées à la campagne précédente et la moyenne quinquennale.

Situation projetée : Juin-Août 2022



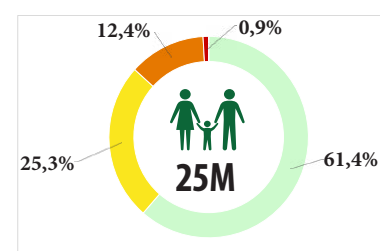
Situation projetée : Juin-Août 2022

4,4 millions
de personnes

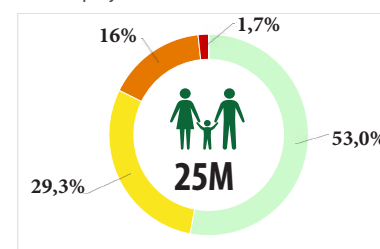
= 17,7 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	13,2 millions de personnes
Phase 2	7,3 millions de personnes
Phase 3	4 millions de personnes
Phase 4	425 805 personnes
Phase 5	aucune

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Recommandations

Actions urgentes :

- Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 4,4 millions de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans le pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence et sauver les vies humaines;
- Renforcer l'opération « vente des céréales à prix modéré » dans les toutes les communes pour atténuer la hausse des prix ;
- Accélérer et renforcer l'approvisionnement des boutiques en aliments bétails, notamment dans les zones pastorales et agropastorales ;
- Renforcer la sécurité et favoriser l'accès des humanitaires aux zones difficiles d'accès (Tillabéri, nord Tahoua, Sud-Ouest Maradi et dans la région de Diffa) ;
- Assurer les interventions de prévention et de prise en charge de la malnutrition ;
- Surveiller et entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire notamment pour les populations en phase « sous pression » et « minimale » pour protéger leurs moyens d'existence,
- Protéger les moyens d'existence des ménages à travers le développement de programme de résilience en faveur des populations vulnérables identifiées sous pression alimentaire,
- Garantir en temps opportun la disponibilité des semences de qualité dans les zones de déficit de production qui pourraient perdre leurs semences de base.

NIGERIA: Cadre Harmonisé Fiche - Acute Food and Nutrition Insecurity Analysis

Current (March – May 2022) and Projected (June – August 2022)



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

CADRE HARMONISE



Key Figures



19.4M

About 19.4 million people including 416,000 IDPs in 21 States and FCT of Nigeria are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2022.

Overview

Main results for zones affected by food and nutrition insecurity in the 21 States and the FCT.

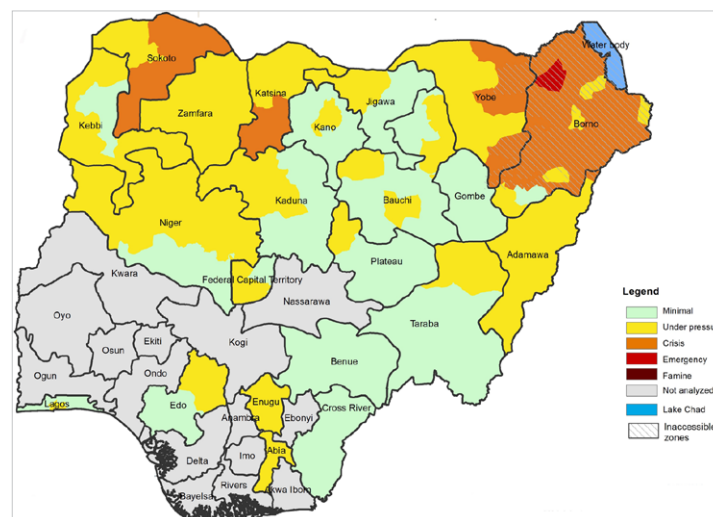
Food Consumption: Decreases in food availability in the post-harvest period arising from depleted stock at household level has led to a deterioration in the level of food consumption compared to October 2021. This situation is exacerbated by high food commodities prices limiting the access to food for the most vulnerable households. In the projected period (June to August, 2022) food consumption is expected to worsen due to possible reduction in household and market stocks and its attendant rise in food prices.

Evolution of Livelihoods: During the current analysis period, most of the households in the analyzed areas adopted crisis-level livelihood coping strategies. This is most common in the insurgency affected states of Adamawa, Borno and Yobe; states experiencing the activities of bandits (Katsina, Sokoto, Zamfara). In the projected period, these areas would most likely resort to the use of deteriorating levels of crisis and/or emergency livelihood coping strategies which might lead to a severe depletion of livelihood assets, unless on-going humanitarian action is sustained (in the areas where they are already in operation) and sustainable intervention explored in the states (where no humanitarian operation exists).

Nutrition: The nutrition situation shows that the prevalence of global acute malnutrition (GAM) for children under five years for the most of the accessible areas of Borno, Yobe and Adamawa States are currently in stress. However, in the inaccessible areas of Borno State, the prevalence of global acute malnutrition has reached very critical levels. This critical situation calls for urgent attention. During the projected situation, the nutritional situation is expected to deteriorate.

Mortality: Results from the CH analysis shows that current mortality in the accessible areas of Borno State is in general between phase 3 and phase 4. In the inaccessible areas of Borno State, the mortality rate is more critical with mortality rates mostly in phase 4.

Current: Acute Food and Nutrition Insecurity | March - May 2022

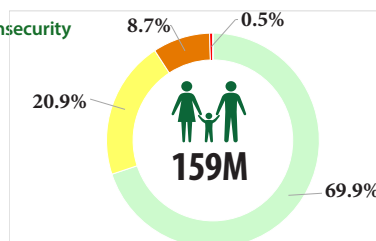


Current: Acute Food and Nutrition Insecurity March - May 2022

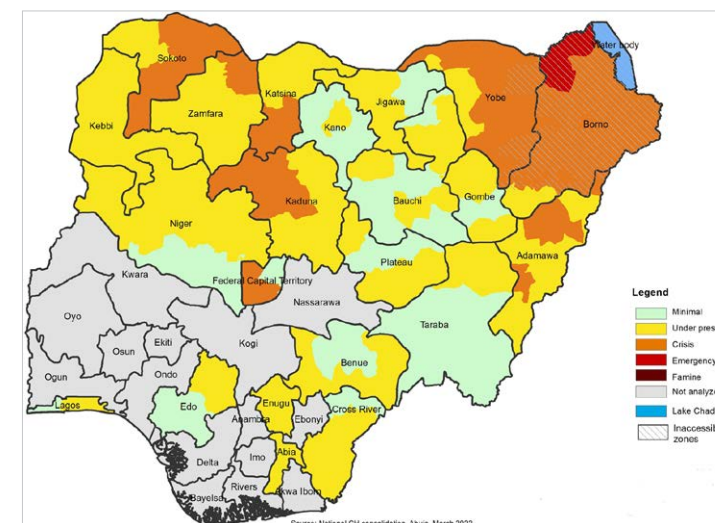


14.4M

About 14.4 million people including 385,000 IDPs in 21 States and FCT of Nigeria are in Crisis (CH Phase 3) or worse through May 2022.



Projected: Acute Food and Nutrition Insecurity | June - August 2022

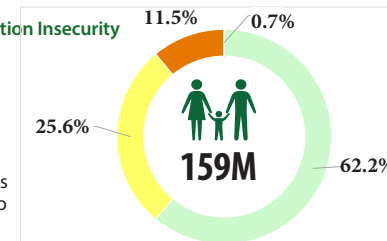


Projection: Acute Food and Nutrition Insecurity June - August 2022



19.4

About 19.4 million people including 416,000 IDPs in 21 States and FCT of Nigeria are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2022.



Key Drivers



Conflict and Insecurity

Insecurity especially insurgency in the north east states, mostly in Borno, Adamawa and Yobe states; armed banditry and banditry in some north west states such as Sokoto, Katsina, Zamfara and Kaduna States, as well as North Central states of Benue and Niger.



High inflation and COVID-19

- High inflation rate as evident in soaring food commodity prices, which could be associated with economic downturn.
- Loss of employment and reduction in household income due to the long-term effect of COVID-19 pandemic.

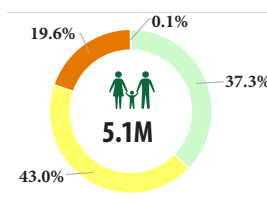
ADAMAWA STATE

CH Classification June - August 2022



1M

About 1 million people in Adamawa are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2022.



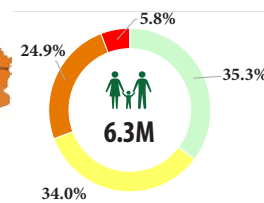
BORNO STATE

CH Classification June - August 2022



1.9M

About 1.9 million people in Borno are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2022.



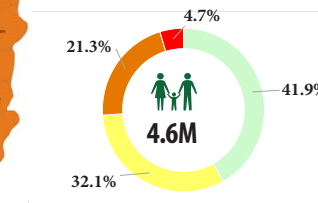
YOBE STATE

CH Classification June - August 2022



1.1M

About 1.1 million people in Yobe are expected to be in Crisis (CH Phase 3) or worse between June and August 2022.



SÉNÉGAL : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

549 000

de personnes soit 3,1 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

881 275

de personnes soit 5 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 45 zones (y compris 4 zones urbaines) analysées regroupant environ 549 000 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Ce chiffre pourrait atteindre 881 275 (dont 720 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2022 (Juin-Août 2022).

La hausse des prix est la cause majeure ayant impactée la consommation alimentaire dans au moins quatorze (14) départements et plus de 20% des ménages ont eu recours à des stratégies de stress pour assurer leur besoin alimentaire.

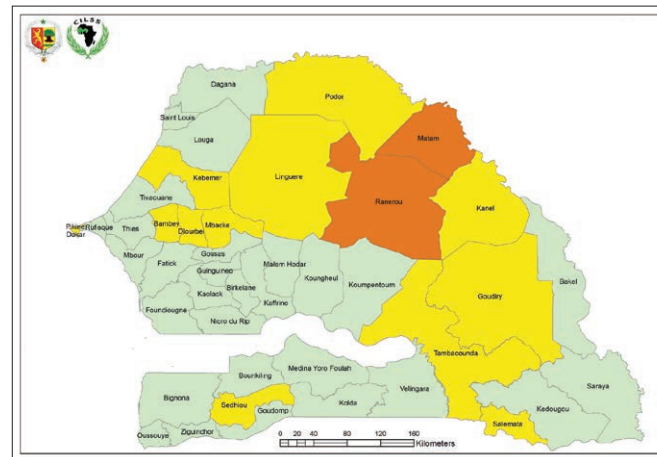
Dans plusieurs départements le bilan fourragère reste déficitaire mais également la production halieutique est en baisse. Ce qui traduit une consommation alimentaire limitée et des impacts négatifs sur les moyens d'existences de beaucoup de ménages.

Méthodologie

Les présents résultats sont issus des analyses décentralisées et nationales faites en Mars 2022 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par 59 membres (dont 12 femmes et 47 hommes) de la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs, des organisations de la société civile et des organisations du système des Nations Unis (FAO, PAM). Les données prises en compte dans les analyses sont essentiellement issues des Enquêtes de sécurité alimentaire (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages), des analyses d'économie des ménages (HEA), des données de dépistages sur la malnutrition (MUAC), le suivi des marchés agricoles et de bétails, les données agroclimatiques, les données sur les risques de catastrophe, sur la vulnérabilité, sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité).

Les analyses nationales ont été facilitées par une équipe restreinte nationale appuyée par des experts régionaux du CILSS, FAO, PAM, ACF et Save the Children. Les résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14-23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

549 000
de personnes

= 3,1 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	14,1 millions de personnes
Phase 2	3,1 millions de personnes
Phase 3	549 000 personnes
Phase 4	720 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



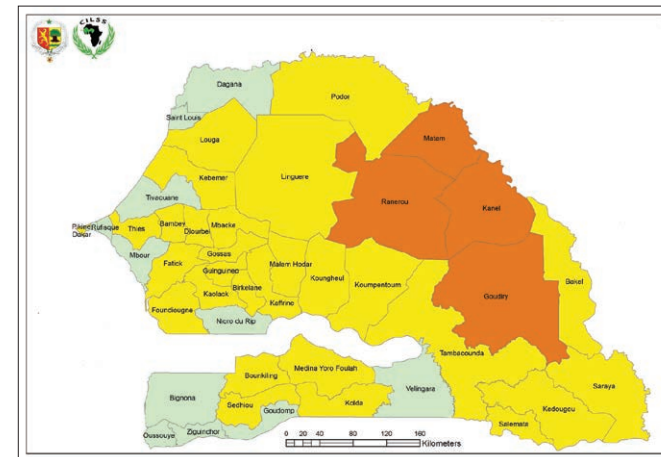
Dysfonctionnement des marchés

Des hausses des prix des céréales et des échanges commerciaux perturbés par les résidus des effets de la pandémie de la COVID-19.

Chocs climatiques

Des déficits pluviométriques enregistrés dans plusieurs zones a occasionné un bilan fourragère négatif ayant entraîné une baisse du pâturage herbacé. On note également un déplacement précoce des animaux vers les zones d'accueil.

Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022

881 275
de personnes

= 5 % de la population analysée risque d'être en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Phase 1	12,9 millions de personnes
Phase 2	3,9 millions de personnes
Phase 3	873 000 personnes
Phase 4	8 900 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit du Gouvernement :

- Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 549 000 personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans le pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence et sauver les vies humaines;
- Conduire une enquête afin de pouvoir cibler et assister les ménages qui sont en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
- Protéger les moyens d'existence des ménages à travers le développement de programme de résilience ;
- Planifier de façon participative avec les bénéficiaires les activités de renforcement des moyens d'existence ;
- Organiser des sessions de renforcement de capacité pour les membres de la cellule nationale du cadre harmonisé, afin de leur permettre d'être plus familier avec le manuel 2.0.

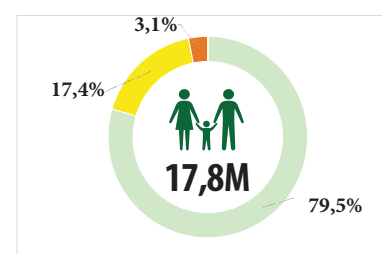
A l'endroit des partenaires

- Accompagner l'Etat dans la conduite d'une enquête qui va permettre de cibler et assister les ménages qui sont en situation d'insécurité alimentaire ;
- Assister les ménages pauvres et très pauvres des zones où il y a des populations en crise afin d'apporter des appuis différenciés et ciblés ;

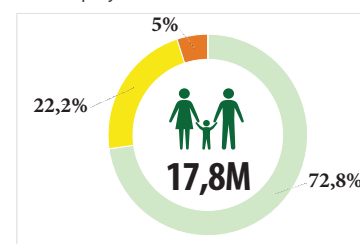
A l'endroit du CILSS

- Contribuer au renforcement des membres des CNA-CH sur le manuel 2.0, à travers des sessions de formation.

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



SIERRA LEONE : FOOD AND NUTRITION SITUATION



CADRE HARMONISÉ

Key figures

Current situation :
March-May 2022

1.2 Million

of people, which 14.3% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Projected situation :
June-August 2022

1.6 Million

of people, which 18.7% of the population analyzed in crisis or worse (Phases 3-5)

Key figures

The 16 areas analyzed contain approximately 1.2 million of people in need of immediate assistance (phases 3-5) in March-May 2022. Wich can increase to 1.6 million of people in lean season (June-August 2022).

In Sierra Leone the Food and Nutrition situation is fairly stable with moderate to medium availability of locally produce main staple food stuff such as rice, cassava, sweet potato, maize, fish, meat, palm oil and vegetables in the market throughout the year depending on the seasonality of crops.

Currently, the country is experiencing serious microeconomic challenge due to spontaneous increase in food prices, fuel, transportation and other essential and non-essential commodities due to inflation and high exchange rate, which has adversely affected the food and nutrition security situation.

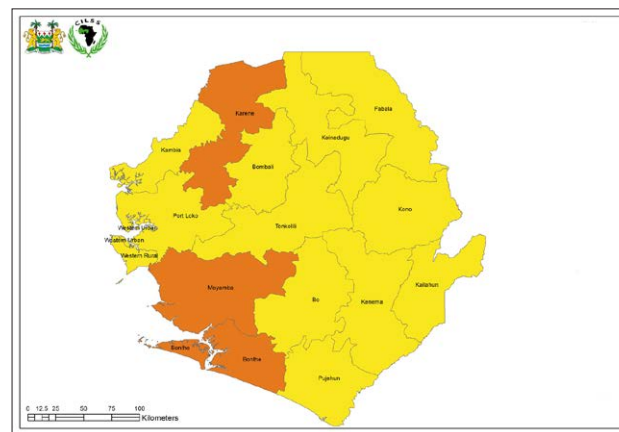
Sierra Leone annually requires nearly 1,127,366 (Mt) of milled rice, (2021) to feed its population. The cost of rice in Sierra Leone rose by over 36.08 percent between 2021 –2022. Most Sierra Leoneans rely on remittances sent from relatives working abroad to soften the shock from the high food and other commodity prices. The worst affected are low-income households earners in rural communities.

Methodology

The methodology adapted and used for this round of analysis is the new version 2.0 of the CH manual with an excel base tool. The analysis includes the data inventory, data analysis considering level of administration and reliability scores as per the harmonized framework new manual. Participants in the analysis included representatives of Government agencies, partners, and NGOs at the country level. Data presented were, analyzed and reviewed by the group as well as the contributing factors that have impacted on the food security situation (current and projected). There was consensus building among the group members on the classification, phasing and estimation of population. The main limitation is the availability of mortality and stock data. The national analysis was conducted from 07 to 11 march 2022 in Freetown by 28 participants (10 women and 18 men).

These results were subject to quality review and validation by the Regional Technical Committee of the Harmonized Framework (CT-CH) in Saly, from March 14 to 23, 2022. The work was coordinated by CILSS with the support of some technical partners (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, WFP and Save the Children).

Current situation : March-May 2022



Current Situation : March-May 2022

1.2 million of persons	Phase 1 4.4 millions of persons
	Phase 2 3.1 millions of persons
	Phase 3 1.2 million of persons
= 14.3 % of the analysed population are in crisis and above (Phases 3-5)	Phase 4 16, 900 persons
	Phase 5 none

Legend	
Phase 1 : Minimal	Phase 5 : Famine
Phase 2 : Under pressure	Not analyzed
Phase 3 : Crisis	Partially inaccessible areas
Phase 4 : Emergency	

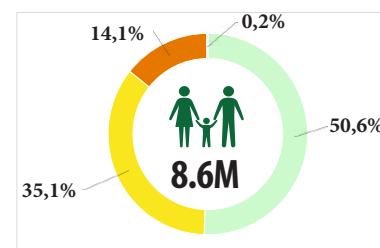
Determining factors



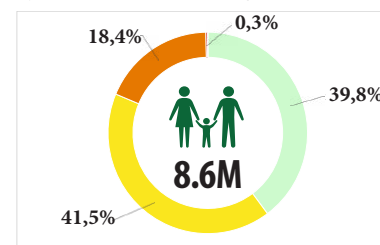
Market dysfunction

Sierra Leone has experienced an increase in inflation and a depreciation of its currency over the past five years, to a great extent due to its high dependency on food imports despite a gross domestic product (GDP) mostly comprised by agricultural activity. As local production increases, households, especially those engaged in farming are now redirecting their consumption patterns to mostly local rice produced to meet their food needs. However, reliance on imported rice and market purchase is still a strong force to reckon with. The supply of major commodities is generally satisfactory in most markets across the country due to the positive production trend for rice and the regular import flows.

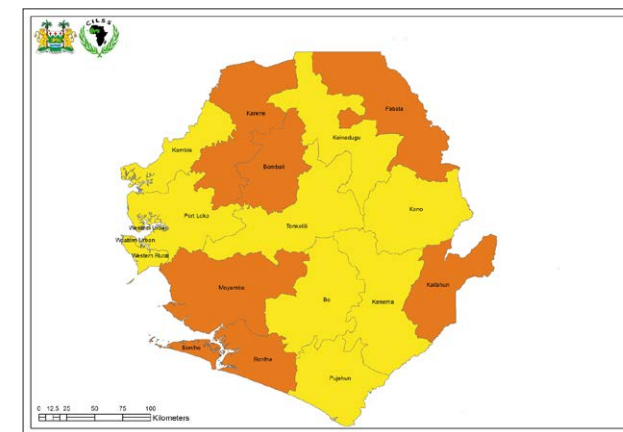
Current situation : March-May 2022



Projected situation : June-August 2022



Projected situation : June-August 2022



Projected situation : June-August 2022

1.6 million of persons	Phase 1 3.4 millions of persons
	Phase 2 3.6 millions of persons
	Phase 3 1.6 million of persons
= 18.7% of the analysed population at risk of crisis and above (Phases 3-5)	Phase 4 26, 400 of persons
	Phase 5 none

Recommendations

SIERRA LEONE GOVERNMENT

- Provide immediate assistance to save lives and protect livelihood of people in Phase 3 to 5;
- Revitalize the Early Warning System;
- Strengthen national agricultural survey to better inform decisions and policy makers;
- Budget line should be created in the country budgetary allocation every year for data collection and CH analysis;
- Strengthen Sierra Leone capacities in the area of Early Warning Systems and Food Security Monitoring. This is required for Ministry of Agriculture and Forestry (MAF) to facilitate the production of timely and reliable agricultural data;

TECHNICAL AND FINANCIAL PARTNERS

- Provide financial support for data collection, CH analysis and capacity building of the National Cell;
- Provide support to the government for the implementation of immediate assistance and safety net programmes to support the Population in Phase 2 and 3 to 5;

CILSS

- Continue to provide technical support to Sierra Leone as well as capacity building for the National Cell;
- Advocate for the prioritization of the CH analysis in the Country.

TCHAD : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

1,3 million

de personnes soit 8,2 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

2,1 millions

de personnes soit 13,3 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 69 zones analysées regroupent environ 1,3 million de personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Ce chiffre pourrait atteindre 2,1 millions (dont 101 300 personnes en urgence) si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2022 (Juin-Août 2022).

Une baisse de la production agricole par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale respectivement de 9,09% et 9,14%. Cette baisse est enregistrée dans la plupart des provinces mais touche sévèrement les provinces du Sahel Ouest (Lac, Kanem, BÉG et le Hadjer Lamis), soit -46% par rapport à 2020/2021 et -21,7% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Un bilan céréalier dégageant un déficit net de 308 960 tonnes avec une disponibilité apparente de 141 Kg/pers/an, soit un déficit de 17,3kg/pers/an.

Une rareté de la biomasse est observée dans la majorité des provinces pastorales à cause de la mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Cette situation a entraîné une soudure pastorale précoce et pourrait être assez longue et très difficiles dans les zones déficitaires.

Les prix des denrées alimentaires de base en février 2022 sont en hausse par rapport à ceux de l'année dernière et la moyenne des cinq dernières années dans la plupart des marchés.

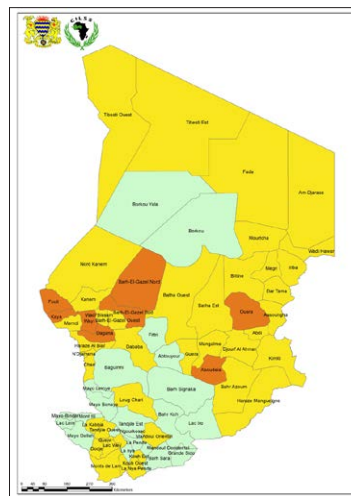
Méthodologie

Les présents résultats sont issus de l'analyse qui s'est déroulée du 07 au 13 Mars 2022 sur la base de la version 2.0 du Cadre Harmonisé (CH) par une cinquantaine de membres de la cellule nationale d'analyse (CNA) dont six (06) femmes.

Les données ayant servi à l'analyse ont été préalablement centralisées par la cellule nationale d'analyse. Il s'agit des données sur les résultats de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA), de l'analyse des résultats HEA, des proxys caloriques, des productions agricoles, de l'analyse IPC, de l'Enquête Smart, du suivi des marchés, des rapports de missions de suivi de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale, les rapports des points focaux provinciaux du SISAAP et les estimations des populations. Ces données collectées auprès des services pourvoyeurs d'informations, des Organisations non gouvernementales et des agences des nations unies ont servi au remplissage de la matrice intermédiaire.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14 au 23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

2,4 millions
de personnes

= 8,2 % de la population
analysée sont en situation
de crise ou pire (Phases
3-5)

Phase 1	11,5 millions de personnes
Phase 2	3 millions de personnes
Phase 3	1,3 million de personnes
Phase 4	36 000 personnes
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



Dysfonctionnement des marchés

Les prix des denrées alimentaires de base en février 2022 sont en hausse par rapport à ceux de l'année dernière et la moyenne des cinq dernières années dans la plupart des marchés.

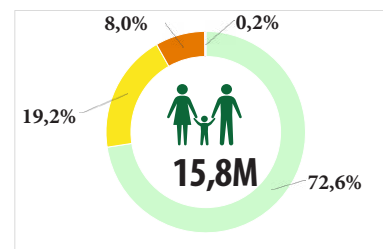


Nombre élevé de déplacés internes
400 000 personnes déplacées internes (PDI) dans le pays fuyant les zones d'insécurité.

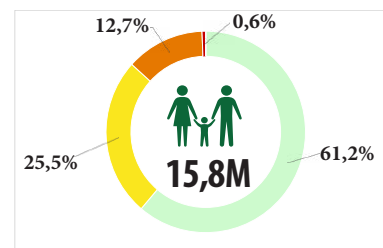
Chocs climatiques

Mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Les séquences sèches ont également conduit à un tarissement précoce des mares dans la majeure partie de la bande Sahélienne.

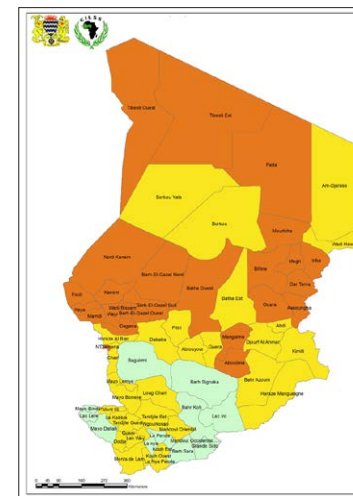
Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022

3,5 millions
de personnes

= 13,3 % de la population
analysée risque d'être en
situation de crise ou pire
(Phases 3-5)

Phase 1	9,7 millions de personnes
Phase 2	4,1 millions de personnes
Phase 3	2 millions de personnes
Phase 4	101 300 personnes
Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit de l'ÉTAT et ses Partenaires Techniques et Financiers :

► Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 3,5 millions de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en phase de crise ou pire dans le pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence et sauver les vies humaines;

► Elaborer un Plan National des Réponses pour :
- Apporter une assistance alimentaire aux populations en phase de crise et d'urgence par des programmes de transfert monétaire, des ventes à prix modérés et d'aides alimentaires gratuites ;
- Prévenir et prendre en charge les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes malnutries ;
- Entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et aussi pour les populations en phase sous pression et minimale pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Appuyer les éleveurs en compléments alimentaires bétail et intrants vétérinaires dans les zones déficitaires.

A l'endroit du CILSS et des partenaires :

► Continuer à renforcer les capacités techniques des membres de la cellule nationale d'analyse du Cadre Harmonisé ;

► Continuer à appuyer techniquement la Cellule Nationale d'Analyse pour la mise en œuvre des cycles d'analyse (coaching et facilitation).

TOGO : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



CADRE HARMONISÉ

Chiffres clés

Situation courante :
Mars-Mai 2022

337 000

personnes soit 5,7 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Situation projetée :
Juin-Août 2022

390 000

personnes soit 6,6 % de la population analysée en situation de crise ou pire (Phases 3-5)

Points saillants

Les 37 zones analysées regroupent environ 337 000 personnes en besoin d'assistance immédiate (phases 3-5) en Mars-Mai 2022. Ce chiffre pourrait atteindre 390 000 si aucune assistance n'est mise en œuvre pendant la période de soudure 2022 (Juin-Août 2022).

La petite saison est marquée par un début normal avec de courtes séquences sèches, une fin tardive et une bonne répartition pluviométrique.

La production des céréales de la campagne agricole 2021-2022 est en hausse de **3,55%** par rapport à la campagne agricole 2020/2021 et de **5,46%** comparativement à la moyenne quinquennale. Principalement pour le maïs (principale denrée de base), sa production est en hausse de **4,97%** par rapport à la campagne passée.

La production des racines et tubercules est en hausse de **3,12%** par rapport à la campagne agricole passée et en hausse de **10,91%** comparativement à la moyenne quinquennale. Quant aux légumineuses et les oléagineux, leur production est en hausse de **15,15%** par rapport à la production de l'année dernière et une hausse de **46,09%** comparativement à la moyenne quinquennale.

Les prix des denrées alimentaires pour la campagne 2021-2022 sont globalement en hausse par rapport à la campagne passée et à la moyenne quinquennale (allant dans l'intervalle de 20 à plus de 50%).

Méthodologie

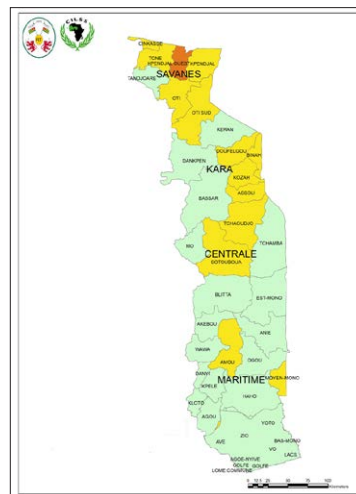
L'atelier du Cadre Harmonisé (CH) s'est tenu du 28 Février au 04 Mars 2022 à l'hôtel les Merveilles de Kpalimé. Cette analyse s'est essentiellement basée sur les indicateurs de résultats issus de l'enquête de suivi des chaînes d'approvisionnement alimentaire, des moyens de subsistance (agricoles) et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle financé par la FAO et le PAM.

La plupart des données des facteurs contributifs proviennent des rapports de suivi de la campagne 2021-2022 des structures du Groupe de Travail Pluridisciplinaires (GTP) ou d'autres organes nationaux similaires (DSID, SIM, Météo, Nutrition, ANPC...).

Les analyses ont été menées par la Cellule Nationale rassemblant les experts nationaux provenant des structures étatiques et non étatiques, à travers des travaux de groupes alternés par des sessions en plénière pour présenter les analyses parcellaires afin d'apprécier progressivement la qualité des analyses. La facilitation des travaux a été assurée par les facilitateurs nationaux de niveau 2.

Ces résultats ont fait l'objet de revue de qualité et de validation par le Comité Technique Régional du Cadre Harmonisé (CT-CH) à Saly, du 14 au 23 mars 2022. Les travaux ont été coordonnés par le CILSS avec l'appui de certains partenaires techniques (ACF, EC-JRC, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation courante : Mars-Mai 2022

337 000
personnes

= **5,7 % de la population**
analysée sont en situation
de crise (Phases 3)

Phase 1	4,4 millions de personnes
Phase 2	1,2 million de personnes
Phase 3	337 000 personnes
Phase 4	aucune
Phase 5	aucune

Légende

Phase 1 : minimale	Phase 5 : famine
Phase 2 : sous pression	Non analysé
Phase 3 : crise	Zones partiellement inaccessibles
Phase 4 : urgence	

Facteurs déterminants



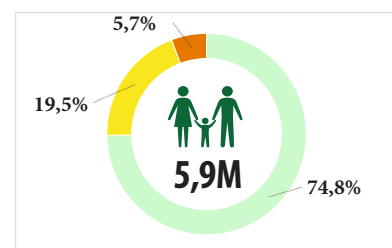
Dysfonctionnement des marchés

la flambée des prix des produits de première nécessité. Bien qu'il y ait une reprise des activités commerciales, les prix des produits agricoles restent élevés par rapport à l'année passée et à celle de la moyenne des 5 dernières années.

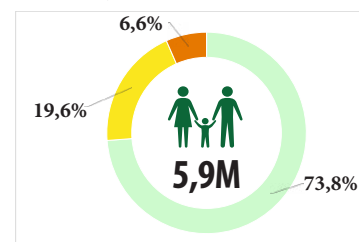
COVID-19

Les mesures de lutte contre la propagation de la pandémie à Covid-19, ont exacerbé les conditions de vies des ménages ruraux et urbains. L'avènement de cette pandémie de Covid-19 a provoqué le ralentissement voire l'arrêt des activités économiques

Situation courante : Mars-Mai 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022



Situation projetée : Juin-Août 2022

Situation projetée : Juin-Août 2022

390 000
personnes

= **6,6 % de la population**
analysée risque d'être en
situation de crise (Phase 3)

Phase 1	4,3 millions de personnes
Phase 2	1,2 millions de personnes
Phase 3	390 000 personnes
Phase 4	aucune
Phase 5	aucune

Recommandations

A l'endroit de l'ÉTAT et ses Partenaires Techniques et Financiers :

- ▶ Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence pour assister les 390 000 personnes en crise alimentaire et nutritionnelle dans le pays afin d'éviter l'érosion totale des moyens d'existence;
- ▶ Prendre des mesures idoines pour :
 - le suivi et la gestion des zones vulnérables à travers la mise en place d'un plan national de réponse basé sur l'analyse du cadre harmonisé ;
 - la gestion de la production nationale (surtout dans les zones de fortes productions).

A l'endroit du CILSS et des partenaires :

- ▶ Appuyer le Togo dans la mise place du plan national de réponse et la prise en charge des personnes vulnérables;
- ▶ Accompagner d'avantage le pays dans la collecte des données de SAN tant sur le plan technique que financier.

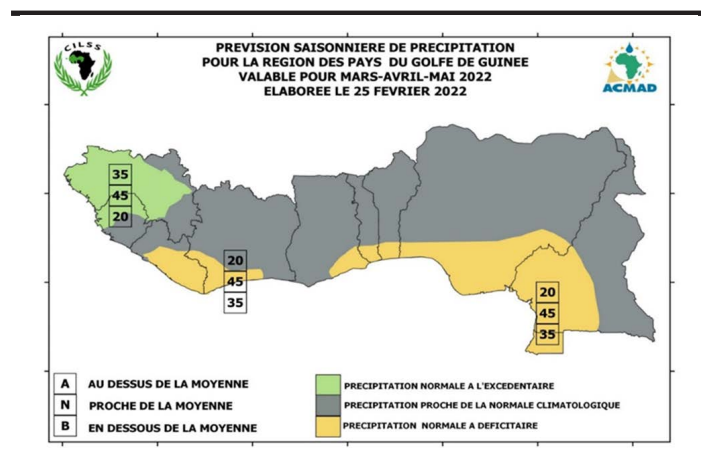
7. PERSPECTIVES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES 2022/2023

7.1. Perspectives climatiques saisonnières de la région

7.1.1. Cumuls pluviométriques pour la grande saison des pluies des Pays du Golfe de Guinée

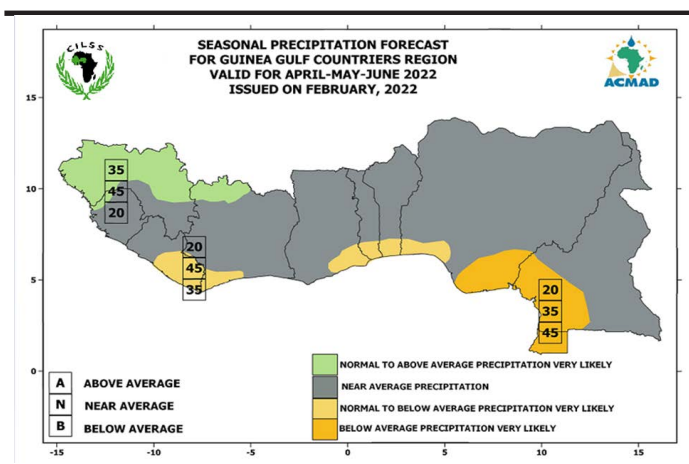
Pour la période Mars-Avril-Mai 2022, Il est attendu des cumuls pluviométriques moyens à déficitaires sur le sud-ouest du Cameroun, le sud du Nigéria, du Togo, du Bénin, le Sud-est du Ghana, le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire et sur le Libéria. Par contre, au Nord-ouest de la Sierra Léone et sur le Centre Ouest de la Guinée des cumuls pluviométriques moyens à excédentaires sont très probables.

Figure 37 : Préviction des cumuls de précipitations pour la période de Mars-Avril-Mai 2022 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée.



Pour la période Avril-Mai-Juin 2022, Il est attendu des cumuls pluviométriques déficitaires à moyens sur le Sud-ouest du Cameroun et le Sud-est du Nigéria ; moyens à déficitaires sur le Sud-ouest du Nigéria, le sud du Togo, du Bénin, le Sud-est du Ghana, le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire et le Centre-est du Libéria. Par contre, des quantités de pluies équivalentes aux moyennes ou excédentaires sont probables sur l'extrême Ouest de la Sierra Léone, le littoral et le Nord de la Guinée et l'extrême Nord de la Côte d'Ivoire.

Figure 38: Préviction des cumuls de précipitations pour la période d'Avril-Mai-juin 2021 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée.



7.1.2. Cumuls pluviométriques pour les zones sahélienne et soudanienne

Pour la période de Juin-Juillet-Août 2022, des précipitations normales à excédentaires sont attendues sur la majeure partie de la bande sahélienne, allant des îles du Cap vert /Côtes Sénégalaises jusqu'au Tchad.

Par contre, sur la région du Golfe de Guinée des précipitations normales à déficitaires sont attendues sur la partie littorale Sud de la Sierra Leone, sur le Liberia et sur le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire, pendant que, des précipitations déficitaires à normales sont attendues Sur le Sud-est du Nigéria et Sud-ouest du Cameroun.

Pour la période de Juillet-Août-Septembre 2022, des précipitations excédentaires à normales sont attendues sur la majeure partie de la bande sahélienne s'étalant des îles du Cap Vert/ Côtes Sénégalaises jusqu'au Tchad.

Néanmoins, sur la région du Golfe de Guinée, des précipitations normales à déficitaires sont attendues sur le Sud-est du Nigéria.

Figure 39: Prédiction des cumuls pluviométriques pour la période de Juin-Juillet-Août 2020 dans les zones sahéliennes et soudaniennes

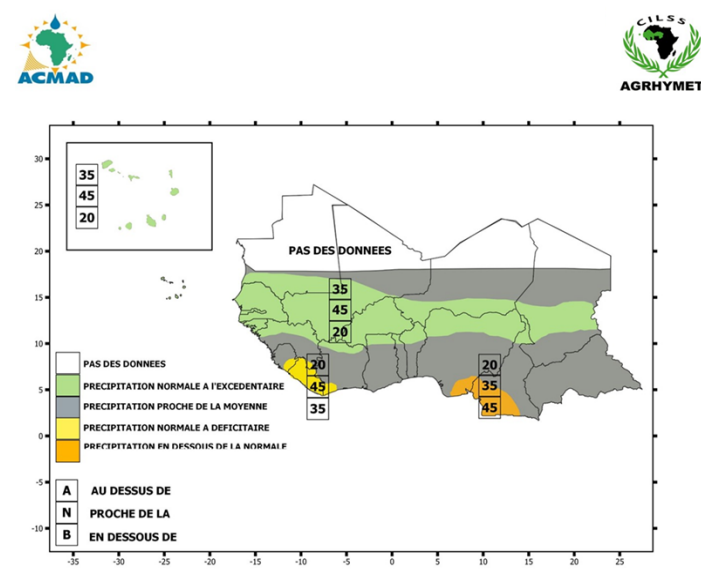
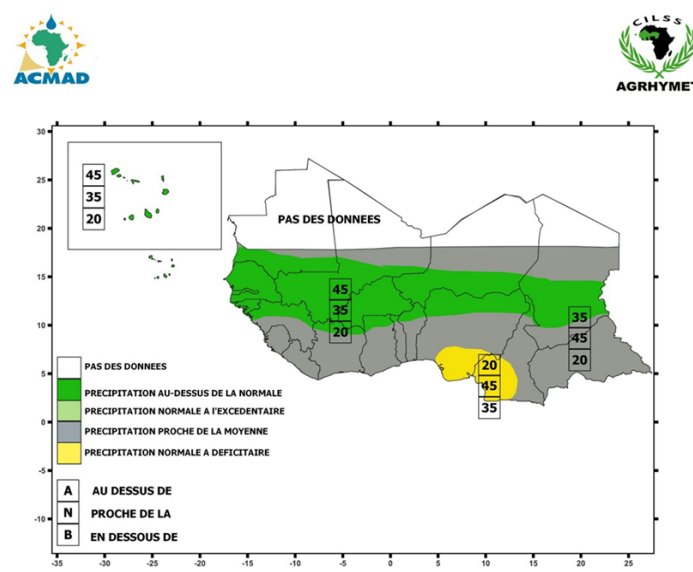


Figure 40: Prédiction des cumuls pluviométriques pour la période de Juillet-Août-Septembre 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes.



7.2. Perspectives agro-climatiques de la région

7.2.1. Prédiction Saisonnière des caractéristiques Agro-Climatiques pour la grande saison des pluies des Pays du Golfe de Guinée

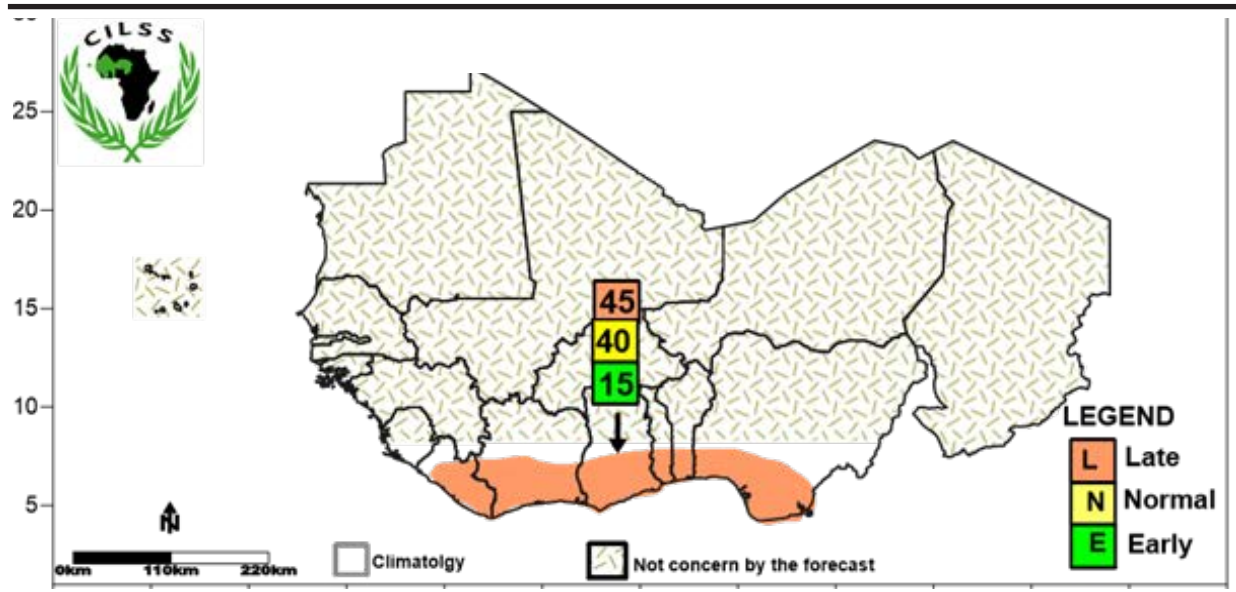
Pour la grande saison des pluies de 2022 dans les pays du Golfe de Guinée, il est attendu des quantités de pluies globalement moyennes à déficitaires ; un démarrage tardif de la saison des pluies ; des dates de fin de saison à tendance normale ; des séquences

sèches longues après le démarrage de la saison et des écoulements à tendance globalement déficitaire ou moyenne dans les bassins côtiers.

7.2.1.1. Dates de début de saison

Les dates de début de saison seront probablement tardives à normales sur le sud des pays du Golfe de Guinée, notamment sur les littoraux du Liberia, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria.

Figure 41: Prédiction des dates de début de la grande saison des pluies 2022 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée. Comparaison faite aux dates moyennes de début de saison sur la période 1991-2020.



7.2.1.2. Durées des séquences sèches en début et vers la fin de la saison

Au démarrage de la saison agricole, les durées des séquences sèches seront probablement longues à équivalentes aux moyennes sur le sud-est de la Côte d'Ivoire, le Sud du Ghana, du Togo, du Bénin et l'extrême sud-ouest du Nigeria.

Pour la deuxième moitié de la saison agricole, l'incertitude dans les indicateurs des séquences

sèches n'a pas permis de distinguer les probabilités des différentes catégories. Aussi, une équiprobabilité de chances pour les séquences sèches longues, courtes ou normales est considérée sur la bande côtière allant du sud-est de la Côte d'Ivoire au sud-ouest du Nigeria et passant par le Ghana, le Togo et le Bénin.

Figure 42: Préviction de la durée des séquences sèches maximales en début de la grande saison des pluies 2022 dans les pays du Golfe de Guinée.

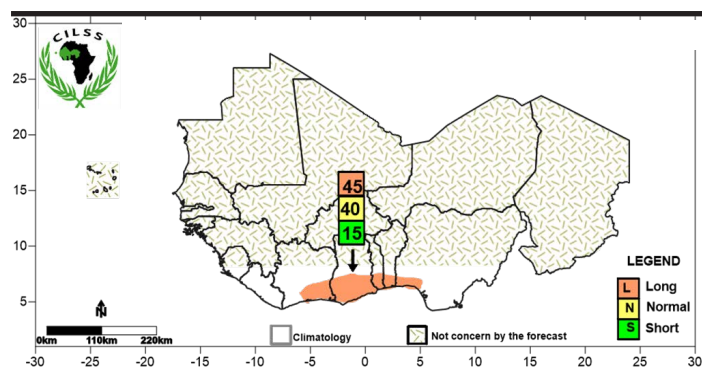
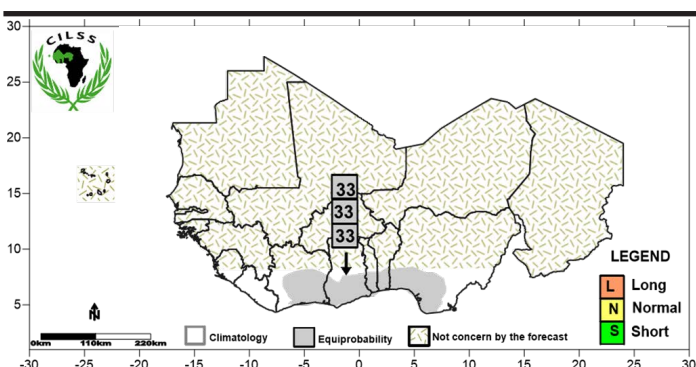


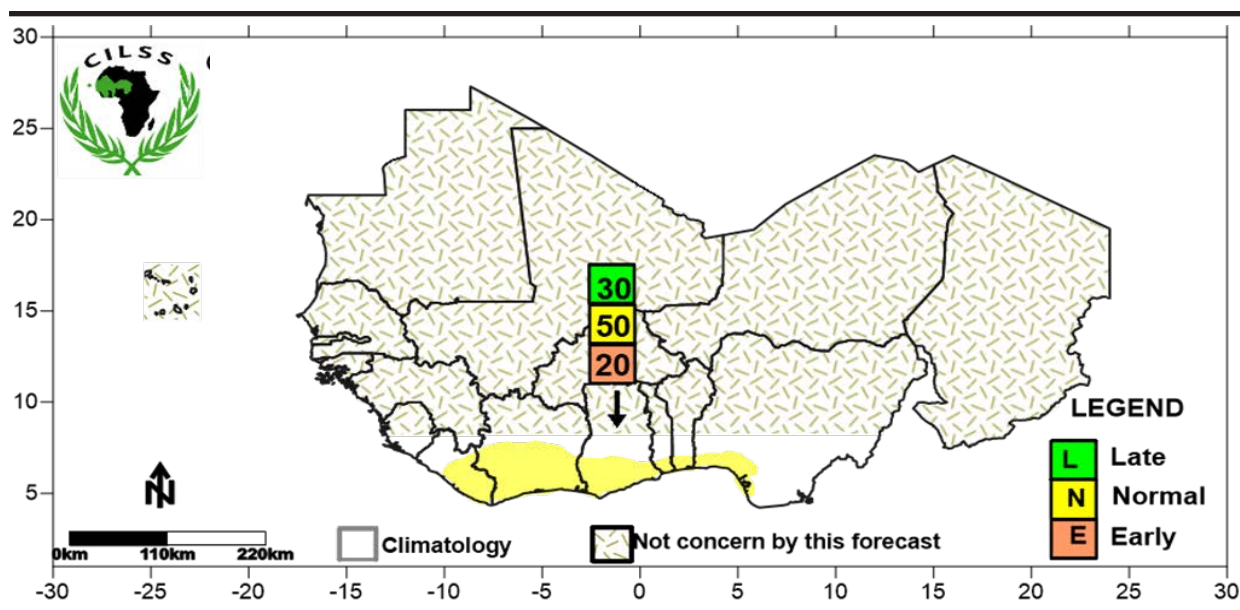
Figure 43: Préviction de la longueur des séquences sèches vers la fin de la grande saison des pluies 2022 dans les pays du Golfe de Guinée.



7.2.1.3. Dates de fin de saison

Des dates de fin de saison agricole normales à tardives sont attendues sur la bande sud des pays du Golfe de Guinée, particulièrement sur le Sud du Liberia, la moitié sud de la Côte d'Ivoire, et les parties littorales du Ghana, du Togo, du Bénin et de l'ouest Nigeria.

Figure 41: Préviction des dates de début de la grande saison des pluies 2022 dans les parties Sud des pays du Golfe de Guinée. Comparaison faite aux dates moyennes de début de saison sur la période 1991-2020.



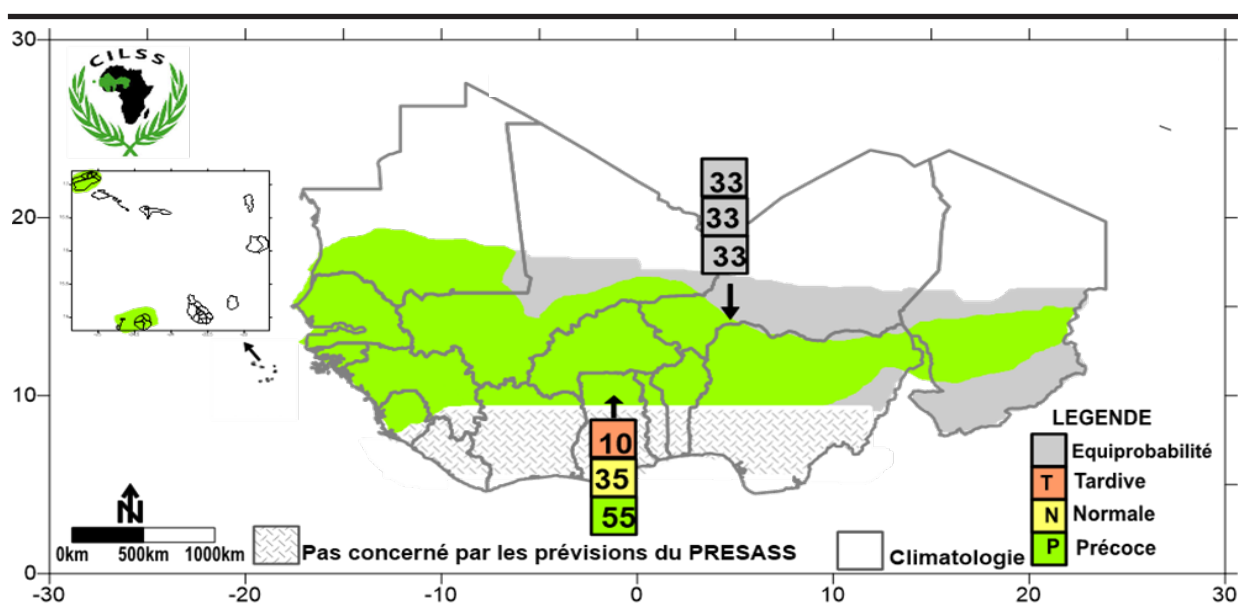
7.2.2. Prévision saisonnière des caractéristiques agro-climatiques pour les zones sahélienne et soudanienne

L'hivernage 2022 s'annonce globalement pluvieux au Sahel ; avec des dates de démarrage précoces à moyennes, des dates de fin de saison tardives à moyennes, des séquences sèches courtes à moyennes dans la partie Ouest et moyennes à longues dans la partie Est et des écoulements excédentaires à moyens dans les principaux bassins fluviaux.

7.2.2.1. Dates de démarrage de la saison de pluies

Des dates de début de saison agricole globalement précoces à moyennes sont prévues sur l'ensemble des zones sahéliennes et soudaniennes, notamment, au Sud de la Mauritanie, du Mali, au Sud-ouest du Niger, sur le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée, la Sierra Leone, sur le Nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin, du Nigeria. Par contre, sur le Centre du Mali, la bande agricole du Niger, et sur le Centre et l'extrême Sud du Tchad, une situation équiprobable entre les catégories est prévue.

Figure 45: Prévision des dates de début saison agricole 2022 dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'espace CILSS/CEDEAO.



7.2.2.2. Séquences sèches en début et vers la fin de la saison

Les longueurs des séquences sèches après l'installation de la campagne agricole pourraient être courtes à moyennes sur l'Ouest du Sahel (Sud de la Mauritanie, Sud Mali, le Burkina Faso, le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée), sur le Nord des pays du Golfe de Guinée (Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, l'Ouest du Bénin) et sur l'Est du Sahel (Sud-est Niger, Centre Tchad et Nord-est Nigeria). Cependant, au Centre du Sahel (Sud-Ouest Niger, Nord-est Benin et Nord-Ouest Nigeria) des séquences sèches moyennes à longues sont très probables.

Pendant les phases de montaison-épiaison, des séquences sèches courtes à normales sont attendues sur la portion Ouest de l'Afrique occidentale (le Sud de la Mauritanie, du Mali, le Burkina Faso, le Sud-Ouest du Niger, le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée, le Nord de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin et l'extrême Nord-ouest du Nigeria). Elles seront très probablement normales à longues sur l'Est de l'Afrique occidentale (Sud-centre et Sud-Est du Niger, Centre du Tchad et Nord-est Nigeria). Ailleurs, dans la zone du Lac Tchad (Nigeria et Tchad), une situation d'équiprobabilité entre les trois catégories est attendue.

Figure 46: Prédiction de la durée des séquences sèches en début de saison des pluies 2020 dans les zones sahéniennes et soudaniennes

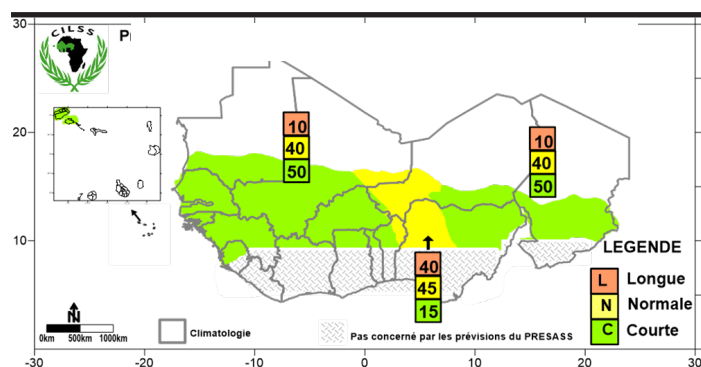
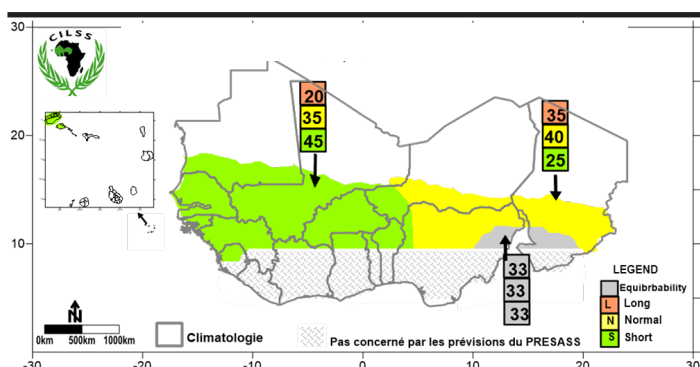


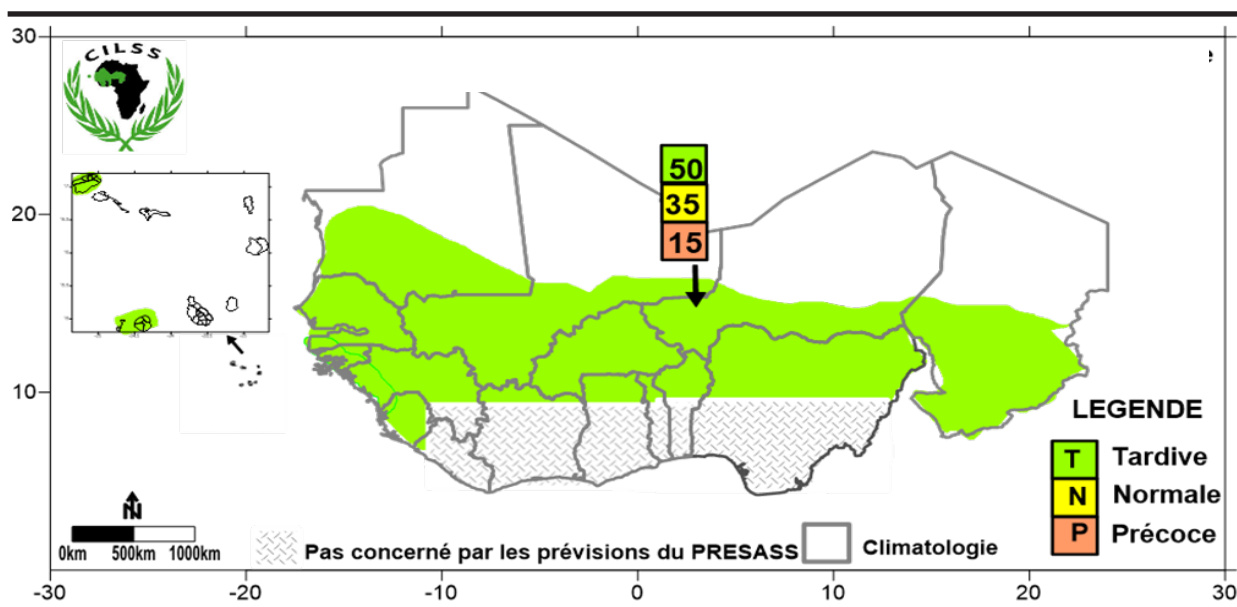
Figure 47: Prédiction de la durée des séquences sèches vers la fin de la saison des pluies 2022 dans les pays des zones sahéniennes et soudaniennes



7.2.2.3. Dates de fin de saison

Les dates de fin de saison seront globalement tardives sur l'ensemble de la bande sahénienne allant des îles du Cap Vert jusqu'au Tchad, passant par le Sud de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Tchad, sur le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée, et le Nord des pays du Golfe de Guinée (la Sierra Leone, le Nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin), et la moitié Nord du Niger. Ailleurs, une situation climatologique est attendue.

Figure 48: Prédiction des dates de fin de la saison des pluies 2022 dans les zones sahéniennes et soudaniennes de l'espace CILSS/CEDEAO



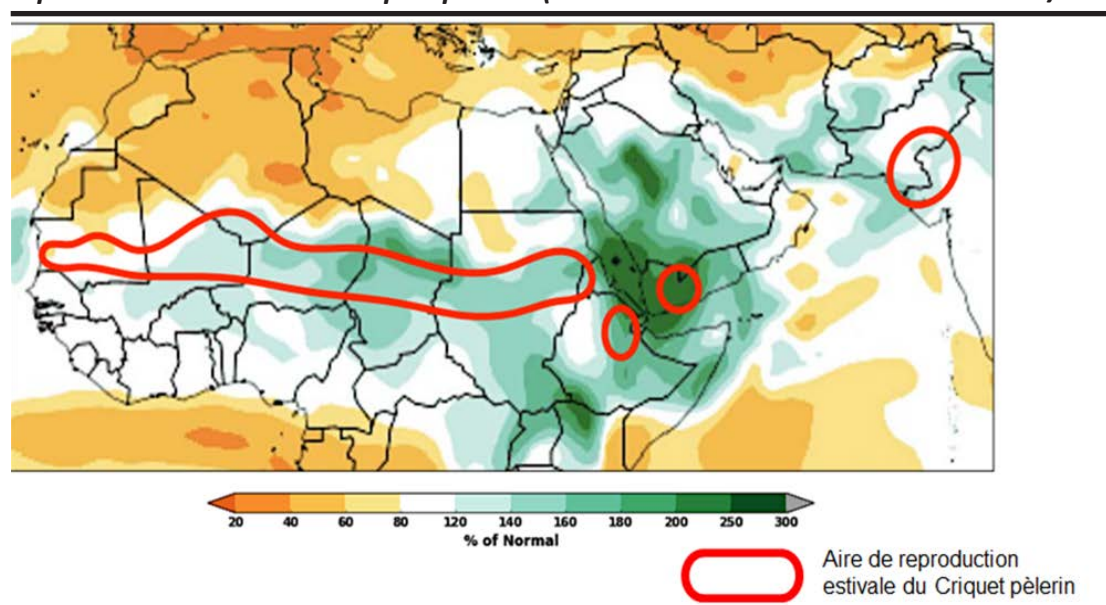
7.3. Perspective phytosanitaire

Sur la base des prévisions saisonnières issues de huit modèles (CFSv2, ECMWF, et Copernicus [CMCC, DWD, ECCC, JMA, Météo-France, UKMO]) pour la période de reproduction estivale, il est attendu des précipitations excédentaires sur l'ensemble de la zone septentrionale. À l'exception de la Mauritanie, ces prévisions augurent des conditions écologiques favorables au développement et à la reproduction du Criquet pèlerin dans les pays de la ligne de front du Sahel. Des opérations de surveillance doivent être entreprises dès le début de la saison estivale (juillet)

par les équipes de surveillance des unités de lutte antiacridienne des pays de la ligne de front.

Les prévisions saisonnières du golfe de Guinée indiquent des séquences sèches longues après le démarrage de la saison. Ces pauses pluviométriques pourraient favoriser la prolifération de certains ennemis des cultures et en particulier de la chenille légionnaire sur la culture du maïs en phase végétative dans les pays de la zone soudanienne et du golfe de Guinée. Des mesures d'anticipation doivent être mises en œuvre pour prévenir toute prolifération de ce ravageur.

Figure 49 :Prévisions saisonnières des anomalies des précipitations dans les aires de reproduction estivale du Criquet pèlerin (Source : World Climate Service & DLIS/FAO)



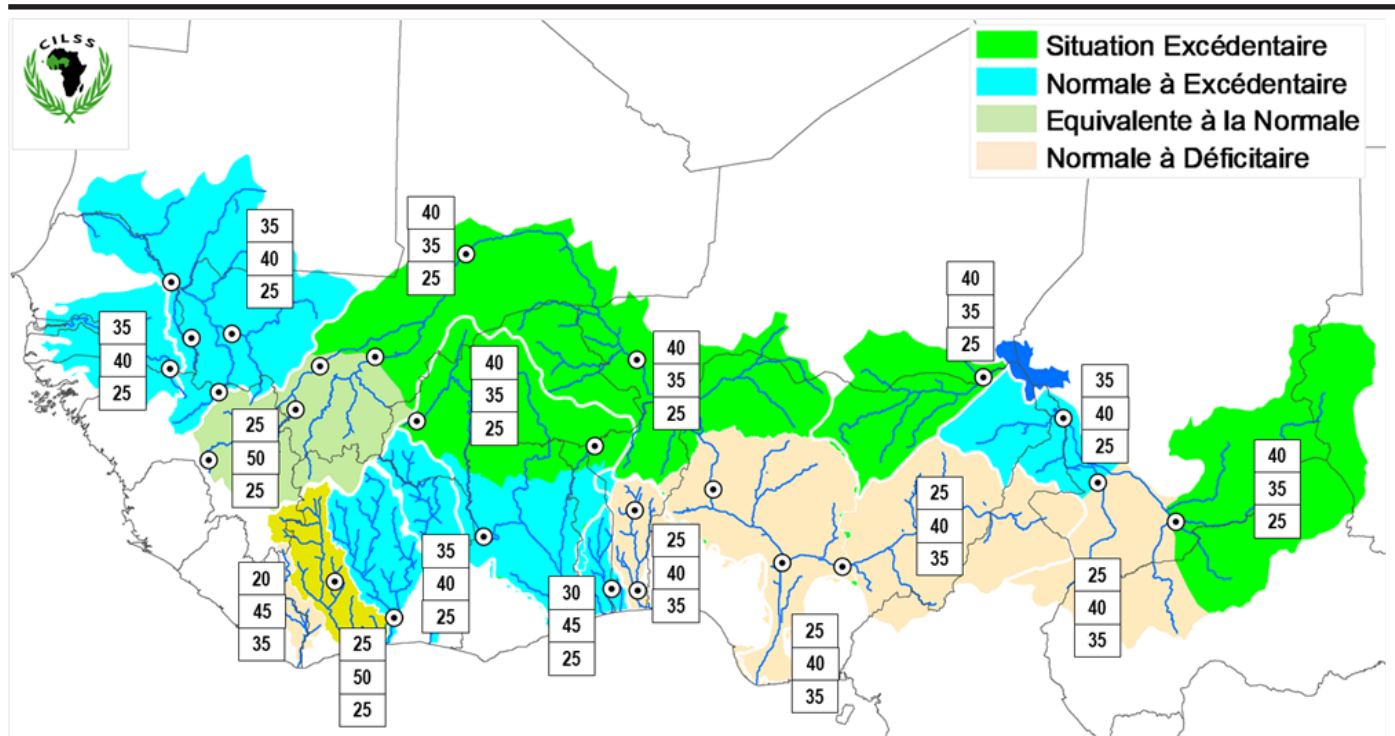
7.4. Perspective Hydrologique

Les prévisions pour la campagne hydrologique de l'année 2022, font entrevoir sur la plupart des bassins fluviaux de la zone sahélo-soudanienne, des écoulements équivalents à légèrement supérieurs à la moyenne des trente dernières années 1991-2020 (Figure 1). Le caractère globalement pluvieux sur la sous région laisse présager des risques d'inondations pouvant entraîner des pertes de cultures dans les zones dépressionnaires au niveau des bas fonds ainsi que sur les périmètres situés aux abords des cours d'eau dans les localités exposées. Toutefois, cette situation, associée à la prévision d'une fin tardive de la saison, reste favorable à un bon remplissage des retenues et aussi au soutien de la décrue au niveau des cours d'eau.

Ces ressources pourront être valorisées en développant des cultures irriguées et de décrue dans ces zones (bassins du Sénégal, de la Gambie, de la Comoé, de la Bandama, du Mono, de la Volta Inférieure, du Sassandra, de la partie aval du Chari-Logone et du haut bassin du fleuve Niger).

Par ailleurs, des écoulements inférieurs à la moyenne dans les bassins du Niger Inférieur intégrant la Bénoué, du Logone (Tchad), de l'Ouémé (Bénin) et du Cavally (Côte d'Ivoire) sont attendus. Tout en n'excluant pas les possibilités d'inondations localisées, des dispositions devront être prises pour que les cultures irriguées ne puissent pas souffrir d'un déficit hydrique.

Figure 50: Prédiction des écoulements des bassins fluviaux pour la saison des pluies 2022 dans les zones sahéniennes et soudaniennes. Comparaison avec les moyennes de la période de référence 1991-2020



8. CONCLUSION

- ▶ **La production céréalière** globale de la campagne agricole 2021-2022 s'établit à **73 millions de tonnes**, soit une hausse de **2,7%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années mais en baisse de **11%** pour les pays du Sahel. Toutefois, en comparaison à l'année passée, la région Sahel et Afrique de l'Ouest enregistre une baisse de production de **2,2%**. Des baisses plus importantes sont enregistrées au Niger (-39%), au Mali (-15%) et au Burkina-Faso (-10%) comparée à la campagne écoulée et surtout au Cabo Verde qui enregistre une cinquième année consécutive sans une production agricole significative. Les productions de tubercules, quant à elles sont meilleures à celles de l'année passée (+5,4%) et à la moyenne des cinq (5) dernières années (11%). Il en est de même pour les cultures de rente dont le soja (+31,8%), le coton graine (+15,8%) et l'arachide (+9,8%).
- ▶ Sur le plan **pastoral**, les conditions d'alimentation et d'abreuvement du bétail sont difficiles, en raison d'importants déficits fourragers, exacerbés par les feux de brousse décimant la biomasse herbacée et l'insécurité civile limitant l'accès aux pâturages et aux points d'eau. Cette situation engendre une soudure pastorale précoce dans un contexte où la transhumance transfrontalière demeure limitée voire interdite dans certains pays d'accueil. Cela entraîne une désorganisation des mouvements des troupeaux et une concentration du bétail dans les zones sécurisées, avec des risques élevés de conflits et d'émergence de maladies animales.
- ▶ Dans l'ensemble, le fonctionnement des **marchés agricoles** est très perturbé dans la région en raison des faibles productions vivrières enregistrées de la situation sécuritaire en dégradation, de l'inflation généralisée à tous les pays. À cela s'ajoute la persistance des tracasseries routières et les mesures de blocages des exportations de vivres imposées par plusieurs pays. L'offre globale en céréales locales est très faible face à une demande particulièrement forte dans les pays du Sahel central (Niger, Burkina Faso et Mali). La hausse des prix des principales denrées de base persiste et s'accroît dans tous les pays. Des augmentations supérieures à 40% comparativement à la moyenne quinquennale sont ainsi observées au Liberia, en Sierra Leone, au Nigeria, au Burkina Faso, au Togo, au Niger, au Mali et en Mauritanie. Ces tendances inflationnistes seront davantage exacerbées du fait de l'augmentation de la demande en période de soudure, du ramadan et du conflit en Ukraine.
- ▶ Sur les **marchés à bétail**, les prix des animaux restent toujours en hausse dans l'ensemble par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Toutefois, les termes de l'échange bétail/céréales sont en nette dégradation à cause de la hausse importante des prix des céréales surtout au Mali où l'embargo qui touche le pays a provoqué une chute des exportations régionales de bétail d'environ 70% entre janvier et février 2022 comparativement à celles enregistrées l'année dernière à la même période.
- ▶ La **situation alimentaire et nutritionnelle** est globalement détériorée. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, pour la première fois, **38,3 millions de personnes**, y compris les personnes déplacées internes, pourraient être affectées par la crise alimentaire et nutritionnelle pendant la période soudure en juin-août 2022. Ainsi, la région fait face à une conjonction de crises, notamment l'insécurité civile persistante engendrant des déplacements massifs, la flambée des prix des denrées alimentaires de base et des intrants agricoles notamment des engrais, les effets liés à la fermeture des frontières dans le cadre des mesures anti Covid-19 et à l'embargo imposé au Mali.

Les risques d'aggravation de la crise alimentaire et nutritionnelle sont élevés en raison d'un contexte international marqué par la flambée des prix des produits agricoles, atteignant de niveaux records jamais observés depuis 2011. Ces tendances inflationnistes vont se poursuivre en raison de la guerre russo-ukrainienne, perturbant le commerce mondial de produits alimentaires (blé, riz), des engrais et des produits pétroliers. Au-delà de la gestion de la présente crise alimentaire, cette situation exige des engagements politiques et financiers soutenus dans la durée et s'attaquant aux causes sous-jacentes du problème.

- La situation **nutritionnelle** reste préoccupante dans la région en particulier dans les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), où l'on estime qu'environ 6 millions d'enfants de moins de 5 ans souffriraient de malnutrition aiguë en 2022. Les analyses de la malnutrition aiguë réalisées dans certains pays du Sahel et au Nigeria ont montré une situation de crise voire d'urgence en périodes courante et projetée dans plusieurs localités du Tchad, du Burkina Faso, du Mali et du Nigeria.
- En **perspectives**, les prévisions saisonnières agro-hydro-climatiques de la grande saison des pluies 2022 des pays du Golfe de Guinée annoncent des cumuls pluviométriques moyens à déficitaires, un démarrage tardif de la saison des pluies, des séquences sèches longues ainsi que des écoulements des cours d'eau inférieurs à la moyenne. Par ailleurs, au cours de la prochaine saison agricole qui s'installe au niveau des pays côtiers, les approvisionnements en intrants agricoles, notamment les engrais connaissent déjà une perturbation qui pourraient s'accroître avec les effets de la crise ukrainienne. Toutefois, le lancement en cours de la production d'engrais au Nigeria offre de bonnes perspectives d'approvisionnement en fertilisants pour les campagnes futures dans la région.

Recommandations

En guise de recommandations, les actions et mesures suivantes ont été formulées :

A l'endroit des Etats et Gouvernements des pays de l'espace CILSS/CEDEAO

- Accélérer la mise en oeuvre des plans nationaux de réponse pour soulager les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle entre phase crise et pire;
- Mettre en œuvre des politiques de sécurisation et de renforcement de la résilience des systèmes agropastoraux et alimentaires, y compris le renforcement des opportunités d'emploi pour la jeunesse agropastorale en s'appuyant sur les opportunités de l'économie alimentaire et des autres secteurs de l'économie informelle ;
- Apporter des réponses plurielles aux populations affectées dans les zones de conflit à travers l'opérationnalisation du triple nexus humanitaire, développement et paix ;
- Prendre des mesures de protection et de facilitation des opérations d'assistance alimentaire et nutritionnelle dans les zones de conflit et difficiles d'accès ;
- Renforcer les interventions de prévention et de prise en charge de la malnutrition, en particulier chez les cibles de malnutrition (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et allaitantes) qui affichent des taux d'alerte ou d'urgence ;
- Mettre en place des mécanismes de veille et de suivi pour anticiper les effets néfastes de la crise Ukrainienne sur les problèmes d'accès à une alimentation suffisante et sur les moyens d'existence des populations les plus vulnérables (pauvres et très pauvres) et anticiper sur des stratégies pour réduire les fluctuations des prix des denrées alimentaires, en particulier les denrées de base ;
- Améliorer la productivité et la compétitivité dans le secteur agricole et pastoral favorable à travers (i) la création d'un environnement incitatif de financement du secteur agricole et pastoral et (ii) la promotion des systèmes alimentaires dans la région pour mieux booster la transformation des systèmes alimentaires ;

A l'endroit des Organisations inter-Gouvernementales (CILSS, UEMOA, CEDEAO)

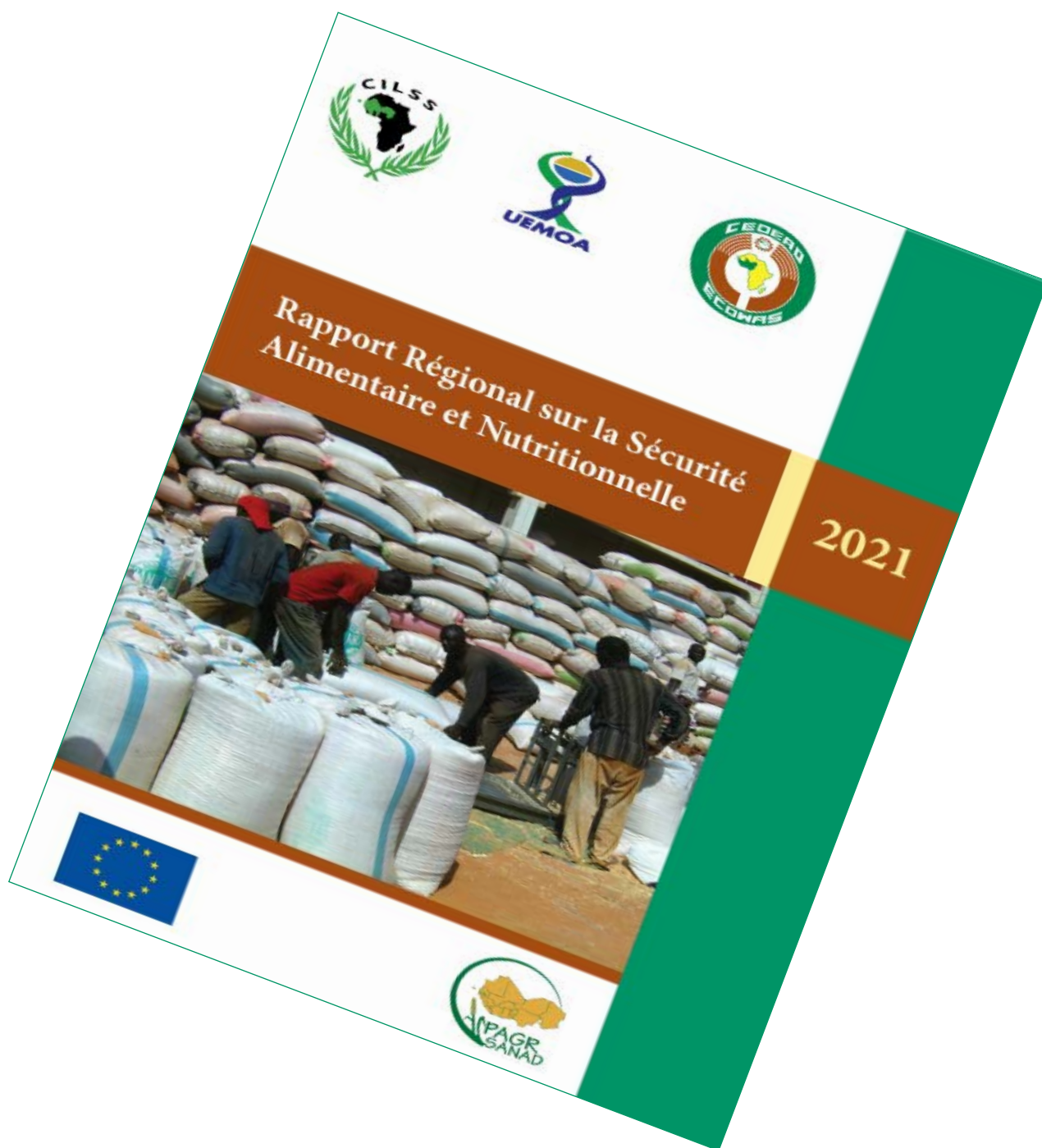
- Renforcer le dialogue et la sensibilisation auprès de leurs États membres en vue de la réduction significative des entraves au commerce régional : levée des mesures d'interdiction d'exportation de produits vivriers et de fermeture des frontières ; prise de mesures vigoureuses de réduction des tracasseries routières et des taxations illicites ; et

- Promouvoir davantage les programmes d'autonomisation visant à renforcer les actions de résilience des ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, particulièrement ceux classés en phase sous pression et qui nécessitent des appuis pour protéger leurs moyens de subsistance.

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- Soutenir la mise en œuvre d'interventions vitales d'assistance alimentaire et de transferts monétaires inconditionnels (paquet de protection sociale) aux populations vulnérables dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; et

- Soutenir les efforts des Etats dans la mise en œuvre des actions centrées sur la résilience des populations face au nouveaux enjeux et paradigme induit par le spectre d'une crise alimentaire mondiale à l'horizon.



Contact : Dr Issoufou Baoua, Expert Cadre Harmonisé, Coordonnateur PRA/SAN,
issoufou.baoua@cilss.int
CILSS/AGRHYMET, administration.agrhymet@cilss.int

Mise en page: Boubacar Mainassara Abdoul Aziz, Unité Communication /AGRHYMET



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

